

حکومت الاحول

Les évêques
réunis à Puebla
condamnent
la subversion
et la répression

LIRE PAGE 12

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 F; Argentine, 1,20 F; Australie, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Chili, 1,20 F; Chine, 1,20 F; Danemark, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F; France, 1,80 F; Grèce, 1,20 F; Hongrie, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Mexique, 1,20 F; Norvège, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suède, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tchécoslovaquie, 1,20 F; Turquie, 1,20 F; Union soviétique, 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Une « petite phrase » de M. Dayan sur l'O.L.P.

S'il est un point sur lequel un très large consensus existe en Israël, c'est bien le jugement porté sur l'Organisation de libération de la Palestine, constamment qualifiée de « bande d'assassins », avec laquelle aucune négociation ne serait concevable. Les Israéliens usant d'un langage plus nuancé ne constituent qu'une minorité sans audience. Cette situation ne pouvait que rendre plus spectaculaire la position prise mardi 13 février à Jérusalem par M. Moshe Dayan. Selon le ministre des affaires étrangères, « l'O.L.P. n'est pas seulement une organisation terroriste, mais aussi un facteur politique qui a son importance et qu'on ne saurait ignorer lorsque le problème des réfugiés sera négocié ».

Salués avec enthousiasme par les quelques députés qui, avec M. Avneri, croient voir enfin s'amorcer un « tournant » dans la politique d'Israël, ces propos du chef de la diplomatie israélienne ont suscité un tollé et une cascade de mises au point. M. Begin a pris la défense de son ministre, assurant que « nul moins que lui n'est disposé à proposer une modification quelconque de notre attitude à l'égard de l'organisation d'assassins dont l'existence est d'ailleurs l'état d'Israël, nul n'est plus opposé à la création d'un État palestinien ». M. Dayan lui-même a rappelé avoir « jamais dit que l'O.L.P. devenait un partenaire dans la négociation ».

Bien qu'étant parfaitement fondé à appuyer cette dernière précision, le ministre des affaires étrangères, qui, pour se faire pardonner par la droite nationaliste, s'est hâté de prononcer un éloge vibrant des implantations de colonies en « Judée-Samarie » (Cisjordanie) et sur le Golan, a bel et bien prononcé une « petite phrase » qui a suscité des commentaires. Le chef de l'opposition, M. Shimon Peres, l'a aussitôt souligné, estimant que, « en donnant l'impression d'une rupture du consensus quant au rejet absolu de l'O.L.P., ces propos ne peuvent qu'accroître les pressions exercées sur Israël et affaiblir considérablement notre position ».

C'est, de toute évidence, dans le cadre de la tentative de relance de la négociation israélo-égyptienne que s'inscrit la « petite phrase » de M. Dayan. Lors de sa récente visite à Paris, le ministre des affaires étrangères, tout en reprenant intégralement la terminologie chère à M. Begin, avait répondu à un journaliste que, « certes, l'O.L.P. existait ». Pour donner une satisfaction aux États-Unis, qui lui demandaient instantanément de ne pas « venir les mains vides » à la nouvelle rencontre de Camp David le 21 février, le chef de la diplomatie israélienne est allé un peu plus loin en attirant un rôle à l'Organisation palestinienne, « en particulier lorsqu'il s'agit de résoudre le problème des réfugiés ».

Ce « geste », dont l'importance tient à l'absolue rigidité des positions proclamées sans trêve par Israël, rappelle celui que fit en fin 1974 le ministre travailliste de l'information, M. Yairiv. Pour avoir seulement évoqué la possibilité d'une négociation avec « tout groupe palestinien qui reconnaît l'État juif et cesse le terrorisme », M. Yairiv avait alors dû donner sa démission. Cette fois, l'enjeu est plus important : le déblocage de la négociation israélo-égyptienne, dont le succès, après la révolution iranienne, serait plus précieuse que jamais à l'État hébreu. Mais l'indifférence proclamée de l'O.L.P. à cette ouverture, où elle voit une « manœuvre », et, surtout, la vigueur apportée à Jérusalem pour en réduire la portée ne permettent guère d'espérer de résultats — sinon à long terme — du ballon d'essai de M. Dayan.

DEUX ATTAQUES CONTRE DES MISSIONS DIPLOMATIQUES AMÉRICAINES

● TÉHÉRAN

L'ambassade est prise d'assaut par un groupe armé

Un groupe d'Iraniens armés a pris ce mercredi matin 14 février le contrôle de l'ambassade américaine à Téhéran et a fait prisonnières les soixante-dix personnes qui s'y trouvaient, y compris l'ambassadeur, M. William Sullivan.

L'attaque avait commencé tôt dans la matinée par de violents tirs d'armes automatiques, à partir des toits des immeubles entourant l'ambassade. Les dix-neuf « marines » chargés de la protection du bâtiment avaient riposté, et des représentants du comité Khomeiny s'étaient rendus sur les lieux pour essayer d'arrêter l'attaque. Ils durent se limiter à faire bouclier le quartier, tandis que des renforts étaient dirigés vers l'ambassade.

D'après un Iranien employé comme conseiller à l'ambassade, M. Sullivan a finalement ordonné aux fusiliers-marins de cesser le feu, pour éviter une plus grande effusion de sang, et le personnel de l'ambassade s'est rendu.

Une heure et demie de combats. Selon l'agence Reuters, les combats n'ont duré que quatre-vingt-dix minutes. L'ambassadeur William Sullivan et son personnel auraient été vus quittant le bâtiment les armes aux yeux, à la suite de l'utilisation des gaz lacrymogènes. Certains membres du personnel avaient les mains en l'air.

On ignore pour l'instant qui sont les auteurs de cette attaque. Un représentant du comité Khomeiny déclarait à l'Associated Press que les attaquants étaient des « communistes », ou « une organisation marxiste ». À l'université de Téhéran, les miliciens ont affirmé que les agresseurs étaient des « Afghans », qui voulaient « mettre le feu à l'ambassade » et qui ont été arrêtés par les « forces révolutionnaires », mais, selon l'agence Paris, des « soldats de la révolution » figuraient parmi les assaillants.

Un homme armé, qui s'est déclaré être un « militant communiste », a affirmé aux journalistes que l'attaque avait débuté après que des « marines » eurent ouvert le feu sur un groupe d'hommes qui se déplaçaient près de l'ambassade.

Malgré l'anti-américanisme de certains opposants de gauche du chah, l'ambassade des États-Unis n'avait pas subi d'attaques sérieuses jusqu'à présent. En décembre, des manifestants

avaient incendié une voiture devant l'ambassade et les « marines » avaient tiré des grenades lacrymogènes pour les disperser. Mardi soir, l'ayatollah Khomeiny avait lancé à la télévision un appel à la population demandant une nouvelle fois que les armes soient remises aux autorités. Il avait affirmé que ceux qui refuseraient de rendre les armes seraient considérés comme des « ennemis de l'islam et de la révolution ». Néanmoins, les fédérations d'inspiration marxiste, avaient publié un communiqué affirmant que, tout en respectant les initiatives prises par le chef religieux en vue de contrôler la répartition des armes, ils estimaient que celles-ci devaient demeurer entre les mains du peuple « jusqu'à la victoire finale ».

(Lire pages 3 et 4 les articles de nos envoyés spéciaux.)

● KABOUL

L'ambassadeur est assassiné

Le département d'État américain a annoncé, mercredi 14 février en fin de matinée, que l'ambassadeur à Kaboul (Afghanistan), M. Adolph Dubs, avait été enlevé et assassiné par des inconnus.

Instauré par le coup d'État du 28 avril 1978, qui renversa le président Daoud et porta au pouvoir M. Nur Mohamed Taraki, le nouveau régime afghan, de tendance soviétique, avait « défilé », en août dernier, un complet fomenté par l'officier qui avait porté au pouvoir M. Taraki, le général Abdul Kadir. En même temps, une rébellion anticommuniste du Mouvement de la révolution islamique prenait naissance dans les montagnes du nord-est.

(M. Adolph Dubs, né le 4 août 1920 dans l'Illinois, avait fait ses études au Beloit College dans cet État et servi comme officier de marine pendant la seconde guerre mondiale. Entré au département d'État à la fin de la guerre, il avait été en poste à Francfort, Monrovia, Ottawa, Moscou et Belgrade. Nommé chef du bureau des affaires soviétiques au département d'État, puis ministre conseiller à Moscou (1972-1974), il fut ensuite sous-secrétaire d'État chargé des affaires du Proche-Orient et du Sud-Est asiatique. M. Dubs avait pris ses fonctions à Kaboul en juillet dernier.)

UN ENTRETIEN AVEC M. LIONEL JOSPIN

« On ne peut pas faire vivre le P.S. comme un gros P.S.U. »

LIRE PAGE 8

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

Produire pour stocker ou fabriquer pour vendre ?

M. Henry Ford II, dont les collaborateurs en Europe ont visité le 13 février le site où pourrait — éventuellement — être construite une usine de montage de son groupe, de nature à créer progressivement huit mille emplois à 24 kilomètres de Thionville (lire page 30).

« La France a compris l'évolution avant les autres », a affirmé M. Giscard d'Estaing à Yaoundé. Peut-être, cela a-t-il été vrai depuis dix ans dans certains domaines. S'agissant de la sidérurgie, c'est le contraire qui s'est passé. Si la massive protestation qui se prépare dans le Nord et en Lorraine en portera, vendredi, témoignage.

Paste d'avoir su conduire à temps une mutation inéluctable, les pouvoirs publics voient aujourd'hui se dresser devant eux une population salariée indignée du sort qu'on lui promet et que rien ne lui avait pas laissé prévoir. Pas les discours officiels, en tout cas, marqués d'un optimisme sur l'avenir que la situation ne justifiait pas.

rencontrera M. Giscard d'Estaing à la fin du mois de mars. Le groupe Ford, qui arbitre ensuite entre les avantages financiers et fiscaux offerts par les divers pays demandeurs d'une telle usine, notamment l'Autriche, prendra sa décision en avril.

par GILBERT MATHIEU Trente ans durant, patronat et gouvernements ont expliqué qu'il fallait produire toujours plus dacier, ce « cœur de la guerre » économique. D'un plan quinquennal à l'autre, l'opinion était bercée d'objections toujours croissantes. La rumeur en cours, les de l'oligarchie sidérurgique concurrents — au Japon, bien sûr, mais aussi en Corée du Sud, en Australie, en Afrique du Sud, au Mexique, à

AU JOUR LE JOUR

Montants compensatoires

Il est assez vain de se demander s'il fallait diffuser l'holocauste. On sait plus facilement la vérité historique qu'on empêche son exploitation commerciale. A une génération de distance, il n'est d'innombrables horreurs qui ne deviennent spectacle.

Certes, il n'y a pas de spectacle innocent. Celui-là peut être édifiant, mais tout dépend de la façon qu'on en tire. Savoir que cela est arrivé dans un monde qui se croyait civilisé, et qui l'était tout autant qu'aujourd'hui, comprendre que cela peut arriver encore et que cela est en germe dans les fantasmes de la nation, de la religion ou de la race, est plus important que de calculer dérisoirement, entre anciens bourreaux et anciennes victimes, des montants compensatoires de haine, de méfiance et de peur.

ROBERT ESCARPIT.

Les répercussions en France des crises internationales thème de la conférence de presse de M. Giscard d'Estaing

Jeudi 15 février, M. Giscard d'Estaing consacra à la situation internationale sa conférence de presse, qui sera retransmise en direct à 15 heures par France-Inter, sur modulation de fréquence.

Il insistera vraisemblablement sur les répercussions de la situation internationale sur les affaires françaises, notamment économiques et sociales. Il devra traiter des questions européennes, des relations Est-Ouest et des grands équilibres mondiaux, des relations Nord-Sud et du développement ainsi que des conflits régionaux.

C'est le 21 novembre dernier que le président de la République avait tenu sa dernière conférence de presse : il avait fait savoir le 2 février que ces conférences seraient désormais plus fréquentes, plus brèves et que leurs thèmes seraient limités.

M. Giscard d'Estaing, qui rentre du Cameroun, se rendra d'ici à la fin mars au Mexique, en Roumanie et en U.R.S.S. ; il recevra le chancelier Schmidt la semaine prochaine et présidera, les 12 et 13 mars à Paris, le Conseil européen.

La politique européenne en question

M. Giscard d'Estaing excelle dans l'explication, mais c'est surtout de persuasion qu'il devra user au cours de sa conférence de presse. Il devra persuader ses interlocuteurs qu'il ne renoncera pas à certaines positions et, à travers eux, s'adresser plus aux partenaires de la France qu'aux Français.

Même si le président de la République s'étend sur les grands déséquilibres mondiaux et les conflits régionaux — certes fort importants — c'est sur les questions européennes que ses prises de position peuvent avoir le plus d'impact, car, comme le remarquait jadis M. Chirac, pour la France, les affaires européennes ne sont plus tout à fait étrangères.

Sur le front communistaire, la France est toujours dans une situation délicate, tous les impasse. Cette coincidence est d'autant plus fâcheuse que M. Giscard

LE DOSSIER AGRICOL-MONÉTAIRE — Le plus décevant est le sort fait au système monétaire européen. L'effet psychologique qu'on pouvait espérer d'une négociation menée tambour battant et de la mise en place du S.M.E. au 1^{er} janvier 1979, pour relancer la confiance dans la construction européenne avant les élections du 10 juin, est évidemment raté. L'argumentation française, selon laquelle il est impensable d'exclure les produits agricoles, et eux seuls, du système monétaire commun, par le maintien indéfini de montants compensatoires de toute façon indéfinissables, n'est pas sans force. Mais que n'y avait-on pensé plus tôt, en insistant comme partie intégrante du projet de S.M.E. l'élimination des fameux montants ?

Certes, le gouvernement français sait que la disparition des montants compensatoires met en cause les revenus des agriculteurs allemands, aspect des choses auquel le parti libéral allemand (membre de la coalition gouvernementale) a toujours été très sensible. Il reconnaît que la difficulté n'est pas artificielle ; il espère que la volonté commune d'aboutir de M. Giscard d'Estaing et Schmidt (qui se rencontreront à Paris la semaine prochaine) permettra de parvenir à un arrangement au prochain Conseil européen les 12 et 13 mars. Mais est-on sûr que d'autres partenaires ne mettront pas des bâtons dans les roues ?

MAURICE DELARUE

(Lire la suite page 9.)

BERG, BOULEZ, CHÉREAU A L'OPÉRA

Lulu, ce Don Juan féminin

La création de « Lulu », le 24 février au palais Garnier, sera un événement multiple. Albin Berg n'avait pas achevé l'orchestration de son opéra quand il mourut, en 1935, et sa femme refusa toujours de confier cette tâche à l'un de ses disciples ; les représentations données depuis se limitèrent aux deux premiers actes et aux quelques fragments achevés du troisième, ce qui déséquilibrait l'œuvre, d'autant plus qu'elle offre une composition « en miroir » dont le point culminant se situe rigoureusement en son milieu. Quarante ans plus tard, M. Rolf Liebermann réalise son rêve d'être le premier à donner intégralement cette « Lulu » mythique, sans que pour autant tous les problèmes juridiques soient résolus.

Un événement aussi, car cette création sera faite par l'équipe Boulez-Chéreau-Peduzzi, ou zénith

J. L.

(Lire nos articles pages 15 à 17.)

Emile Zola
correspondance
TOME 1 - (1858-1887)
212 lettres de Zola

Plus de 4.000 lettres dans l'édition complète qui comprendra 10 tomes.

Co-édition : Éditions de C.N.R.S. Les Presses de l'Université de Montréal

Vol. 16 x 24 relié - 600 pages Prix : 150 F
ISBN 2 - 222 - 02447 - 5

Éditions du CNRS
15 quai Anatole France, 75700 Paris

**Montants
compensatoires**

Il est assez vain de se demander s'il fallait diffuser l'holocauste. On sait plus facilement la vérité historique qu'on empêche son exploitation commerciale. A une génération de distance, il n'est d'innombrables horreurs qui ne deviennent spectacle.

Certes, il n'y a pas de spectacle innocent. Celui-là peut être édifiant, mais tout dépend de la façon qu'on en tire. Savoir que cela est arrivé dans un monde qui se croyait civilisé, et qui l'était tout autant qu'aujourd'hui, comprendre que cela peut arriver encore et que cela est en germe dans les fantasmes de la nation, de la religion ou de la race, est plus important que de calculer dérisoirement, entre anciens bourreaux et anciennes victimes, des montants compensatoires de haine, de méfiance et de peur.

ROBERT ESCARPIT.

**Lulu, ce Don Juan
féminin**

La création de « Lulu », le 24 février au palais Garnier, sera un événement multiple. Albin Berg n'avait pas achevé l'orchestration de son opéra quand il mourut, en 1935, et sa femme refusa toujours de confier cette tâche à l'un de ses disciples ; les représentations données depuis se limitèrent aux deux premiers actes et aux quelques fragments achevés du troisième, ce qui déséquilibrait l'œuvre, d'autant plus qu'elle offre une composition « en miroir » dont le point culminant se situe rigoureusement en son milieu. Quarante ans plus tard, M. Rolf Liebermann réalise son rêve d'être le premier à donner intégralement cette « Lulu » mythique, sans que pour autant tous les problèmes juridiques soient résolus.

Un événement aussi, car cette création sera faite par l'équipe Boulez-Chéreau-Peduzzi, ou zénith

J. L.

(Lire nos articles pages 15 à 17.)

étranger

LA RÉVOLUTION EN IRAN

Dans le monde arabe, après la Libye, le Koweït, l'Irak à l'ouest, la Tunisie et l'Algérie, l'Irak a officiellement accordé sa reconnaissance au nouveau régime de Téhéran en l'accompagnant d'un mémorandum sur son attachement constant au droit des peuples à l'autodétermination. La reconnaissance saoudienne a pris la forme d'un télégramme de félicitations du prince héritier Fahd au premier ministre, M. Bazargan, où il se dit convaincu que les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays se poursuivront. Le roi Hussein de Jordanie a pour sa part adressé un message de soutien à l'ayatollah Khomeiny dans lequel il souhaite au chef religieux iranien « plein succès dans la conduite du peuple iranien vers la paix, la sécurité et l'unité ».

Tous les pays du camp socialiste ont déjà

reconnu le nouveau régime de Téhéran, et les commentaires de la presse constatent avec une évidente satisfaction que les Américains ont perdu un pilier de leur système de défense dans cette région du monde.

L'une des questions que se posent plusieurs journaux est de savoir dans quelle mesure le mouvement qui vient de remporter la partie à Téhéran est de nature « anti-impérialiste ». Les réponses sont nuancées : « La révolution nationale-démocratique et anti-impérialiste ne fait que commencer », écrit la « Pravda » slovaque ; « Nepszava », journal des syndicats hongrois, estime pour sa part que ce qui vient de se passer en Iran est « tout à la fois une guerre de religion, un soulèvement populaire et une révolution de libération nationale et anti-impérialiste ».

Ces jugements sont plutôt en retrait par rapport aux déclarations faites récemment par le chef du parti Toudéh (communiste) iranien, M. Nureddine Kianouri. Dans une interview publiée, le vendredi 9 février, par « Nepszabadsag », organe du P.C. hongrois, M. Kianouri s'était exprimé beaucoup plus clairement. Il avait dit : « Par son contenu, le mouvement actuel en Iran est anti-impérialiste et démocratique ». Le dirigeant communiste avait rendu hommage à l'ayatollah Khomeiny, ajoutant que le parti Toudéh soutenait ses initiatives « pour la réalisation des buts révolutionnaires, la création d'un conseil révolutionnaire islamique (...) la préparation d'un référendum, la mise en place d'une Assemblée nationale constituante, l'élaboration de la Constitution d'un Iran libre et indépendant, et la proclamation de la République islamique ».

La Chine a pour sa part reconnu officiellement mercredi le gouvernement provisoire dans un télégramme du président Hua Guofeng dans lequel ce dernier exprime le souhait que l'amitié traditionnelle entre les deux peuples « connaisse un nouveau développement ».

A Londres, nous signalons Henri Pierre, les commentaires de la presse britannique sur le nouveau régime de Téhéran sont inspirés par le même pragmatisme résigné qui a déterminé le gouvernement de Londres à reconnaître au plus vite le gouvernement de l'ayatollah. La décision de reconnaissance a été prise après une consultation étroite avec Washington et d'autant plus rapidement que, pendant la crise, M. David Owen, le secrétaire au Foreign Office, s'était imprudemment aventuré à prendre publiquement position en faveur du chah.

LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

M. Bazargan tente de se concilier l'intelligentsia laïque et d'isoler l'extrême gauche

De notre envoyé spécial

Téhéran. — « L'épuration des fondements de l'armée a commencé », annonce en gros titre le journal « Keyhan ». Après l'élimination des principaux chefs militaires et des fidèles du chah, le général Gharani, nouveau chef de l'état-major, a, en effet, entamé une réorganisation dont il a expliqué la philosophie mardi 13 février : « C'est parce que l'armée était une armée dynastique qui avait perdu le sens de ses valeurs et de sa mission qu'elle s'est étirée en quelques heures. La nouvelle armée aura une autre idéologie ; elle sera nationale et populaire », a-t-il dit. Sur le plan pratique ce sont des officiers « dont les mains ne sont pas trempées de sang » qui assureront momentanément la direction des unités.

Le nouveau gouvernement et le mouvement religieux sont donc décidés à aller vite en besogne pour reprendre les choses en main tout en isolant l'extrême gauche qu'il s'agit

des fedayin (mouvement de guérilla marxiste-léniniste), du Toudéh (communistes) ou des autres organisations d'obédience marxiste. Ainsi le général Gharani est connu pour avoir été condamné en 1959 à la suite d'un complot contre le chah, mais certains rappellent qu'il aurait agi de connivence avec des services américains (ce qui expliquerait qu'il n'ait été condamné qu'à trois ans de prison) et qu'il est un ardent anticommuniste.

De même, les moudjahidin (combattants) du peuple d'Iran (organisation de guérilla proche des religieux) se sont transformés en « mouvement national des moudjahidin ». Ils affirment ainsi leur vocation à devenir un mouvement politique et à englober éventuellement les autres organisations de guérilla. Ils cherchent, par là même, à isoler les fedayin, auxquels des incidents les ont d'ailleurs opposés lundi, et les groupes qui leur sont proches.

La restitution des armes

Autre manifestation de la volonté du pouvoir de normaliser la situation avant d'ordonner solennellement la reprise du travail : le triple appel lancé lundi par l'ayatollah Khomeiny à la population pour qu'elle rende les quelques cent quarante mille armes qui ont été distribuées ou volées dans les casernes et les commissariats. Cette restitution semble s'effectuer dans des conditions assez satisfaisantes, ce qui permet l'autorité morale de l'ayatollah. Les reli-

gieux — très préoccupés par les armes qui « traînent » en ville — veulent arrêter les actes de brigandage qui ont commencé à se produire (sept automobilistes ont été dévalisés dans le nord de la capitale et plusieurs maisons ont été pillées) et aussi isoler les organisations d'extrême gauche qui se montrent rétives à se séparer de leur arsenal. C'est dans ce contexte que M. Bazargan a nommé sept nouveaux ministres : MM. Karim Sandjabi,

secrétaire général du Front national (affaires étrangères), Darioush Forouhar, son adjoint (travail et affaires sociales), Ahmad Sayed Djavadi, avocat proche du Front national et frère de l'écrivain connu (intérior), Ali Akbar Molinar, ingénieur (organisation du plan et budget), Mustapha Khatir (logement et urbanisme), Yousef Taheri Ghazvini (routes et transports) et le Dr Kazem Sami (santé).

La place faite au Front national est politiquement significative à plus d'un titre. L'ayatollah Khomeiny, qui lui reprochait d'avoir « pris le train en marche » dans l'espoir de pouvoir « récupérer » le mouvement religieux et d'élargir une base populaire assez restreinte, n'avait guère associé de dirigeants à son action depuis son retour. En faisant appel à ses chefs, M. Bazargan entend à la fois souligner le caractère démocratique de sa démarche et rallier l'intelligentsia laïque. En outre, en confiant la diplomatie à M. Sandjabi, pour qui il n'éprouve guère de sympathie, il rassure les chancelleries occidentales tout en réduisant son rôle sur le plan intérieur.

Le même jour — ce qui n'a rien de fortuit — le porte-parole du mouvement religieux annonçait que M. Bakhtiar, qui était il y a encore quelques semaines l'un des dirigeants du Front national, sera jugé. « L'aché » dimanche par l'armée sur les conseils, semble-t-il, des Etats-Unis, l'ancien premier ministre, qui avait disparu pendant deux jours, avait apparem-

ment bénéficié d'une discrète protection de M. Bazargan. Son arrestation était cependant devenue inévitable à partir du moment où le général Rabi, ancien chef des forces aériennes, avait révélé à la télévision qu'il lui avait demandé de bombarder l'arsenal assiéjé par le peuple au risque de faire de nombreux morts.

Si le mouvement religieux a réussi à mener avec succès la stratégie en unifiant le peuple dans la lutte contre la monarchie, il risque cependant de se heurter à de nombreux obstacles dans l'édification du nouveau régime. Sur le plan politique et religieux, l'ayatollah Khomeiny et M. Bazargan vont devoir naviguer entre plusieurs écueils. S'ils veulent obtenir le concours de l'intelligentsia laïque qui se trouve dans le pays et faire naître les quelques cent mille « cerceaux » qui vivent à l'étranger, ils devront faire preuve d'une ouverture d'esprit qui risque de décevoir les partisans d'une République islamique pure et dure. Si, en revanche, ils ne donnent satisfaction à ces derniers, ils se priveront du concours des cadres de la gauche moderne et modérée, dont ils ont le plus grand besoin. Ils ne pourront alors compter que sur les « technocrates » du régime impérial, qui ne sont guère susceptibles de donner un caractère progressiste à la future République. En outre, ces cadres en place seront d'autant plus enclins à se montrer dociles, voire serviles, qu'ils voudront se faire pardonner leur passé.

or, les produits iraniens ne sont pas concurrentiels. En outre, pour favoriser la production intérieure, l'Etat a accordé des protections (limitation des importations, aide aux industries, etc.) qui n'incitent pas les producteurs à améliorer la qualité.

« L'économie iranienne, nous a dit M. Nasser Bakdaman, l'un des meilleurs économistes du pays, est malade de ses intermédiaires, qui vont du petit marchand au bureau d'import-export. » Il souligne que, pour certains produits, il existe jusqu'à dix ou quinze intermédiaires, qui prélèvent chacun leur dû et font artificiellement monter les prix. Il cite, par exemple, le cas des cigarettes ambulantes qui ont doublé leurs prix en quelques semaines. Selon lui, ce sont des parasites et des chômeurs déguisés, mais comment les supprimer sans provoquer des drames humains, puisqu'ils n'ont aucune qualification pour être insérés dans d'autres domaines d'activité ? De même, le secteur tertiaire est anormalement gonflé. Ainsi, l'université de Téhéran compte deux mille enseignants et dix mille cadres administratifs pour seize mille étudiants.

M. Bakdaman note aussi que la politique du régime déchu a provoqué un exode rural sans précédent, créant une situation que le nouveau pouvoir aura grand mal à redresser. « Or, dit-il, non seulement on ne pas défini une stratégie du développement à long terme, mais il n'a étudié sérieusement un programme pour une période de transition. » La plupart des économistes semblent d'accord sur la nécessité de diminuer la production pétrolière pour réduire les rentrées d'argent. Selon eux, cela obligerait l'Etat à restreindre ses dépenses et — pour ne plus en avoir la charge — à décentraliser une partie de l'administration qui serait confiée aux autorités locales. En outre, la réduction de la masse monétaire entrainerait au niveau de l'Etat une plus grande rigueur en vue de répartir plus équitablement le revenu national. Mais une telle politique risque de mécontenter la bourgeoisie, qui fournit les cadres de l'Etat et qui a pris les habitudes de la société de consommation.

PAUL BALTA.

M. KARIM SANDJABI

Un libéral marqué par l'Occident

La nomination de M. Karim Sandjabi, secrétaire général du Front national, âgé de soixante-cinq ans, au poste de ministre des affaires étrangères du nouveau gouvernement iranien, n'est pas une surprise. Le Mouvement de libération de l'Iran de M. Bazargan, qui se voulait l'« aile » politique du mouvement religieux, ayant toujours cherché à associer l'ancien parti de Mossadegh à son action.

Cette alliance avait été consacrée, en novembre dernier, lorsque le chef du Front national était venu rendre visite à l'ayatollah Khomeiny, dans son exil de Neauphle-le-Château. M. Sandjabi avait alors affirmé l'identité de ses objectifs et de ceux du mouvement religieux. « Ce n'est pas à nos yeux le contenant qui importe, avait-il déclaré, mais le contenu. » (Cf. Le Monde du 11 novembre 1978). Mais M. Sandjabi n'excluait pas, à ce moment là du moins, le maintien de la monarchie.

Arrivé dès son retour en Iran, le samedi 11 novembre, au moment où il s'apprêtait à tenir une conférence de presse devant une centaine de journalistes, M. Sandjabi fut libéré le 8 décembre suivant. Après le retour triomphal de l'ayatollah Khomeiny à Téhéran, le 1^{er} février, il dut faire longuement antichambre avant d'être reçu par le chef religieux.

Celui-ci avait probablement voulu réaffirmer la prééminence des forces religieuses par rapport à un parti, certes ancien et glorieux, mais dont les militants se recrutent surtout parmi les cadres et les professions libérales et ne peuvent se comparer ni par le nombre ni par le fanatisme avec les masses mises en mouvement par lui.

L'ayatollah Khomeiny n'ignorait pas non plus qu'au-delà des objectifs communs, qui se résument dans la disparition du régime du chah, et qui sont donc maintenant atteints pour l'essentiel, la formation et les objectifs des dirigeants et des militants du Front national sont radicalement différents. Il s'agit de laïcs, de tendance socialiste mais libérale et en général profondément imprégnés de culture occidentale. Lorsqu'on l'interrogeait sur ce point, et, en particulier, sur la République islamique et ses perspectives, M. Sandjabi, l'œil malicieux, répondait : « Il y a une majorité de musulmans en Iran, donc la République future sera forcément musulmane. » Aujourd'hui, le nouveau chef de la diplomatie iranienne est bien placé pour rassurer l'Occident, mais il devra aussi infléchir dans un sens libéral le mouvement religieux fort de son triomphe récent.

R. D.

M. DARIOUSH FOROUHAR

Le chef du courant paniranien

M. Darioush Forouhar, âgé de cinquante ans, est le chef de file du parti Mellat Iran (la nation iranienne), qui prône le paniranisme.

Issu d'une famille de militaires, M. Forouhar avait commencé, dès l'âge de dix-neuf ans, à militer dans le mouvement paniranien. En 1951, il crée le parti Mellat Iran qui, d'emblée, demande la nationalisation du pétrole. Il appuie donc sans réserve le gouvernement Mossa-

degh et devient ensuite composante du Front national. Après le coup d'Etat de 1953, qui renverse le gouvernement Mossadegh, M. Forouhar a été arrêté à plusieurs reprises. Diplômé de l'université de Téhéran, il est également avocat à la cour. Très influent parmi les commerçants du Bazar, M. Forouhar était venu à Paris, en décembre 1978, pour discuter de la participation du Front national au futur Conseil révolutionnaire islamique dont l'ayatollah Khomeiny avait annoncé la création.

Difficultés et contradictions

Autre problème : l'orientation sociale du futur régime. L'extrême gauche (fedayin, Toudéh) et même les moudjahidin, dans une certaine mesure, soulignent que, à part quelques références générales aux principes de justice sociale contenus dans le Coran, le mouvement religieux n'a guère défini de critères précis. Le nouveau gouvernement devra également compter avec les comités de travailleurs dans des secteurs-clés : pétrole, aviation, banques centrales. Au cours des graves, les comités ont à la fois appris à analyser les mécanismes économiques et pris conscience de leur pouvoir. Or, avec le soutien de la base, ils entendent donner un cours radical à la révolution et ne semblent pas prêts à accepter de faire le jeu de la petite bourgeoisie au nom de l'unité islamique. On n'en voit pour preuve que les difficultés éprouvées récemment par M. Bazargan, à Abadan, lorsqu'il a demandé aux ouvriers du pétrole d'accroître la production pour répondre aux besoins du pays. Les difficultés et les contradictions qui existent sur le plan économique ne sont pas moindres. Elles sont de différents ordres. En premier

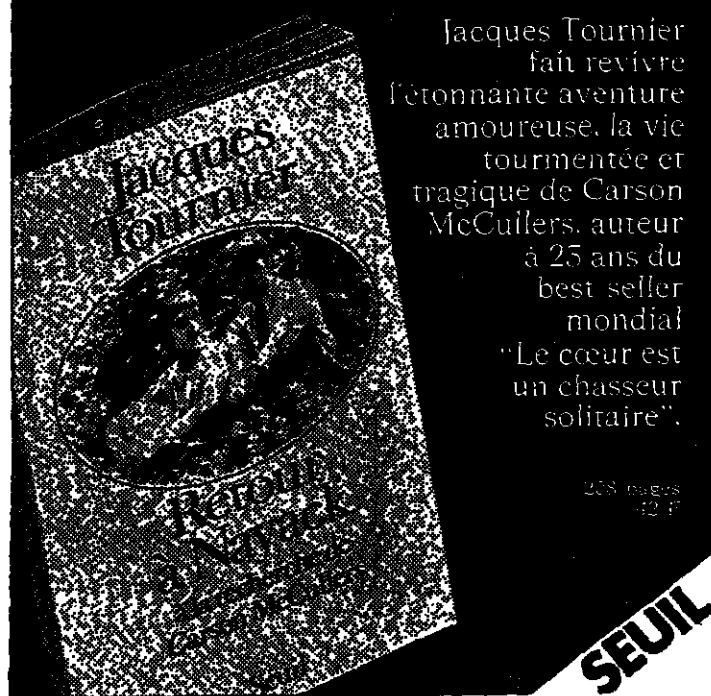
lieu ni le mouvement religieux ni les différents partis n'ont défini une stratégie du développement et il n'existe guère d'étude sérieuse dans ce domaine. « Même les mouvements d'extrême gauche, qui souhaitent donner un contenu radical à la révolution, n'ont proposé que des programmes économiques, diplomatiques, parfois démocratiques et qui, le plus souvent, ne tiennent pas compte des réalités du pays », nous a dit un économiste.

Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples, le parti Toudéh, qui n'avait évidemment pas accès aux documents officiels, a dû élaborer son programme sur la seule base des articles et des statistiques publiées dans des journaux et revues. Les fedayin ont réclamé la nationalisation des banques en négligeant le fait que la banque Mellat — une des plus importantes — est défilée et que l'extension de cette mesure aux autres établissements ne serait qu'une goutte d'eau dans l'océan, compte tenu des problèmes autrement plus importants qu'il faut résoudre. Enfin, M. Bakhtiar, un des proches de l'ayatollah Khomeiny, a suggéré l'annulation de la dette extérieure — en oubliant qu'elle est équivalente aux sommes prêtées ou investies à l'étranger par l'Iran, qui, de plus, est un gros producteur de pétrole : les créanciers lésés n'auraient donc aucun mal à se faire rembourser.

A une révolution qui se veut « anti-impérialiste », l'ancien régime a légué une industrie de montage très dépendante de l'étranger. La suppression, comme l'a suggéré M. Bakhtiar, ne paraît ni sérieuse ni possible sous peine de réduire au chômage des centaines de milliers de travailleurs. Il conviendrait donc de l'intégrer. C'est possible dans certains secteurs, mais dans d'autres ce serait une tâche difficile et de longue haleine. Ainsi, l'Iran pourrait rapidement fabriquer sur place certains produits pharmaceutiques, au lieu d'en importer les composantes en se contentant de les « conditionner », mais c'est moins vrai pour les voitures, les postes de télévision et les réfrigérateurs.

Autre problème : le cercle vicieux de l'industrie de montage. Pour la rentabiliser, il faut produire beaucoup pour faire baisser le prix de revient. Le marché intérieur étant pratiquement saturé, il faut exporter :

Une biographie qui ressemble à un roman d'amour
Jacques Tournier
Retour à Nayack
à la recherche de Carson McCullers



Jacques Tournier fait revivre l'étonnante aventure amoureuse, la vie tourmentée et tragique de Carson McCullers, auteur à 25 ans du best seller mondial « Le cœur est un chasseur solitaire ».

208 pages 12 F

SEUIL

Une rumeur « extravagante » : LE CHAH ENLEVÉ À MARRAKECH PAR UN COMMANDO PALESTINIEN...

Mardi 13 février, en début d'après-midi, l'A.F.P. a diffusé de Téhéran la dépêche suivante : le chah d'Iran aurait été à Marrakech par un commando palestinien, selon des rumeurs invérifiables émanant dans les milieux religieux de Téhéran. Selon ces rumeurs, ce commando aurait l'intention de ramener le chah en Iran.

Peu de temps après, les milieux marocains autorisés qualifiaient ces rumeurs d'« extravagantes », et l'on apprenait de Marrakech que le roi Hassan II, comme il en a coutume chaque jour, avait rendu visite au chah en fin de matinée dans la propriété où celui-ci réside, qui est rigoureusement protégée par un détachement de l'armée.

LA RÉVOLUTION EN IRAN

La fête s'est évanouie

Téhéran. — Est-ce déjà la banalité ? Téhéran paraît de nouveau terne et gris. Le fièvre est retombée, l'excitation n'a pas duré. C'était, dimanche, dans son paroxysme, la révolution, semblait-il, d'un jour, devenue sage comme elle fut grave au fil des mois qui la virent mûrir. Les visages se sont reformés, les cœurs se sont réchauffés, la fête s'est évanouie. Comme si cette ville, sans chair ni cœur, devait, pour continuer à vivre, chasser au plus vite tout ce qui trouble son uniformité triste.

Pure apparence, et trompeuse de surcroît, rétrospective à qui se laisse aller à tant d'impressionnisme. L'excubation n'est pas persane, la Méditerranée est loin. Entre Golfe et Caspienne, la terre est rude et l'homme réservé. On ne danse pas dans la rue, on ne s'envole pas de victoire. La joie est muette mais pleine, contenue simplement. Triste ? Ce n'est que le moule pris en trop d'années de tyrannie. Inquiétude ? Naturelle quand tant reste encore à faire.

Le centre de la capitale, d'ordinaire asphyxié, était à moitié vide mardi. Chah-Reza, haut lieu des longues marches, n'est plus qu'une avenue sans histoire ni mémoire, seulement amputée — sur quelque 500 mètres — de son bout de forum soixante-huitard : les trottoirs de l'université, hier zone franche, sont de prose et de discours bavards, sont transformés en *no man's land* armé. On y venait d'un pas prudent, l'air... et la température, au milieu des vendeurs de platiques et de posters du «Ch». N'enfant plus désormais que les militants autorisés, l'uniforme protégé à ses extrémités par deux solides barrières. Un char Chietan manœuvré dans les allées, pour la forme, et sur le terrain de football, quelques dizaines de jeunes des deux sexes s'exercent au maniement d'armes. Vigilance, dit-on.

Ainsi, «préserve», l'université tout sourde les querelles. Les mollats et leurs disciples,

De notre envoyé spécial

groupés autour de la mosquée, jorgnant sans grande aménité les partisans des «*fedayin*» qui se sont installés dans un bâtiment proche et ne taisent déjà plus leur grogne. «L'Etat n'est pas détruit, c'est un de ces guerilleros au fait de ses classiques. Il y a deux armées inconciliables : celle de l'impérialisme et celle du peuple. Il faut choisir.» En nommant sans tarder un nouveau chef d'état-major général, un commandant de la gendarmerie et un préfet de police, M. Mehdi Bazargan n'a admettent pas fait le bon choix : aux yeux de ceux qui, dimanche, occupaient les premières lignes. D'autant que l'on voudrait déjà leur retirer les armes de la victoire. L'affaire est loin d'être entendue !

Les images du «grand soir»

Il faut aller vers l'est, vers le sud, du côté des faubourgs populaires, pour retrouver — un peu laïques, mais encore bien vivantes — les images du «grand soir». Sur Damavand, où l'armée jous son drapeau va-tout dans la nuit embrasée de samedi à dimanche, les barricades sont encore chaudes. On les contempe, guidé par des policiers d'occasion, qui ont troqué le bâton pour un couteau ou même — étonnante déviation — une requête. Des gosses casqués jouent aux soldats derrière des sacs de sable. D'autres ont transformé une barricade en théâtre de marionnettes et agitent en riant la tête du chah sur un corps de chien. Des sentinelles veillent encore sur les toits pour conjurer on ne sait quelle menace. Aux portes des hôpitaux, des femmes attendent, lisant et relisant des listes où s'agrègent les noms des derniers «martyrs».

La capitale, en fait, n'a survécu, mardi, qu'un seul instant.

L'instant d'une rumeur folle qui fit traîner de poudre. Le chah, en personne, allait rentrer au pays. Sous bonne escorte : enlevé le matin même, assurément, par un commando palestinien — certains, pour faire bonne mesure, y ajoutaient... Car, — il devrait bientôt rendre des comptes au peuple. Dans la ville, ce fut un moment de joyeuse stupeur : on se croirait en attendant les phares, on s'écroulait à la hâte des pancartes pour informer ceux qui ne savaient pas. Mais la rumeur s'évanouit.

La grève et la fermeture des boutiques avaient jeté, depuis des mois, sur les trottoirs des marchands de toutes sortes. On vendait pile-mêle des jeans et des épices, de la vaisselle et des chaussures. Depuis dimanche, tout a disparu. D'évidence, les magasins ne tarderont pas à rouvrir. En attendant, seuls profitent les camelots qui vendent du «Khomelny». A la crête, et le commerce n'a pas de limite : il y avait les badges et les découpes, les posters et les autocollants. Il y a maintenant des assiettes creusées, des porte-carte et des billets de banque en noir et blanc ou en couleurs. Sans compter le dernier des chromos, avec ciel d'or sur fond d'orage pour irradier la «Sainte Face». Jamais la culte de l'ayatollah iranien n'avait été aussi populaire. Les plus jeunes de ses partisans, ceux-là mêmes qui, voilà peu, couraient sur les murs «Vive Khomelny l'icône», l'admettent volontiers et s'admettent parfois de voir leur guide «transformé en idole». Mais la plupart semblent s'y résigner, sûrs qu'il ne s'agit là que d'un mal nécessaire... et passager.

Sur l'avenue Ferdousi, les petits changeurs font encore flotter le rial au gré des vents, fixant le rial à 23 un jour, à 17 le lendemain, et à 20 aujourd'hui. «Profitez-en vite, disent-ils en chœur, demain ça va baisser. Khomelny a gagné».

DOMINIQUE POUCHIN.

En dépit des déclarations officielles

WASHINGTON Demeure Pessimiste sur l'évolution de la situation

(De notre correspondant)

Washington. — Les dirigeants américains entendent mal la politique de coopération proposée par M. Carter au nouveau gouvernement iranien, sans pour autant se résoudre encore à la reconnaissance officielle, comme l'a fait, par exemple, le gouvernement soviétique. Une incertitude pèse sur l'avenir d'une telle démarche, puisqu'on explique ici de divers côtés que les États-Unis reconnaissent «des pays, non des gouvernements». Mais nous voyons dans des questions sur le statut du chah et la légitimité constitutionnelle du nouveau régime, le porte-parole du département d'Etat, M. Eodling Carter, a fini par déclarer : «Nous préférons toujours clairement et décidément un transfert de pouvoir par les voies constitutionnelles et démocratiques. Mais nous voyons dans un monde où plus de cent gouvernements n'ont pas été institués de cette manière. C'est une réalité avec laquelle il nous faut vivre. En attendant, le porte-parole a indiqué que l'offre de coopération de M. Carter a été «bien accueillie» à Téhéran et que les deux pays «progressent» dans des relations d'amitié.

Cela dit, les officiels sont beaucoup moins optimistes dans le privé et parfois même en public. M. Schlesinger, ministre de l'énergie, qui déposait devant une commission du congrès mardi, a dit ne voir «aucun signe montrant que l'Iran sort du chaos où il a été plongé». Le ministre a aussi affirmé que les ouvriers et cadres des champs pétrolifères iraniens sont nés par «des éléments radicaux et la parti toudéh» (communiste). Ils pourraient, selon lui, ne pas obéir à un ordre de reprise du travail, même si l'Iran sort du chaos où il a été plongé. M. Schlesinger n'est pas que pessimiste sur les chances de voir le marché pétrolier se redresser bientôt. Il a réaffirmé, qu'à partir du mois de juin prochain, les États-Unis pourraient être confrontés à des exportations iraniennes de pétrole. Mais il a aussi affirmé que les États-Unis ont des réserves de pétrole suffisantes pour faire face à une telle situation.

Le spectre du danger gauchiste ressurgit ici devant les manifestations anti-américaines et les cas, relativement nombreux, dans lesquels des ressortissants des États-Unis ont été molestés ou brièvement détenus. Le *Wall Street Journal* a écrit, lui aussi, que les officiels américains, que les champs pétrolifères sont une «base de pouvoir des communistes» et, conclut dans un éditorial, «il faut s'attendre à ce que certains d'entre eux, qui sont de la gauche, qui ne tiennent pas à l'ayatollah, se voient évincés de leur poste».

Les événements d'Iran ont donné, comme prévu, une importance accrue à la visite que M. Harold Brown, secrétaire à la défense, fait actuellement dans le pays du Proche-Orient. Le séjour en Arabie Saoudite aurait permis notamment, croit-on, de rassurer les dirigeants du Royaume sur la volonté américaine de renforcer les défenses de la région, bien que M. Brown ait aussi reçu des propositions plus concrètes. Il a été question notamment de l'achat d'un sous-marin à propulsion nucléaire par le Royaume, et de la mise à disposition d'une «force de frappe» de missiles et de «marines» américaines dans l'océan Indien, du renforcement de la base américaine de Diego Garcia et d'une coopération F-15 promis à un an, et dont les premiers exemplaires devraient être livrés au Royaume d'ici à fin 1982. Si l'on songe que les officiels américains tremblent aujourd'hui à l'idée que des avions militaires iraniens livrés au chah pourraient tomber dans des mains «hostiles», on se demande à quel point le Royaume a été rassuré.

Le Royaume a été rassuré, mais il a aussi servi cet exemple. Mais Washington n'a guère d'autres moyens pour rassurer ses amis.

MICHEL TATU.

Le Pakistan se félicite du «triomphe de l'idéologie islamique»

De notre envoyé spécial

Islamabad. — «Le triomphe de l'idéologie islamique en Iran», comme le titre le *Pakistan Times*, vient à point nommé renforcer le régime pakistanais né, certes, d'un coup d'État militaire, mais à l'issue d'un large mouvement dirigé par les partis religieux et conservateurs. Ce régime est mal assuré de ses arrières en raison de l'érosion de son soutien politique et de la position du Pakistan pour autant se résoudre encore à la reconnaissance officielle, comme l'a fait, par exemple, le gouvernement soviétique. Une incertitude pèse sur l'avenir d'une telle démarche, puisqu'on explique ici de divers côtés que les États-Unis reconnaissent «des pays, non des gouvernements». Mais nous voyons dans des questions sur le statut du chah et la légitimité constitutionnelle du nouveau régime, le porte-parole du département d'Etat, M. Eodling Carter, a fini par déclarer : «Nous préférons toujours clairement et décidément un transfert de pouvoir par les voies constitutionnelles et démocratiques. Mais nous voyons dans un monde où plus de cent gouvernements n'ont pas été institués de cette manière. C'est une réalité avec laquelle il nous faut vivre. En attendant, le porte-parole a indiqué que l'offre de coopération de M. Carter a été «bien accueillie» à Téhéran et que les deux pays «progressent» dans des relations d'amitié.

Le général Zia-ul-Haq rend un hommage chaleureux au «succès de la révolution islamique» à Téhéran, et émet le souhait que la coopération et la solidarité entre les deux États, «elles ensemble par la religion, la culture et l'histoire, se renforcent». «Je vous assure que notre peuple ne voit pas de raison pour que les deux pays ne progressent pas ensemble», dit encore le chef de l'État, qui exprime le vœu de rencontrer l'ayatollah dès que l'opportunité s'en présentera pour échanger des vues sur des «questions d'intérêt commun». En tête de celles-ci figurent, bien entendu, la situation dans la région et les changements considérables que représentent non seulement les nouveaux dirigeants, mais dans les rapports avec le Grand, la déstabilisation de trois régimes en un peu plus d'un an et demi. Il est vraisemblable que le général Zia-ul-Haq, qui a été déjà marqué par le renforcement des liens avec les pays musulmans et l'admission du Pakistan, en tant qu'observateur, au sein du groupe des pays non alignés. Après une période de «froid» avec le chah qui était ami de M. Bhutto, le nouveau régime pakistanais avait rétabli le dialogue avec le régime impérial, l'un des bénéficiaires du Pakistan. Mais comme il vient de le souligner de façon éclatante, il se trouve plus naturellement à l'union avec les nouveaux dirigeants iraniens. S'exprimant-t-elle, par la suite, dans un soutien commun aux

mouvements religieux qui, installés aux frontières de l'Afghanistan au Pakistan sous-égarés dans une querelle contre la révolution socialiste de Kaboul ? Jusqu'à maintenant, les responsables pakistanais, fermés les yeux et se refusent à apporter un appui notoire à cette rébellion, de crainte, notamment, de mettre le feu aux poudres et de provoquer une plus forte implication de l'U.R.S.S. en Afghanistan.

Un encouragement pour les rebelles afghans

Mais les rebelles afghans se voient encouragés par le triomphe de l'idéologie islamique, dont ils se sentent également proches, et l'encouragement de leur pays par un cordon sanitaire islamique.

Le régime pakistanais représente également une réaction à la fois nationaliste, religieuse et conservatrice contre l'équipe réformiste occidentale conduite de 1971 à 1977, par le mouvement laïc et largement occidentaliste de M. Bhutto. Ce régime prend des mesures d'islamisation qui semblent ramener le pays des siècles en arrière, mais qui soulignent aussi sa quête d'identité.

Sur le plan des relations internationales, on s'attend qu'il marque un peu plus son indépendance par un retrait effectif du Pakistan du traité des Nations de l'Asie centrale (CENTO). Ce pacte moribond, conclu à l'époque où Foster Dulles menait une politique d'encerclement de l'Union soviétique, a été qualifié d'«inutile», en septembre, par le général Zia-ul-Haq, car il n'avait été d'aucune efficacité pour contraindre la puissance soviétique en Afghanistan (M. Bhutto, qui se montrait très attaché à l'indépendance nationale, n'était pas allé jusqu'à se prononcer en faveur de ce retrait). Les pays du bloc socialiste avaient évoqué l'appartenance du Pakistan à ce pacte pour faire obstacle à son retrait.

Il ne reste plus qu'un pas à franchir malgré l'importance des liens avec Washington pour que le Pakistan se retire de l'alliance et puisse devenir membre à part entière des non-alignés. La solidarité avec l'Iran nouveau en donne aujourd'hui l'occasion.

GÉRARD VIRATTE.

Le pétrole va être totalement nationalisé

«La nationalisation du pétrole sera la première mesure dans la transformation de l'économie iranienne», a déclaré le conseiller de l'ayatollah Khomelny pour l'économie, M. Banisadr, dans une interview publiée le 13 février par l'hebdomadaire libéral *Al Kifah Al Arabi*. «Cependant, a-t-il ajouté, il s'agira d'une nationalisation différente de ce qui a été dans le passé. C'est le gou-

vernement qui distribuera lui-même les concessions. Dans un deuxième temps, le pétrole sera entièrement intégré à l'économie iranienne. Par intégration, a précisé M. Banisadr, j'entends que le pétrole devienne la base d'un développement de type différent en Iran. Il existe actuellement dans le secteur industriel seize usines de montage et nous n'avons aucun intérêt à ce que notre pétrole soit utilisé jusqu'à la dernière goutte pour la production d'automobiles occidentales, par exemple. Il serait préférable dans ce cas de construire une usine de voitures entièrement iraniennes et d'annuler le reste».

En fait, le pétrole est déjà nationalisé en Iran depuis 1951. Mais un accord régit les relations de la National Iranian Oil Company (NIOC) et des quatre sociétés pétrolières membres du consortium (dont la principale est la British Petroleum). Arrivé le 29 octobre 1954, cet accord a été modifié en 1964, 1967 et 1973. Ce dernier avait été conclu pour vingt ans, mais, compte tenu de la révolution du marché, il était à nouveau renoué ces derniers mois. Les quatre compagnies pétrolières membres du consortium commercialisent en effet à l'étranger l'essentiel de la production de pétrole de l'Iran. Elles reçoivent une ristourne de 22 cents (85 centimes) pour chaque baril de pétrole qu'elles exportent en contrepartie de leur aide à la production. Ces compagnies espèrent transformer ce système en un droit de service par baril produit, ce qui leur éviterait d'engager sur les événements de pétrole.

La «nationalisation» envisagée par M. Banisadr signifie donc sans doute la nationalisation du pétrole par le nouveau gouvernement iranien, des règles qui établissent les rapports de la NIOC avec les compagnies internationales, et peut-être la fin du consortium.

La prise de contrôle totale de l'ARAMCO par l'Arabie Saoudite est imminente

L'accord définitif donnant à la société d'État saoudienne Petromin le contrôle à 100 % de la société Arabian American Oil Co. (ARAMCO), le consortium de compagnies américaines (Exxon, Standard Oil, Texaco et Mobil) qui exploitait les champs pétrolifères en Arabie Saoudite. Décreté le 13 février par les sociétés américaines, la prise de contrôle a été annoncée comme imminente par le ministre saoudien du pétrole Chiekh Yamani et par le gouverneur de Petromin, M. Abdul Tahar. Il s'agit en fait de nationaliser en douceur les 40 % de parts qui restent encore aux compagnies américaines. Les quatre «majors» poursuivront leur activité mais seront rétribués comme prestataires de service, la cession de leurs intérêts ayant par ailleurs été négociée à l'amiable à un bon prix. L'accord devrait être rendu public avant la fin du mois de février mais il aura été rétroactivement appliqué à partir du 1er janvier 1976.

Après inventaire et jusqu'au 28 février

aux entrepôts

Atighetchi

100 TAPIS

nous main, possédant tous leur certificat d'expertise garantissant l'origine

sacrifiés de

45 à 50 %

et démarque à partir de 20 %

sur tous vos autres

tapis d'orient

9, rue Léon-Juchaux (angle Yves-Toudia), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30 - Tél. : 206.89.90

AFRIQUE

Tchad

Un cessez-le-feu est intervenu entre les partisans du premier ministre et ceux du chef de l'État

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Le calme revenu, mardi soir 13 février, à N'Djaména après deux jours d'affrontements entre l'armée nationale tchadienne et les forces armées du Nord (FAN) qui se maintiennent, permet l'ouverture de conversations entre les parties en présence.

Grande-Bretagne

Callaghan ouvre la campagne pour la dévolution de pouvoirs

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles.

Le premier ministre britannique, James Callaghan, a ouvert mardi la campagne pour la dévolution de pouvoirs aux

EUROPE

Grande-Bretagne

M. Callaghan ouvre la campagne pour le référendum sur la dévolution de pouvoirs à l'Écosse

De notre correspondant

Londres. — La campagne pour le référendum écossais du 1^{er} mars a été ouverte lundi 12 février, à Glasgow, par un vigoureux discours de M. Callaghan, qui s'est efforcé de sortir les électeurs de leur indifférence. Le sort du projet de dévolution de pouvoirs à l'Écosse, adopté par les Communes non sans mal en 1978, après de longs mois de débats, est en effet incertain et dépend largement du degré de la participation électorale. En vertu de la clause dite des 40 % que les adversaires de la dévolution — le gros des conservateurs et un petit groupe de travaillistes — ont réussi à faire adopter, l'éventuelle Assemblée écossaise ne verra le jour que si 40 % des électeurs inscrits votent affirmativement.

Ancien ministre de l'intérieur de M. Edward Heath

REGINALD MAUDLING EST MORT

M. Reginald Maudling est mort, mercredi 14 février, dans un hôpital londonien où il était hospitalisé depuis trois semaines pour une hépatite virale compliquée de troubles rénaux. Cette disparition porte un coup sévère au parti conservateur.

[Sorti d'Oxford, fin lettré et orateur brillant, Reginald Maudling avait été avocat avant de s'engager dans la vie politique. Il était entré au Parlement en 1950 et était rapidement devenu l'un des éléments les plus en vue des Tories. En 1962, il était chancelier de l'Échiquier du cabinet Macmillan. En 1965, il était battu de peu par le député travailliste pour accéder à sir Alec Douglas-Home à la tête du parti. Ministre de l'intérieur du cabinet Heath de 1970 à 1972, il avait été comme un « européen » acharné au moment où les controverses sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. faisaient rage.

Se carrière avait été brutalement interrompue en juillet 1972 quand M. John Poulson, un architecte en renom, ami de Maudling, fut accusé de corruption de fonctionnaires.

Le cursus — au propre comme au figuré — de M. Maudling, son abaissement, son habileté politique et sa connaissance des arcanes du parti le faisaient passer pour un premier ministre plus crédible que James Callaghan, qui ne fait pas, loin de là, l'unanimité des Tories. — N.B.]

Le poids des députés nationalistes

M. Callaghan doit tenir compte des progrès de la campagne des adversaires de la dévolution, dont le thème majeur est qu'en votant « oui » les électeurs favoriseraient les ambitions des « séparatistes » du parti séparatiste écossais (S.N.P.). À la fin du dernier sondage du Glasgow Herald, les « non » ont progressé : ils représentaient aujourd'hui 44 % des suffrages, tandis que les « oui » en représentaient 56 %. En vertu de la « règle des 40 % », il faudrait alors que la participation électorale atteigne 72,5 % pour assurer le succès des partisans de la dévolution. L'obstacle n'est pas insurmontable, mais il est important, compte tenu des conditions météorologiques qui règnent l'hiver en Écosse. Cependant, dans l'hypothèse où les « oui » obtiendraient une nette majorité, sans pour autant franchir la « barre » des 40 %, le gouvernement a déjà fait savoir qu'il envisageait de demander aux Communes d'abandonner cette règle. Le gouvernement estime en effet qu'il sera difficile au Parlement d'ignorer la volonté d'une majorité.

M. Callaghan est particulièrement intéressé au succès des « oui » : si les électeurs rejettent le projet de dévolution, les onze députés nationalistes écossais cessent de siéger au Parlement. Ils provoqueraient ainsi des élections générales au printemps, c'est-à-dire, à s'en tenir aux derniers sondages, dans des conditions très défavorables aux travaillistes. Mais, si la dévolution est acceptée, M. Callaghan peut espérer garder le soutien des nationalistes écossais pendant toute la période préparatoire à l'organisation des élections à la nouvelle Assemblée d'Édimbourg.

HENRI PIERRE.

Italie

Pour avoir critiqué les services secrets Un membre de l'ambassade des États-Unis est expulsé

De notre correspondant

Rome. — Les autorités italiennes ont pris une mesure sans précédent le mardi 13 février en expulsant de la péninsule un diplomate américain, M. Domenico A. Perrone. Le nom de celui-ci figurait au bas d'un texte bien embarrassant révélé le même jour par le quotidien la Repubblica : c'était un rapport confidentiel adressé au Pentagone, qui critiquait sévèrement les services secrets italiens.

M. Perrone a pris le premier avion sans se faire prier. On ignore le titre exact qu'il portait à l'ambassade de la Via Veneto. Son rôle était, semble-t-il, d'assurer les contacts entre les services de sécurité des deux pays qui sont étroitement liés dans le cadre de l'OTAN.

Le fonctionnaire pouvait donc rencontrer plusieurs responsables italiens et recueillir leurs points de vue. Mais ce qui trahissait son rapport, c'est la diversité des sources citées : M. Perrone avait ses entrées un peu partout et recueillait à différents niveaux des confidences qui allaient bien au-delà du simple échange d'informations.

Le contenu du rapport (daté du 31 janvier) n'est pas moins embarrassant. On y trouve à la fois des jugements peu flatteurs sur les responsables des nouveaux services secrets italiens et des appréciations très négatives sur le fonctionnement et l'efficacité de ceux-ci.

Le contre-espionnage italien avait été plus ou moins démantelé au début des années 70 parce que plusieurs de ses agents s'étaient saisis les mains dans la « stratégie de la tension ». Il fut décidé de restructurer l'ancien SID en deux services distincts, sous contrôle du Parlement. L'un, le CISM, serait chargé du contre-espionnage et de la sécurité ; le SISDE, aurait pour rôle de « défendre l'ordre démocratique », c'est-à-dire de lutter contre les terroristes et les comploteurs.

Selon M. Perrone, cette réforme n'a rien donné. L'appareil de défense de l'État est « chaotique », les services sont des « boîtes à l'italienne », plusieurs de ses responsables sont des incapables. Le rapport affirme par exemple que « le général Giovanni Grassini n'est pas l'homme pour être le chef du SISDE ». Son service « ne pourra devenir efficace tant que les circonstances actuelles demeureront ». Quant au SISMI, il ne remplit pas sa tâche de contre-espionnage, faute d'agents qualifiés, et parce qu'on l'a quasiment mobilisé pour la lutte antiterroriste.

Le parti communiste a réagi très vivement aux révélations de

la Repubblica, dénonçant l'espionnage américain en Italie et affirmant que « ce pays n'est pas l'Amérique latine ». Cela a obligé le gouvernement démocratique de M. Andreotti à faire preuve d'une rapidité et d'une fermeté inhabituelles pour empêcher la plaie de s'étendre. A son tour, la démocratie chrétienne a dû apaiser sa « stupeur indignée » devant une affaire qui révèle la volonté de jeter le discrédit sur les services secrets italiens, d'alimenter des méfiances et des suspensions.

L'ambassade américaine n'a pas commenté la publication de la Repubblica. Elle renvoie les curieux au département américain de la défense, lequel oppose à son tour un « non comment ».

L'affaire ne peut pas se conclure par une simple expulsion, affirme le parti communiste, qui a fait convoquer le comité parlementaire de contrôle des services d'information et de sécurité. On voit mal cependant quelles sanctions pourraient être prises et contre qui. L'Italie est habituée à recevoir des griefs. On s'interroge néanmoins sur la signification de celle-ci : comment une ambassade aussi bien organisée a-t-elle pu laisser échapper un document de cette importance ? Et pourquoi en ce moment ?

ROBERT SOLÉ.

Allemagne fédérale

UN FONCTIONNAIRE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE PASSE À BERLIN-EST

Pour la seconde fois en un mois, un membre du ministère de la défense de Bonn a demandé asile en République démocratique allemande. Annoncée à Berlin-Est, l'information a été confirmée à Bonn où l'on précise qu'un « fonctionnaire de rang moyen » a disparu depuis quelques temps.

D'autre part, le secrétaire d'État à l'intérieur du gouvernement fédéral a précisé que du 1^{er} juillet 1978 au 30 juin 1979, 5 198 instructions ont été envoyées par la justice ouest-allemande pour espionnage. Sur les 197 personnes soupçonnées, 141 ont été reconnues coupables et emprisonnées. Les chiffres sont assez nettement inférieurs à ceux des cinq années précédentes : de 1968 à 1972, 889 personnes avaient été jugées et 164 finalement emprisonnées pour espionnage en Allemagne de l'Ouest. — (A.F.P.)

Portugal

Le commandant de Carvalho traduit en justice pour complicité dans un vol de documents

De notre correspondant

Lisbonne. — Accusé de complicité morale dans un vol de documents, le commandant Otelio Sariva de Carvalho comparait depuis le lundi 12 février devant le cinquième tribunal militaire de Lisbonne, présidé par le général Albeiro Faria, ancien directeur de la commission de démantèlement de la police politique salazariste (PIDE).

Les faits remontent à l'été chaud de 1975. Le commandant Otelio, alors chef du Copcon, repart dans son bureau à l'industrial portugal M. Pereira da Cruz, colonel de réserve, qui accuse un citoyen espagnol, M. Amaro, son associé dans une raffinerie de sucre, de vouloir regagner l'Espagne avec des documents très importants pour l'entreprise. Muni d'un mandat de perquisition, un détachement du Copcon se rend à l'hôtel où loge d'habitude l'associé espagnol, mais celui-ci est déjà parti, laissant dans le coffre un paquet de documents personnels, certains concernant l'usine en question. Les documents sont confiés à l'industriel portugal sans qu'aucun inventaire soit fait. Quelques mois plus tard, M. Pereira da Cruz les livre à la police judiciaire militaire. M. Amaro prétend maintenant qu'une partie des documents qu'il a laissés à l'hôtel ont disparu.

En attendant la décision du tribunal, d'autres procès contre le commandant Sariva de Carvalho sont déjà en cours. Ainsi, il

est probable que le « capitaine d'avril » sera prochainement traduit devant le conseil supérieur de discipline de l'armée, l'actuelle hiérarchie militaire ayant estimé que certains passages d'un livre récent écrit par le commandant Otelio sur lequel il raconte les raisons qui auraient motivé la formation du « mouvement des capitaines » nuisent à la réputation des forces armées. La plupart des paragraphes considérés comme injurieux concernent l'action des militaires portugais en Afrique.

« Quel degré d'alignement serais-tu encore possible d'atteindre ? », s'interroge dans son ouvrage le commandant de Carvalho, qui s'insurge contre la distribution de décorations aux militaires qui se distinguent dans les campagnes africaines. « Ce que les hommes peuvent faire, mentir et concilier, ajoute-t-il, pour avoir l'honneur suprême, au son des tambours et des trompettes, de voir s'approcher d'eux le « vénérable » (référence à l'ancien président de la République, l'amiral Tomas) et faire passer des documents de la région », écrit plus loin le commandant Otelio, à propos des massacres commis au Mozambique.

JOSÉ REBELO.

DANS UNE INTERVIEW A LA B.B.C.

Soljenitsyne estime qu'une certaine régénération de la société se produit en U.R.S.S.

Londres (A.F.P.). — La B.B.C. a diffusé, dans ses émissions en langue russe, le mardi 13 février, une interview d'Alexandre Soljenitsyne, pour marquer le cinquième anniversaire du bannissement d'U.R.S.S. de l'écrivain. Il y déclare notamment : « Nous sommes toujours les prisonniers du communisme et cependant, pour nous en Russie, le communisme est un « chien mort », alors que pour beaucoup de gens en Occident c'est encore un « lion en vie ». Nous avons, en Russie, fait face, sur le plan spirituel, à cette période d'épreuve, et, chose étonnante, nous sommes toujours debout.

« Parce que nous avons résisté, nous existons aujourd'hui à un phénomène de régénération de notre société. Je ne pense pas à un renouveau intellectuel et politique, mais à une certaine régénération de l'âme humaine, à une certaine régénération de la conscience humaine, à une certaine régénération de la moralité humaine. »

« Pendant cinquante ans, chacun a maintenu ses distances avec quiconque a été condamné, le dissident périssant seul. De nos jours, chaque famille où un tel cas se produit voit des mains qui se tendent vers elle pour l'aider. Les gens font des collectes, rendent ostensiblement visite au foyer de la victime, mais à un moment, une atmosphère morale totalement différente, comme si nous n'existions pas du tout sous la domination soviétique... »

Cette métamorphose, fait remarquer Soljenitsyne, est une profonde et plus prometteuse pour l'avenir que ne le serait même un coup d'État. Les gens se comportent comme si ces vamps, ces dragons, qui étaient devenus de nous, n'existaient tout simplement pas.

Il rend ensuite hommage à la nouvelle génération d'écrivains « demeurés sur le sol natal, qui courent dans la douleur, soumis à d'énormes pressions ». Il leur conseille de ne pas se livrer à une satire politique superficielle — c'est la forme la plus vile de l'écriture. Point n'est besoin de rechercher des formes nouvelles. L'avant-gardisme, en fait, n'existe pas. C'est une idée creuse. Ce qu'il nous appartient de faire c'est d'exprimer un sentiment pour notre propre langue, notre sol natal et l'histoire de notre pays.

L'écrivain dénonce à ce propos les « légendes » de l'histoire russe moderne et révèle qu'il a entrepris la publication d'études de l'histoire russe moderne, en coopération avec un certain nombre d'auteurs, jeunes et vieux, qui se sont fixés pour objectif de rétablir la vérité. Il espère enfin qu'un certain nombre d'écrivains, en Russie même, seront en mesure de collaborer à cette tâche.

Une seconde partie de cette interview, concernant l'attitude de l'Occident à l'égard de l'U.R.S.S., sera diffusée dimanche prochain.

Pakistan

Le général Zia persiste à présenter M. Bhutto comme un « criminel » de droit commun

Contrairement à ce qui était attendu, la Cour suprême ne s'est pas définitivement prononcée sur le sort de M. Bhutto, ce mercredi 14 février. Les avocats de l'ancien premier ministre ont déclaré qu'ils avaient des éléments nouveaux à présenter.

Islamabad. — Les nombreuses demandes de clémence adressées par les chefs d'État et de gouvernement étrangers au général Zia ul Haq, le président pakistanais, ne semblent pas en mesure d'empêcher l'exécution — dans le courant de la semaine, craignent ses avocats — de M. Bhutto, l'ancien premier ministre condamné à mort. Le général Zia ul Haq a pris connaissance avec retard de ces messages envoyés notamment par les présidents Carter, Brejnev, Giscard d'Estaing, Tito, Sadat, Kadhafi, Assad, Reddy (Inde) et plusieurs premiers ministres : M.M. Callaghan, Hua Guofeng, Pham Van Dong, mais ceux-ci n'ont pas ébranlé son aplomb.

Recevant rapidement tour à tour samedi 10 février les représentants des États-Unis, de la France, de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne fédérale, l'administrateur en chef de la loi martiale a souligné qu'il n'avait jamais usé de son droit de grâce depuis qu'il est au pouvoir, au bénéfice de condamnés de droit commun. Bien qu'il soit reconnaissant à l'ancien premier ministre de l'avoir promu à la tête des forces armées (ce qui lui a permis de prendre le pouvoir en juillet 1977), l'opinion pakistanaise, a-t-il dit en substance, à ses visiteurs, ne comprendrait pas qu'un « criminel », fût-il un ancien chef de gouvernement, soit gracié (en fait, il n'y a eu aucune manifestation approuvant la condamnation à mort). La disparition de M. Bhutto est également présentée comme l'une des conditions de la stabilité du Pakistan. La plupart des États musulmans, et notamment ceux du golfe arabe, disposant de quelque influence (émirats arabes

unis, Koweït, Qatar) auprès d'Islamabad, ont imploré la clémence. Il en est de même de la Libye et de P.O.L.P. Mais le colonel Kadhafi était lié à M. Bhutto, tandis que le général Zia, lui-même, a servi de conseiller auprès du roi Hussein dans la répression des Palestiniens lors du Septembre noir. Reste l'Arabie Saoudite. Son attitude est primordiale. L'apparent silence de Ryad doit-il être pris pour un acquiescement ? Plus encore que par le passé, compte tenu de la situation en Iran, les dirigeants saoudiens attachent une très grande importance à la stabilité du Pakistan. Faisant face à de graves difficultés de paiement, le Pakistan compte sur une généreuse assis-

tance saoudienne pour financer en partie la modernisation de ses forces armées. Les Pakistanais se sont notamment portés acheteurs d'une trentaine de Mirage 3, tandis que le général Zia, lui-même, a servi de conseiller auprès du roi Hussein dans la répression des Palestiniens lors du Septembre noir. Reste l'Arabie Saoudite. Son attitude est primordiale. L'apparent silence de Ryad doit-il être pris pour un acquiescement ? Plus encore que par le passé, compte tenu de la situation en Iran, les dirigeants saoudiens attachent une très grande importance à la stabilité du Pakistan. Faisant face à de graves difficultés de paiement, le Pakistan compte sur une généreuse assis-

« Réalisme »

L'attitude adoptée, dans cette affaire, par les deux autres pays avec lesquels le Pakistan entretient traditionnellement des relations privilégiées — les États-Unis et la Chine — s'inspire du « réalisme ». Après avoir esquissé un rapprochement avec l'U.R.S.S. parce qu'ils déplorait l'insertion américaine devant la poussée soviétique en Afghanistan, les Pakistanais ont préféré rappeler, à la lumière de l'entente sino-américaine, leur fidélité traditionnelle à Washington et à Pékin. Certes, le régime Zia n'a pu établir des rapports très confiants avec l'administration Carter, et celle-ci ne semble pas vouloir tromper dans les affaires indiennes pakistanaise, notamment depuis que M. Bhutto a

rendu les États-Unis en partie responsables de sa chute. Cependant, sa disparition ne constituera sans doute pas à elle seule un soulagement pour la Maison Blanche qu'indisposent les ambitions militaires du Pakistan. Les exigences en matière d'armements sophistiqués et le manque de rigueur dans sa gestion économique ne font que renforcer l'impression que les dirigeants pakistanais ont en l'impression que ces émissaires auraient aimé savoir s'il existait

une alternative au régime Zia et si d'autre part, l'exil de M. Bhutto (en Chine...) ne constituerait pas une issue honorable au drame actuel.

« Pendant cinquante ans, chacun a maintenu ses distances avec quiconque a été condamné, le dissident périssant seul. De nos jours, chaque famille où un tel cas se produit voit des mains qui se tendent vers elle pour l'aider. Les gens font des collectes, rendent ostensiblement visite au foyer de la victime, mais à un moment, une atmosphère morale totalement différente, comme si nous n'existions pas du tout sous la domination soviétique... »

HÉLÈNE
CARRÈRE D'ENCAUSSE
L'empire
éclaté
LE LIVRE-CLÉ SUR L'U.R.S.S.
48 F
flammarion

AMÉRIQUES

M. Carter et l'Amérique latine

II. — Droits de l'homme et « big business »

par MARCEL NIEDERGANG

Les problèmes de l'énergie et l'immigration massive des travailleurs mexicains vers les Etats-Unis sont à l'ordre du jour des entretiens Carter-Lopez Portillo, à Mexico, du 14 au 16 février (« Le Monde » du 14 février). La définition d'une politique cohérente de Washington en Amérique latine continue de se heurter à de nombreux obstacles.

Il faut sans doute remonter à J. F. Kennedy pour trouver à la Maison Blanche un président des Etats-Unis qui manifeste autant d'intérêt pour l'Amérique latine. M. Carter, sa femme Rosalyn, le secrétaire d'Etat et son adjoint, le secrétaire au Trésor et l'ambassadeur américain des Nations Unies se sont tous rendus au sud du Rio Grande, visitant dix-sept pays différents, certains à plusieurs reprises, au cours des dix-huit premiers mois de la nouvelle administration. Et ainsi que le note avec pertinence le professeur Abraham F. Lowenthal : « L'effort du canal de Panama a demandé davantage d'énergie au plus haut niveau de l'Etat que n'importe quelle autre question de politique étrangère depuis l'arrivée à la Maison Blanche de M. Carter. (1) »

Homme du Sud, M. Carter a certainement une sensibilité et

une compréhension plus grandes que la plupart des derniers présidents des Etats-Unis pour des peuples qui apprécient encore les mouvements du cœur. Démocrate convaincu, il avait bien avant son élection, fustige les régimes autoritaires du continent, laissant entendre aux plus « voyants » d'entre eux (Chili, Argentine, Uruguay) qu'ils ne pourraient plus guère compter sur la mansuétude ou la complaisance de Washington. M. Nixon, Ford, Johnson et même J. F. Kennedy ont pratiqué, d'une manière ou d'une autre, une « approche » globale de l'Amérique latine, insistant sur la « communauté de vues » et les « relations spéciales » d'un panaméricanisme bien souvent à sens unique. L'administration de M. Carter, en revanche, a paru soucieuse dès le début de traiter avec chacune des nations de l'Amérique latine, en tenant compte de leurs aspirations et en respectant leur souveraineté. Elle a remplacé la relation « globale », vague, abstraite et souvent ambiguë, par une volonté de négociation « bilatérale », certainement plus conforme aux vœux de la plupart d'entre elles, leur revendication majeure étant une amélioration des termes de l'échange.

La carotte et le bâton

La politique des Etats-Unis à l'égard de ses voisins latins a oscillé constamment entre la carotte et le bâton. Théodore Roosevelt se flattait d'avoir pris le canal de Panama, et les « marines » n'ont guère cessé de jouer du mousqueton d'un pays à l'autre des Caraïbes et de l'Amérique centrale pendant le premier quart de ce siècle. En lançant la formule du « big stick » en 1898, F. D. Roosevelt montrait assez qu'il convenait par conséquent d'en finir avec la diplomatie de la canonniers.

Pourtant, J. F. Kennedy, démocrate et libéral, a autorisé, en avril 1961, la marine de guerre américaine à escorter un corps expéditionnaire qui se proposait de renverser le régime de M. Fidel

Castro. En 1965, Johnson le Texan a expédié des troupes d'élite nord-américaines à République Dominicaine. Pendant dix ans au moins, de 1963 à 1973, le gouvernement américain a été engagé dans une campagne massive contre la gauche chilienne, les ainsi que le montre le rapport publié par le Sénat de Washington (2).

En septembre 1970, M. Henry Kissinger a préparé un plan d'intervention politique militaire pour tenter de faire obstacle à la victoire puis à l'installation à la présidence de Salvador Allende. Le coup d'Etat de septembre 1973 a été la conséquence logique de cette attitude cyniquement agressive. On imagine mal M. Carter donnant le feu vert à de

telles « actions clandestines » au nom de la « Realpolitik ».

Certains analystes nord-américains estiment aujourd'hui que l'hégémonie des Etats-Unis en Amérique latine — hégémonie nettement favorisée par la seconde guerre mondiale qui a affaibli l'Europe — est de toute manière en recul depuis le milieu de cette décennie (3). Et il est vrai que les conseillers du président Carter admettent ne pas être gênés par les offensives parfois parallèles, parfois rivales, de la social-démocratie et de la démocratie-chrétienne européennes en Amérique latine. On peut ajouter que ces offensives ne font bien souvent que « doubler » ou appuyer les efforts particuliers du gouvernement américain.

Un bilan modeste

Cette politique n'est naturellement pas réservée à l'Amérique latine, mais c'est dans cette région du monde qu'elle a suscité le plus d'espoir, en raison de l'influence considérable, positive ou négative, des Etats-Unis. En outre, les enjeux stratégiques paraissent, vis de Washington, plus faibles. Ainsi, les « raisons d'Etat », qui peuvent expliquer les graves « entorses » à cette politique en Iran ou en Corée du Sud devraient être moins contraignantes en Amérique latine. Pourtant, les responsables du département d'Etat et de la Maison Blanche admettent aujourd'hui que le bilan de cette U.S. policy on human rights en Amérique latine est encore bien modeste, sinon même franchement décevant.

Pourtant, de leur propre aveu, l'Amérique latine est devenue le « principal champ d'application » de la doctrine Carter. Côté succès, on note à Washington une certaine amélioration de la situation au Paraguay, où le gouvernement général Stroessner a été contraint de « réduire » le nombre de ses prisonniers à la suite des mises en garde « redou-

blées » du social-démocrate européen à marqué un point sérieux en République Dominicaine, aux côtés de M. Carter, en soutenant résolument M. Antonio Guzmán, contre les militaires putschistes. Elle a « perdu » en revanche les « batailles » présidentielles du Costa-Rica, au printemps, et du Venezuela, à l'automne, où la démocratie-chrétienne allemande s'est montrée la plus forte, les Etats-Unis n'ayant pas dans ces deux cas de préférences bien marquées.

Mais il est un point sur lequel M. Carter a beaucoup insisté, et il n'a pas à proprement parler innové : c'est la défense des droits de l'homme et un soulèvement de la démocratisation des institutions.

vernement de Brasilia a catégoriquement refusé de parler de la questions des droits de l'homme lors de la visite officielle de M. Carter, sur l'Argentine (qui ne figure pas dans le dernier rapport du département d'Etat, ce pays ayant pris l'initiative, ainsi que l'Uruguay, le Brésil, El Salvador et le Guatemala, de refuser une assistance militaire américaine liée au respect des droits de l'homme) ou même sur le Mexique, où des listes de personnes disparues ont été publiées récemment par des organismes de défense.

Dans le but d'éviter une « dispersion », l'administration Carter a décidé de concentrer son action sur les « grands » pays, essentiellement le Brésil, l'Argentine et le Mexique. Le Brésil et le Mexique absorbent en effet le quart du commerce total des Etats-Unis avec les pays au sud du développement, exception faite des pays membres de l'OPSP. Le Brésil, le Mexique et le Venezuela absorbent 70 % de tout le commerce des Etats-Unis avec l'Amérique latine et plus de la moitié de la totalité des investissements nord-américains dans l'hémisphère y sont concentrés.

Il y a peu d'indices que M. Carter, en dépit de ses promesses, fasse pression plus nettement sur les multinationales pour qu'elles tiennent davantage compte des « besoins réels » des pays latino-américains. M. Richard N. Cooper, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires économiques, a déclaré que le gouvernement américain entendait rester « neutre » dans les conflits entre les multinationales et les gouvernements étrangers. M. Carter s'est gardé d'utiliser la même rhétorique que ses prédécesseurs (« bon voisinage » ou « nouveau dialogue ») et il a promis d'améliorer « concrètement » les relations entre le Nord et le Sud. Mais dans ce domaine, les mêmes obstacles que dans le passé subsistent et peu de résultats réels ont été obtenus.

M. Carter a des circonstances atténuantes. Sa politique des

droits de l'homme est de plus en plus critiquée aux Etats-Unis. On lui reproche ouvertement de « faire perdre des emplois dans l'Amérique » et de « violer les intérêts des Etats-Unis en Amérique latine ». Dans les milieux d'affaires et bancaires de New York, c'est le sarcasme. « Pourquoi pénaliser le régime du général Pinochet si l'on a encouragé celui du chah ? » A l'Organisation des Etats Américains, on juge que la politique des droits de l'homme « franchement ambiguë ». « La politique de Carter ? De quoi s'agit-il exactement ? » Ironisent les dirigeants du puissant syndicat A.F.L.-C.I.O., qui semble pourtant décidé à ne pas son « rouleau compresseur » en route pour « liquider » le régime Pinochet. « Si ce qui nous concerne, disent-ils, nous avons trois jours à attendre les totalitarismes de droite ou de gauche. Nous n'avons pas changé et nous n'avons pas attendu Carter. » Le stratège Carter continue-t-elle effectivement à augmenter le chômage aux Etats-Unis ? « Absolument pas », selon les dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O., qui estiment que « les multinationales savent parfaitement transférer leurs intérêts selon les nécessités », par exemple, récemment de Porto-Rico en République Dominicaine, et où les salaires ont baissé par la Gulf and West sont plus bas ». « Si nous perdons des jobs aux Etats-Unis, c'est essentiellement parce que les industries de transformation se développent rapidement en Amérique latine, pas pour une autre raison. »

Pourtant, les pressions accrues du monde des affaires et de certains congressistes agissant « la montée du chômage » sont couronnées de succès. L'un des exemples les plus notables est la brutale volte-face de Washington à l'égard de l'Argentine du général Videla. En août 1978, une intervention américaine, l'Export-Import Bank avait refusé un crédit de 200 millions de dollars à l'Argentine, qui souhaitait acheter des équipements électriques à la société Ailsa Chalmers de Milwaukee. Motif : les violations graves des droits de l'homme par le gouvernement argentin. La fuite de Buenos-Aires contre-attaquant et signant un contrat de plus de 100 millions de dollars avec la société de relations publiques de New York Burson-Marsteller. Le travail a été bien fait pour donner aux Etats-Unis « une meilleure image » de l'Argentine, « le pays le plus sûr pour les investissements américains ». En septembre dernier, M. Davis Scott, président d'Ailsa Chalmers, s'est rendu à Buenos-Aires pour rassurer les Argentins : M. Carter avait annulé le veto auprès de l'Export-Import Bank.

Conflits entre « faucons » et « colombes »

On pourrait multiplier les exemples. Au Brésil, où les sociétés américaines affrontent la concurrence japonaise et allemande, au Chili, où la politique de Washington est qualifiée de « confuse et contradictoire » par M. Leo Susslow, directeur du département étranger de l'U.A.W. (Union des travailleurs de l'automobile), « le jour, le pouvoir se fait le champion de la suspension de toute aide au Chili de Pinochet. Le lendemain, il l'appuie ». Cette mesure, « Les banques privées américaines ont investi près de 1 milliard de dollars au Chili, et où le climat est bon pour les affaires ». « Sans les profits privés des Etats-Unis, le Japon ou de l'Europe, le Chili de Pinochet serait déjà à genoux », ajoutent les dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O.

Jamais la confusion n'a paru aussi grande dans les milieux dirigeants américains. Au département d'Etat, des conflits opposent ouvertement « faucons » et « colombes ». « Sans Carter, déclare un responsable du des latino-américains, la politique des droits de l'homme serait déjà complètement abandonnée. » De nombreux « congressistes influents par leurs conseillers (des « members » universitaires libéraux, dont le rôle est de plus en plus important, défendant la politique Carter. De même que les Eglises et les syndicats qui ont évolué. Mais le département d'Etat semble divisé, alors que le Pentagone, les services de renseignements et le monde du business et de la banque sont, à quelques nuances près, de plus en plus hostiles.

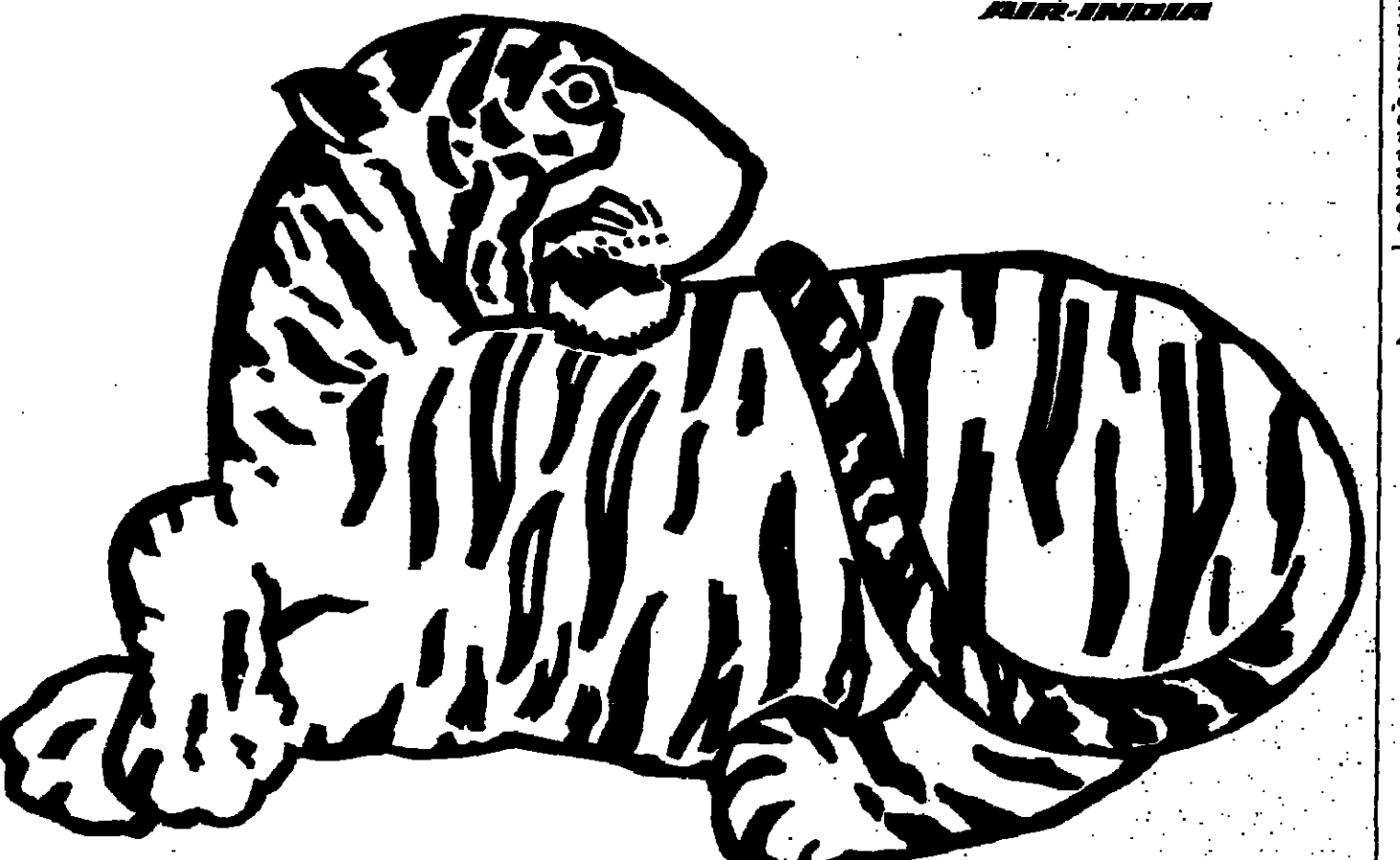
M. Carter, qui ne domine pas le Congrès, et qui recherche encore des succès en politique étrangère, semble éprouver au-delà de toute ambiguïté, à définir une politique cohérente en Amérique latine qu'en Iran.

FIN

(1) Lettre-Amérique, 14 août 70 spécial Relationship, A. Lowenthal, 1978 ; Foreign Policy, 1978.
(2) Congress Action on Chile (1969-1973) ; Sénat américain, décembre 1973.
(3) De 1968 à 1972, 57 % des armements livrés aux pays d'Amérique latine, venant de fournisseurs étrangers autres que les Etats-Unis. D'autres pays, le total des importations latino-américaines en provenance des Etats-Unis est passé de 57 % à 37 %, au cours des vingt-cinq dernières années.

INDE. L'ART DE L'OBJET

Explorateurs des temps nouveaux, les acheteurs des Galeries Lafayette ont parcouru l'Inde en tous sens à la recherche de l'objet unique, précieux ou quotidien. Le résultat : un véritable trésor de Golconde ! des coffres anciens, des poteries, des soiflores, des ivoires. Une exposition pour connaisseurs éclairés, pour collectionneurs exigeants et plus simplement pour les amateurs de belles choses et de rêves réalisables. A cette occasion, Boulevard Haussmann, Estée Lauder crée un maquillage spécial. Jusqu'au 3 mars avec la participation de Air India

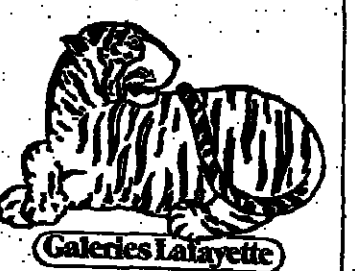


Galeries Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

Estée Lauder

interprète la beauté de l'Inde et crée des styles de maquillage qui éclaircissent votre visage d'une nouvelle beauté mystérieuse et magique. Présentations et applications gracieuses, par les visagistes Estée Lauder 1, c. d. bd Haussmann jusqu'au 24 février.



Galeries Lafayette

Le procès Letellier et les responsabilités

De nombreux responsables politiques et militaires ont été impliqués dans le procès Letellier, qui vise à établir les responsabilités dans le contexte de la guerre civile au Chili. Le procès a été marqué par des débats intenses sur la portée des enquêtes et la manière dont les différents acteurs ont été traités. Les juges ont tenté de clarifier les rôles de chacun, mais les accusations de partialité restent vives. Le processus judiciaire est considéré comme une étape importante, bien que complexe, pour comprendre les événements de ces dernières années.

Un accord complaisant

Cet article critique l'accord conclu entre les autorités chiliennes et les forces armées, qualifié de « complaisant ». Il souligne les lacunes de l'enquête et la manière dont les responsables ont été traités avec indulgence. Les auteurs de l'article insistent sur le fait que cet accord ne permet pas de tirer les enseignements nécessaires des événements passés et qu'il risque de compromettre la justice future. Ils appellent à une plus grande transparence et à une poursuite des investigations.

Argentine

« BUENOS AIRES HERALD » DÉNONCE VIVEMENT LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT DANS LES DISPARITIONS

Le « Buenos Aires Herald » publie une série d'articles dénonçant la responsabilité du gouvernement argentin dans les disparitions de personnes. Le journal accuse le pouvoir de cacher des preuves et de manipuler les informations pour éviter des poursuites judiciaires. Les auteurs de l'article soulignent l'importance de la vérité et appellent à une enquête indépendante et transparente. Ils insistent sur le fait que la responsabilité ne peut être évacuée et que la justice doit être faite.

AMÉRIQUES

États-Unis

Le procès Letelier a largement mis en lumière les responsabilités de la junte chilienne

De notre correspondant

Le procès des assassins d'Orlando Letelier, ancien ambassadeur du Chili aux États-Unis et adversaire du régime Pinochet, tué le 21 septembre 1976 à Washington par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture, est entré dans sa phase finale avec le début des délibérations du jury. Les principaux faits sont maintenant connus, mais bien des questions demeurent sur les conséquences politiques et diplomatiques de cette affaire.

Washington. — Dans ce procès, une première anomalie provient du fait que les accusés, ceux du moins qui risquent les plus lourdes peines, ne sont pas les principaux coupables. Certes, les trois Cubains arrêtés il y a un an, M. Guillermo Novo Sampol, son frère Ignacio et M. Alvin Ross Diaz, ne sont pas des enfants de chœur. Ce dernier, membre, comme ses complices, du mouvement nationaliste cubain, se serait vanté en prison d'avoir fini sur bazooka sur M. Fidel Castro — tuant plusieurs personnes de son entourage — et d'avoir projeté des attentats contre des navires soviétiques dans des ports américains. Il a fait deux ans de prison à Cuba et ne paraît plus maintenant que de « faire la peau » de « traîtres » qui l'ont emmené sur le banc des accusés : le F.B.I., mais aussi les services secrets chiliens et le régime du général Pinochet, qui n'a jamais versé les 25 000 dollars promis aux « Cubains » pour leur coopération dans l'assassinat de Letelier.

Cette hostilité entre divers gangs anticomunistes constitue la partie « folklorique » du procès. Elle explique les très sévères mesures de sécurité prises aux alentours du tribunal et la présence derrière les

accusés d'un policier hispanophone chargé d'apprécier la gravité des injures adressées aux témoins. Il reste que les trois Cubains ne sont accusés que d'association à une « conspiration pour l'assassinat d'un officiel étranger ». Ils n'ont fait que prêter main forte au véritable meurtrier venu tout spécialement du Chili. Le plus agité d'entre eux, M. Alvin Ross Diaz, n'aurait même pas pris part, selon les derniers témoignages, à la réunion décisive qui précéda l'attentat. C'est un autre Cubain, M. Jose Dionisio Suarez, qui aurait actionné l'engin, mais celui-ci est en fuite.

Le véritable assassin siège bien, lui aussi, au banc des accusés, mais dans une position privilégiée. Il a ses entrées et ses sorties dans le bureau du procureur, qu'il utilise quasi librement pour téléphoner à ses amis à l'étranger (au cours d'un de ces appels, le-on apprit récemment, il aurait suggéré une campagne de menaces contre le président du tribunal, M. Barrington Parker, pour l'amener à se décharger de l'affaire). Surtout, il sait d'avance qu'un seul chef d'accusation sera retenu contre lui — « conspiration pour assassiner », comme ses coaccusés chiliens (sans qu'il méritât plus) — et que le gouvernement américain demandera sa mise en liberté conditionnelle après un peu plus de trois ans de prison, moyennant quoi, il joue son rôle de principal témoin de l'accusation, coopérant avec le président et le procureur pour expliquer les détails de son crime. La procédure typiquement nord-américaine du marchandage judiciaire (le fameux « plea-bargaining ») permet un tel arrangement, au nom du principe qu'il est plus important de connaître les faits que de punir.

Un accusé complaisant

M. Michael Vernon Townley est au printemps de 1978, mais il refuse probablement, selon les observateurs, d'aller au-delà. Le personnage de Townley explique sans doute pourquoi son « sacrifice » a finalement été consenti. L'homme de main de l'ex-DINA compte rentrer au Chili après avoir purgé sa peine et continuer de se comporter en « soldat » de son gouvernement. Il parle toujours de la DINA comme de « mon service » et donne de « son Excellence » au général Pinochet. Aussi méticuleux dans sa comptabilité que dans la fabrication de gadgets électroniques meurtriers — sa spécialité, il a exhibé toutes ses notes de frais pour sa « mission » aux États-Unis, jusqu'à la tasse de café et au péage d'autoroute. Il a raconté sans hésiter sur les détails comment il a fabriqué sa bombe dans un motel de Washington, puis l'a fixée sous la voiture de Letelier devant la résidence de celui-ci à Bethesda (dans la banlieue de Washington) dans la nuit du 18 au 19 septembre, en veillant à « viser le conducteur » (la passagère de l'ambassade, Mme Roni Moffit, qui était à l'avant, a été tuée avec lui dans l'explosion, et son mari, placé à l'arrière, a été blessé).

Conformément à son accord avec le procureur, M. Townley s'en tient à cette seule affaire. Il existe pourtant de fortes présomptions qu'il aurait aussi trempé dans l'assassinat du général Carlos Prats, ancien responsable militaire du régime Allende. Ses auteurs notent, près de la moitié des enfants des minorités raciales américaines vont dans ses écoles où la ségrégation existe au moins à un degré modéré. Ses auteurs notent, cependant, que ce phénomène est moins accentué dans les États du Sud. C'est dans le Nord-Est que cette situation est la plus marquée, précise le rapport.

La commission des droits civiques reproche au Congrès d'avoir adopté récemment des textes limitant les pouvoirs de l'exécutif et de la justice dans le domaine de la déségrégation scolaire. — (A.F.P.)

limite les responsabilités aux trois chefs de la DINA dont les noms étaient déjà connus, il n'évite pas d'autres activités de cet organisme et n'incrimine pas le général Pinochet. Il ne paraît guère douteux que ce résumé convient aussi aux responsables du ministère américain de la justice, car ceux-ci n'ont pas insisté pour que le nom du chef de l'État chilien soit prononcé au procès. Selon le New York Times, l'actuel ambassadeur des États-Unis à Santiago, M. Landau, aurait indiqué dans ses dépositions au F.B.I. que le général Pinochet serait intervenu personnellement pour faire dériver de faux passeports paraguayens aux deux assassins venus du Chili, MM. Townley et Armando Fernandez. Mais le diplomate n'a pas fourni cette précision à l'audience.

Une question en revanche très discutée à été celle des liens que les conspirateurs de la DINA auraient eus avec la C.I.A. et le F.B.I. Les défenseurs des trois Cubains avaient en effet adopté pour stratégie de discréditer M. Townley en le présentant comme un agent américain plutôt que chilien, afin de réduire à néant son marchandage avec les autorités. Leurs efforts n'ont été que partiellement couronnés de succès. M. Townley a certes reconnu avoir recherché des contacts avec la C.I.A. par deux fois, à la fin de 1970 et en juin 1973. Mais, selon lui, il ne s'est agi que d'offres de services sans suite. Dans le premier cas, l'agence américaine de renseignements n'a pu retrouver la trace de son « contact » par suite de son départ au Chili ; dans le second, elle s'est bornée à l'écouter sans le recruter.

Un autre épisode a impliqué le général Vernon Walters, ancien attaché militaire américain à Paris, qui avait été nommé directeur adjoint de la C.I.A. par M. Nixon en 1972 (il a démissionné de ce poste en avril 1978). Selon M. Landau, le général Walters se trouvait au Paraguay lorsque M. Townley et son collègue de la DINA cherchaient à obtenir un visa des États-Unis sur leurs faux passeports. Et son nom aurait été donné comme « contact » aux comploteurs. Toutefois, le général Walters aurait indiqué dès cette époque que la C.I.A. n'avait « rien à voir » avec ces gens.

Toutes ces précisions ne sont pas forcément convaincantes, et les avocats de la défense ont pu à bon droit faire valoir, dans leurs plaidoiries du lundi 12 février, que la parole de M. Townley, « assassin sans remords », n'était pas assez crédible pour servir de condamnation de ces coaccusés. Il n'a pas été expliqué non plus pourquoi et par qui le courrier d'Orlando Letelier était ouvert pendant son séjour à Washington, ce sur quoi sa veuve a donné au tribunal des indications précises. Mais, en sens inverse, la défense n'a pas produit les preuves que M. Townley aurait eu des contacts avec la C.I.A. après 1973, comme elle l'avait promis.

Ces incertitudes et ces anomalies ne sont, cependant, que des détails compliquant les résultats d'une enquête difficile qui, après avoir pistonné plus d'un an sans aucun espoir de succès, a conduit à des résultats spectaculaires. Même si le principal assassin s'en tire un peu trop bien, la vérité aura été largement mise au jour et des peines seront très prononcées. Mais, à moins d'une improbable extradition des « donneurs d'ordre », une partie importante des coupables restera à l'abri et le général Pinochet aura évité la plupart des difficultés que cette affaire semblait devoir lui causer il y a un an.

MICHEL TATU.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● LA CHINE fournit des armes et des munitions aux Khmers rouges par l'île cambodgienne de Kong (40 kilomètres au sud-est de la province thaïlandaise de Trat), et non par la Thaïlande, précise-t-on, mercredi 14 février, de notre militaire thaïlandaise à Bangkok. Selon cette source, des navires khmers chargés d'armes destinées aux Khmers rouges croisent au large des eaux territoriales thaïlandaises et déchargent leurs cargaisons dans l'île de Kong depuis trois semaines. Mais, souligne encore cette source, aucune arme n'est passée par la Thaïlande.

Ghana

● L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE GÉNÉRALE a approuvé, mardi 13 février, le calendrier prévoyant un retour au régime civil, en juin prochain, après la tenue d'élec-

De notre correspondant

Montréal. — C'est par le Québec que le chef du gouvernement français a terminé un voyage au cours duquel il a manifesté à maintes reprises la volonté de la France de ne pas intervenir dans la querelle Ottawa-Québec sur l'unité canadienne. Bien que l'un et l'autre camps n'aient pas su tout faire résister à l'envie de lui tendre quelques pièges de rhétorique, aucun n'est parvenu à faire sortir M. Barre du juste milieu qu'il avait choisi de tenir. « Je n'ai pas venu à Ottawa et à Québec pour créer des incidents », a-t-il affirmé avec force, mardi 13 février, au cours d'une conférence de presse donnée en compagnie du premier ministre québécois, M. Lévesque. Celui-ci, de son côté, regrette « cette espèce d'excès obsessionnel » qu'il s'applique, selon lui, depuis la visite du général de Gaulle en 1967, au moindre geste ou propos d'un homme politique français de passage au Québec.

Des journalistes en mal de sensationnel en ont été effectivement saisis. Ce fut essentiellement une visite de courtoisie intervenant à un moment trop proche de consultations décisives au Canada (cette année, les élections législatives fédérales et bientôt le référendum québécois sur la souveraineté-association de la province) pour qu'un visiteur français puisse s'écarter de la plus stricte neutralité. La formule désormais célèbre de « non ingérence, non indifférence », les quelques mots de M. Giscard d'Estaing à M. Lévesque lors de la visite de celui-ci à Paris, en novembre 1977, soulignant de la France au Québec dans l'avenir, quel que soit celui-ci, ont été réaffirmés. Cette position de base n'a pas changé, souligne-t-on, dans l'entourage du premier ministre français. Telle quelle, elle est d'ailleurs, elle déplaît déjà suffisamment à Ottawa.

Pour le reste, M. Barre a brodé habilement sur le respect des compétences des gouvernements fédéraux et provinciaux et sur le

APOLOGUE

Hegel remarque que tous les grands événements historiques ont lieu pour ainsi dire deux fois. « Il a oublié d'ajouter que c'était la première fois comme tragédie et la seconde fois comme farce », écrit Marx en 1852 dans le 13^e Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte. M. Barre a fait, à son corps défendant, l'apologie de cette « farce » le mardi 13 février à Montréal.

Un premier ministre québécois sympathique et passionné lui a suggéré de « dire quelque chose » du haut d'un bon à la foule rassemblée. Le premier ministre français, bon garçon, lance « Vive les Français du Québec ». Et c'est un bide (c'est à haïr mille fois).

On pourrait en faire un apologue. La morale en serait la suivante :

- 1) Il ne faut pas confondre balcons d'hôtel de ville et balcons de centre commercial, surtout à Montréal.
- 2) Les Québécois sont plus nombreux et meilleurs que les Français (— 10 degrés).
- 3) M. Barre n'est pas le général de Gaulle.

La morale de cette morale serait que Marx a toujours raison, comme semble le croire la « nouvelle méthode » du comité directeur du P.S.

DOMINIQUE DROMÈZES.

DIPLOMATIE

La visite de M. Barre au Québec s'est achevée sans incidents

M. Raymond Barre est rentré ce mercredi 14 février à Paris après avoir accompli une « visite officielle » au Canada et un voyage « de travail » au Québec. Les talents de diplomate du premier ministre français ont été mis à rude épreuve au cours de ces six jours, mais M. Barre a, semble-t-il, toujours réussi à se maintenir sur la voie du juste milieu qu'il s'était promis de suivre. Il n'a pas provoqué les incidents que redoutait Ottawa et que certains espéraient peut-être au Québec, en se rappelant le « Vive le Québec libre » du général de Gaulle.

Deux fausses notes cependant. An baloon

d'un grand centre commercial de Montréal. M. Lévesque a tenté de faire « crier quelque chose » par M. Barre à la foule rassemblée. Le premier ministre français a lancé « Vive les Français du Québec », et recueilli un mélange d'approbations et de huées. M. Lévesque a ensuite reconnu que sa « suggestion » était « incongrue » et s'en est excusé. A l'aéroport, la présence inopiné du ministre fédéral de la justice, M. Marc Lalonde, et d'un détachement du 22^e régiment de l'armée de terre canadienne, et de sa fanfare, qui rendait les honneurs, a irrité M. Lévesque, qui a parlé de « mesquinerie ».

De notre correspondant

Montréal. — C'est par le Québec que le chef du gouvernement français a terminé un voyage au cours duquel il a manifesté à maintes reprises la volonté de la France de ne pas intervenir dans la querelle Ottawa-Québec sur l'unité canadienne. Bien que l'un et l'autre camps n'aient pas su tout faire résister à l'envie de lui tendre quelques pièges de rhétorique, aucun n'est parvenu à faire sortir M. Barre du juste milieu qu'il avait choisi de tenir. « Je n'ai pas venu à Ottawa et à Québec pour créer des incidents », a-t-il affirmé avec force, mardi 13 février, au cours d'une conférence de presse donnée en compagnie du premier ministre québécois, M. Lévesque. Celui-ci, de son côté, regrette « cette espèce d'excès obsessionnel » qu'il s'applique, selon lui, depuis la visite du général de Gaulle en 1967, au moindre geste ou propos d'un homme politique français de passage au Québec.

Des journalistes en mal de sensationnel en ont été effectivement saisis. Ce fut essentiellement une visite de courtoisie intervenant à un moment trop proche de consultations décisives au Canada (cette année, les élections législatives fédérales et bientôt le référendum québécois sur la souveraineté-association de la province) pour qu'un visiteur français puisse s'écarter de la plus stricte neutralité. La formule désormais célèbre de « non ingérence, non indifférence », les quelques mots de M. Giscard d'Estaing à M. Lévesque lors de la visite de celui-ci à Paris, en novembre 1977, soulignant de la France au Québec dans l'avenir, quel que soit celui-ci, ont été réaffirmés. Cette position de base n'a pas changé, souligne-t-on, dans l'entourage du premier ministre français. Telle quelle, elle est d'ailleurs, elle déplaît déjà suffisamment à Ottawa.

Pour le reste, M. Barre a brodé habilement sur le respect des compétences des gouvernements fédéraux et provinciaux et sur le

LA VISITE DE M. FRANÇOIS-PONCET EN U.R.S.S.

Paris et Moscou réaffirment que la détente est « un des fondements » de leur politique

De notre correspondant

Moscou. — A l'issue des entretiens de M. François-Poncet avec les dirigeants soviétiques, la France et l'U.R.S.S. ont estimé, dans une communication à la presse diffusée le mardi 13 février, que la politique de détente reste « l'un des fondements essentiels de leur action en Europe et dans le monde ». Les conversations qui ont eu lieu « dans une atmosphère amicale et dans un esprit de compréhension mutuelle » ont duré plus de sept heures.

MM. François-Poncet et Gromyko sont tombés d'accord sur « la nécessité impérative d'intensifier les efforts pour mettre un terme à la course aux armements et parvenir à un désarmement réel ». Les consultations sur le problème du désarmement vont se poursuivre avant la visite de M. Giscard d'Estaing en U.R.S.S., prévue pour le mois de mars. Les deux gouvernements vont examiner s'il est possible ou non de réduire le texte commun sur cette question, texte qui pourrait faire l'objet soit d'un développement dans le communiqué du sommet, soit d'un document particulier, mais les positions fran-

çaises et soviétiques sont pour l'instant loin de coïncider.

Un entretien téléphonique que M. Brejnev a eu avec M. François-Poncet a été à l'origine d'une confusion. Alors que le ministre français insistait le territoire soviétique mardi après-midi, l'agence Tass a annoncé dans le titre d'une dépêche que « M. Brejnev avait reçu » le chef de la diplomatie française. Dans le texte, Tass parlait d'un « entretien », sans ajouter qu'il s'agissait d'une conversation téléphonique. Une heure plus tard, l'agence rectifiait son titre sans apporter cependant plus de précisions.

En fait, le secrétaire général du P.C. soviétique, dont la présence à Moscou n'avait pas été officiellement mentionnée depuis le 25 janvier dernier, se repose sur les bords de la mer Noire. Son entretien téléphonique avec M. François-Poncet a été surtout un geste de courtoisie envers la France. Lors de la visite du ministre espagnol des affaires étrangères, M. Oreja, M. Brejnev, qui passait quelques jours de repos à Sotchi, s'était simplement fait excuser par M. Kossyguine.

DANIEL VERNET.

VENDREDI A L'ÉLYSÉE

Hassan II s'entretiendra avec M. Giscard d'Estaing des événements d'Iran et du Sahara

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II doit quitter Marrakech ce mercredi 14 décembre pour se rendre en France, où il fera un séjour privé dont la durée, vraisemblablement assez brève, n'a pas été précisée. Vendredi, le souverain sera reçu à déjeuner par M. Giscard d'Estaing.

Ce voyage avait été envisagé l'année dernière, d'abord en septembre, puis il avait été annoncé le 12 décembre pour le lendemain, mais l'état de santé du roi le fit annuler in extremis. Hassan II n'est pas revenu en France depuis sa visite d'État en novembre 1976. Ses contacts personnels avec le président de la République ont été très fréquents, mais ils ont été interrompus par la guerre du Sahara. Hassan II n'est pas revenu en France depuis sa visite d'État en novembre 1976. Ses contacts personnels avec le président de la République ont été très fréquents, mais ils ont été interrompus par la guerre du Sahara. Hassan II n'est pas revenu en France depuis sa visite d'État en novembre 1976. Ses contacts personnels avec le président de la République ont été très fréquents, mais ils ont été interrompus par la guerre du Sahara.

La situation au Sahara occidental, le palais royal fut particulièrement attentif aux initiatives qui pouvaient être prises par la France. Il fit connaître sa volonté de dialogue, mais aussi les points sur lesquels le Maroc ne pouvait consentir de concessions, notamment la souveraineté sur les provinces du nord du Sahara annexées au Maroc. Aujourd'hui, un homme nouveau, jouissant d'un prestige favorable à Rabat, est à la tête de l'Algérie. Malgré l'attaque de Tan-Tan, en territoire marocain, Hassan II n'a pas voulu qu'un droit de suite soit exercé jusqu'au « sanctuaire », en territoire algérien où s'organisent et sont armés les raids d'Al-Fatah. Il tenait ainsi à contribuer aux chances d'un retour à la paix. Il ne manquait sans doute pas de s'en entretenir avec M. Giscard d'Estaing. A cet égard, dans la situation actuelle, son séjour privé à Paris paraît plus opportun qu'il ne l'eût été en décembre alors que la longue agonie du président Boumedienne pesait encore bien des inconnues.

LOUIS GRAVIER.

Argentine

LE « BUENOS AIRES HERALD » DÉNONCE VIVEMENT LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT DANS LES DISPARITIONS

Buenos Aires (A.F.P.). — Le gouvernement argentin « ne peut ignorer qu'il a passé quelques milliers de personnes disparues en Argentine et doit faire la lumière sur leurs cas », écrit dimanche 11 février, dans son édition de Buenos Aires, le quotidien anglais Buenos Aires Herald. « L'empire du droit, souligne le quotidien, se trouve en effet limité par la toute-puissance du pouvoir exécutif qui tente de réduire le pouvoir judiciaire à un titre d'exemple, l'éditorial souligne que le gouvernement a ignoré une résolution de la Cour suprême qui, en 1976, avait ordonné la libération du journaliste Jacobo Timerman, détenu à Buenos Aires depuis près de trente mois, sans chef d'accusation et sans avoir été jugé. De même, poursuit le journal, le gouvernement est responsable « des quelques milliers de personnes portées disparues après avoir été arrêtées par des hommes qui, dit-on, sont des membres des forces de sécurité ».

« On ne peut pas faire vivre le P.S. comme un gros P.S.U. »

La politique eur

[illegible]

le scrutin européen du 10 juin

M. DEBRE : deux listes gaullistes ne sont pas indispensables.

MM. LAFONT ET CHABROL :
M. Maître-Baugé choisit une
voie qui n'est pas la nôtre

[illegible]

1944-1945
 1946-1947
 1948-1949
 1950-1951
 1952-1953
 1954-1955
 1956-1957
 1958-1959
 1960-1961
 1962-1963
 1964-1965
 1966-1967
 1968-1969
 1970-1971
 1972-1973
 1974-1975
 1976-1977
 1978-1979
 1980-1981
 1982-1983
 1984-1985
 1986-1987
 1988-1989
 1990-1991
 1992-1993
 1994-1995
 1996-1997
 1998-1999
 2000-2001
 2002-2003
 2004-2005
 2006-2007
 2008-2009
 2010-2011
 2012-2013
 2014-2015
 2016-2017
 2018-2019
 2020-2021
 2022-2023
 2024-2025
 2026-2027
 2028-2029
 2030-2031
 2032-2033
 2034-2035
 2036-2037
 2038-2039
 2040-2041
 2042-2043
 2044-2045
 2046-2047
 2048-2049
 2050-2051
 2052-2053
 2054-2055
 2056-2057
 2058-2059
 2060-2061
 2062-2063
 2064-2065
 2066-2067
 2068-2069
 2070-2071
 2072-2073
 2074-2075
 2076-2077
 2078-2079
 2080-2081
 2082-2083
 2084-2085
 2086-2087
 2088-2089
 2090-2091
 2092-2093
 2094-2095
 2096-2097
 2098-2099
 2100-2101
 2102-2103
 2104-2105
 2106-2107
 2108-2109
 2110-2111
 2112-2113
 2114-2115
 2116-2117
 2118-2119
 2120-2121
 2122-2123
 2124-2125
 2126-2127
 2128-2129
 2130-2131
 2132-2133
 2134-2135
 2136-2137
 2138-2139
 2140-2141
 2142-2143
 2144-2145
 2146-2147
 2148-2149
 2150-2151
 2152-2153
 2154-2155
 2156-2157
 2158-2159
 2160-2161
 2162-2163
 2164-2165
 2166-2167
 2168-2169
 2170-2171
 2172-2173
 2174-2175
 2176-2177
 2178-2179
 2180-2181
 2182-2183
 2184-2185
 2186-2187
 2188-2189
 2190-2191
 2192-2193
 2194-2195
 2196-2197
 2198-2199
 2200-2201
 2202-2203
 2204-2205
 2206-2207
 2208-2209
 2210-2211
 2212-2213
 2214-2215
 2216-2217
 2218-2219
 2220-2221
 2222-2223
 2224-2225
 2226-2227
 2228-2229
 2230-2231
 2232-2233
 2234-2235
 2236-2237
 2238-2239
 2240-2241
 2242-2243
 2244-2245
 2246-2247
 2248-2249
 2250-2251
 2252-2253
 2254-2255
 2256-2257
 2258-2259
 2260-2261
 2262-2263
 2264-2265
 2266-2267
 2268-2269
 2270-2271
 2272-2273
 2274-2275
 2276-2277
 2278-2279
 2280-2281
 2282-2283
 2284-2285
 2286-2287
 2288-2289
 2290-2291
 2292-2293
 2294-2295
 2296-2297
 2298-2299
 2300-2301
 2302-2303
 2304-2305
 2306-2307
 2308-2309
 2310-2311
 2312-2313
 2314-2315
 2316-2317
 2318-2319
 2320-2321
 2322-2323
 2324-2325
 2326-2327
 2328-2329
 2330-2331
 2332-2333
 2334-2335
 2336-2337
 2338-2339
 2340-2341
 2342-2343
 2344-2345
 2346-2347
 2348-2349
 2350-2351
 2352-2353
 2354-2355
 2356-2357
 2358-2359
 2360-2361
 2362-2363
 2364-2365
 2366-2367
 2368-2369
 2370-2371
 2372-2373
 2374-2375
 2376-2377
 2378-2379
 2380-2381
 2382-2383
 2384-2385
 2386-2387
 2388-2389
 2390-2391
 2392-2393
 2394-2395
 2396-2397
 2398-2399
 2400-2401
 2402-2403
 2404-2405
 2406-2407
 2408-2409
 2410-2411
 2412-2413
 2414-2415
 2416-2417
 2418-2419
 2420-2421
 2422-2423
 2424-2425
 2426-2427
 2428-2429
 2430-2431
 2432-2433
 2434-2435
 2436-2437
 2438-2439
 2440-2441
 2442-2443
 2444-2445
 2446-2447
 2448-2449
 2450-2451
 2452-2453
 2454-2455
 2456-2457
 2458-2459
 2460-2461
 2462-2463
 2464-2465
 2466-2467
 2468-2469
 2470-2471
 2472-2473
 2474-2475
 2476-2477
 2478-2479
 2480-2481
 2482-2483
 2484-2485
 2486-2487
 2488-2489
 2490-2491
 2492-2493
 2494-2495
 2496-2497
 2498-2499
 2500-2501
 2502-2503
 2504-2505
 2506-2507
 2508-2509
 2510-2511
 2512-2513
 2514-2515
 2516-2517
 2518-2519
 2520-2521
 2522-2523
 2524-2525
 2526-2527
 252

vo
ce

1

2

3

7

La politique européenne en question

(Suite de la première page.)

La Grande-Bretagne, par exemple, qui, seule parmi les Neuf, se tient à l'écart du S.M.E., qui n'a pas intérêt au démantèlement des montants compensatoires, qui n'aspire qu'à bouleverser une politique agricole commune qualifiée de « pure folie » par le secrétaire au Foreign Office, et que la conjoncture pré-électorale n'incite pas à la conciliation.

LE DOSSIER BUDGETAIRE. — Comme s'ils voulaient apporter de l'eau au moulin de M. Debré, les parlementaires européens — qui seuls ont la licence d'accroître les dépenses sans prévoir de recettes correspondantes — ont voté pour 1979 un budget dépassant largement celui qui avait été adopté par le conseil de la Communauté. Les circonstances, les lacunes et la complexité de la procédure sont telles que plusieurs interprétations du règlement sont possibles : les gouvernements français, danois et britanniques (celui-ci ayant d'ailleurs eu une position changeante) rejettent le budget voté par l'assemblée, qu'acceptent en revanche les autres gouvernements et la commission. La France est prête à entériner un budget intermédiaire à condition que, pour l'avenir, les règles de procédure soient modifiées. Les autres parties prenantes sont-elles prêtes à un compromis sur cette base ? La discussion progresse à pas comptés.

et M. Debré a tort de s'en prendre à des juges qui ne peuvent modifier les textes. Il y a tout lieu, en revanche, de s'inquiéter des motifs politiques — plus ou moins explicites — qui animent les protagonistes. Pourquoi la Belgique a-t-elle porté maintenant en cour de justice l'application d'un traité resté en grande partie lettre morte ? Pourquoi la Commission, approuvée par d'autres gouvernements, a-t-elle réclamé une participation à Vienne sans que sa compétence soit préalablement définie, et suggéré de répartir ensuite les résultats de la négociation de Vienne entre elle-même et les États ?

Une telle pratique aurait mis la Commission sur le même plan que les gouvernements et aurait eu pour effet de distribuer aux États une compétence communautaire générale plutôt que de déléguer à la Communauté des compétences délimitées par les États. Pourquoi, d'autre part, les partenaires de la France rechignent-ils à inclure dans un accord nucléaire en négociation entre la Communauté et l'Australie une disposition réservant expressément la possibilité de conclure des accords bilatéraux ? Agissent-ils pour leur seul compte ? Une phrase, au cours

d'une discussion à Bruxelles, a fait dresser l'oreille des Français : comme les ministres s'interrogeaient sur les réactions des autres négociateurs de Vienne, — les Soviétiques par exemple, — à une participation de la Commission, l'un d'eux lança : « En tout cas, les Américains sont d'accord. » Nul n'en doutait.

Tous ces différends n'ont pas la même portée. L'affaire budgétaire et l'affaire nucléaire n'ont pas, en elles-mêmes, de grandes conséquences pratiques, et le gouvernement français s'est montré disposé au compromis. Mais est-ce en raison de l'accumulation des difficultés intérieures ou de la présence au quai d'Orsay d'un nouveau titulaire dans récemment l'économiste vantait, à juste titre, le charme, les convictions européennes et l'ouverture d'esprit ? Tout se passe en tout cas comme si les partenaires de la France — gouvernements, institutions communautaires, parlementaires « européens » — jugeaient de concert les circonstances favorables pour sonder ses faiblesses, la mettre à l'épreuve et lui faire plier le genou. Il n'est jamais trop tôt pour leur faire comprendre qu'ils perdent leur temps.

MAURICE DELARUE.

PLUS LES PETROLIERS SONT GRANDS PLUS LES PAYS SONT PETITS.

100 000 tonnes, 200 000 tonnes, 400 000 tonnes. Les pétroliers sont de plus en plus gros. Et les conséquences de leurs naufrages ou de leurs collisions deviennent de plus en plus graves.

On le sait. On l'a déjà vécu. Un pays tout seul n'a pas les moyens de réglementer la circulation de ces géants. Ni surtout d'organiser efficacement, en cas de malheur, la lutte anti-pollution.

C'est au niveau européen qu'il faut prévoir, réglementer, prévenir, organiser. C'est seulement d'une concertation entre pays qu'on peut espérer que, plus jamais, les marées ne soient noires.



10 JUIN 79 CHOISISSEZ VOTRE EUROPE. L'Europe c'est l'espoir.

Communauté Européenne.

Certaines compagnies vous proposent certains de ces avantages pour les USA. Seule TWA vous les offre tous.

1. TWA est la seule compagnie qui assure chaque jour autant de liaisons entre la France et les États-Unis.

NEW YORK	12:00
BOSTON	13:45
CHICAGO	13:45
WASHINGTON	12:45
LOS ANGELES	11:40
SAN FRANCISCO	11:40

2. Aux États-Unis, 142 bureaux TWA sont à votre disposition pour vous aider et vous conseiller utilement au sujet de votre voyage et de votre séjour.



3. Seule TWA vous offre des vols 747 quotidiens vers New York et Los Angeles.



4. Seule TWA dispose à New York d'une aéroport privée où les passagers des vols internationaux peuvent accomplir plus rapidement les formalités d'usage.



5. Seule TWA vous offre sur son propre réseau des correspondances pratiques vers 41 des plus grandes villes américaines.

Albuquerque	Fort Lauderdale
Amarillo	Harrisburg
Atlanta	Hartford
Baltimore	Indianapolis
Boston	Kansas City
Chicago	Las Vegas
Cincinnati	Los Angeles
Cleveland	Louisville
Columbus	Miami
Dayton	Minneapolis/St-Paul
Denver	Newark
Detroit	New York
	Oakland
	Oklahoma City
	Ontario (Calif.)
	Orlando
	Palm Springs
	Philadelphia
	Phoenix
	Pittsburgh
	Reno
	San Francisco
	San José
	Syracuse
	Tampa
	Tucson
	Tulsa
	Washington
	Wichita

6. TWA vous propose des tarifs imbattables sur ses vols réguliers vers et à travers les USA.

Économisez plus de 50%

Le tarif milieu de semaine, par exemple, vous fait économiser plus de 50 % sur votre voyage Paris-New York et retour. A l'intérieur des États-Unis, votre compagnon ne paie que moitié prix et votre enfant de moins de 12 ans voyage gratuitement. Consultez votre Agent de voyages sur tous les avantages que vous offre TWA.

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

TWA

No.1 sur l'Atlantique

Le scrutin européen du 10 juin

M. DEBRÉ : deux listes gaullistes ne sont pas indispensables.

(De notre correspondant.)
Saint-Etienne. — « Faire l'Europe sans défaire la France », tel a été le thème développé mardi 13 février à Roanne par M. Michel Debré, au cours d'une conférence de presse et d'une réunion publique. L'ancien premier ministre a notamment indiqué : « La plus grande partie des militants du R.P.R. a pris position et le comité central a accepté totalement les arguments que nous défendons. L'existence de deux listes gaullistes n'est pas indispensable ; nous y réfléchissons. »

MM. LAFONT ET CHABROL : M. Maffre-Baugé choisit une voie qui n'est pas la nôtre.

Deux des principaux signataires du manifeste occitan *Mon pays escorjat* (« Mon pays escorché »), MM. Robert Lafont, professeur à l'université Paul-Valéry de Montpellier, et Jean-Louis Chabrol, écrivain, ont fait savoir, mardi 13 février, qu'ils désapprouvent l'attitude de M. Emmanuel Maffre-Baugé, ancien président de la Fédération nationale des producteurs de vins de table, auquel ils reprochent d'étudier l'opportunité d'être candidat aux élections européennes sur la liste du P.C. (le Monde du 14 février).

Ils déclarent notamment : « Emmanuel Maffre-Baugé choisit une voie qui n'est pas la nôtre et se sépare ainsi de nous. Les engagements d'honneur pris par les auteurs de *Mon pays escorjat* et leur respect des signataires interdisent à ce nouveau candidat d'utiliser le manifeste pour sa campagne électorale. Cette mise au point nous paraît capitale au moment où *Mon pays escorjat*, plate-forme pour les rencontres en les élans, s'apprête à lancer, dans des formes neuves, avec le soutien des forces jeunes et fraternelles de notre Occitanie, les initiatives à longue portée réalisées par tous à Béziers le 10 février. »

Informé de cette réaction, M. Maffre-Baugé a indiqué : « MM. Lafont et Chabrol ont cru devoir préjuger ma décision. J'affirme qu'elle n'est pas arrêtée et que je la ferai connaître mercredi 21 février au cours d'une conférence de presse. Je souligne cependant qu'en signant le manifeste je n'ai pris aucun engagement portant atteinte à ma liberté de citoyen. Je reste attaché à toutes les options du manifeste, mais je dénie à qui que ce soit le droit de se prononcer sur une option que je n'ai pas encore prise. »

Le Monde

Société

APRÈS LA DIFFUSION D'« HOLOCAUSTE »

DEUX DÉBATS

Si on avait voulu savoir...

Empêché par la grève, le débat des « Dossiers de l'écran » qui devait suivre, sur Antenne 2, le premier épisode d'« Holocauste » pour tant bien que lieu mardi soir, mais dans un salon de l'hôtel Sheraton, à l'intention des seuls journalistes. Apparaissant au cours du jour, le 20 janvier, le Christian Beaulieu, ministre de l'éducation, s'était expliqué sur son message aux parents et aux enseignants (le Monde du 14 février), puis M. Armand Jammot, producteur des « Dossiers de l'écran », avait justifié la diffusion de cette série américaine sur l'extermination des juifs, soulignant notamment que, loin d'encourager l'antisémitisme, elle était « de nature à inciter les Français et les Allemands à empêcher que de tels événements se reproduisent, ici, là, ou ailleurs ».

Cette leçon pour l'avenir devait être le principal enseignement de la discussion, qui réunissait le film quatre historiens spécialistes de l'Allemagne (un Français, trois Allemands). Tous quatre ne manquaient pas de relever les incertitudes du scénario ou de la réalisation. « On peut énumérer par dizaines les fautes de date, d'orthographe, etc. », dit M. Alfred Grosser, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, qui note également comme « une lacune essentielle » le fait que ne soit pas évoquée la répression exercée dès 1933 contre les socialistes, et non seulement contre les juifs.

M. Gerhard Riegner, secrétaire général du Congrès juif mondial, estime que le film « donne une vue trop impressionnante de la véritable danger pour les juifs au cours de la nuit de cristal, et par là, fait oublier que tout était clair en 1933 ».

Déjà, reconnaissent les différents participants, « Ce qui importe », dit M. Richard Löwenthal, professeur de sciences politiques à l'université de Berlin, aujourd'hui âgé de soixante-dix ans, qui quinquagenaire en 1935 après avoir milité au parti communiste, puis au parti socialiste, « c'est que Holocauste exprime des vérités fondamentales ». Il ajoute que, avant de passer au régime hitlérien, le monde était « un monde d'antisémitisme », il n'avait « jamais réalisé psychologiquement l'extermination, la persécution des juifs ». Ce film, dit aussi M. Gerhard Riegner, président de l'Institut d'études politiques de Paris, « est une œuvre neuve — une œuvre nouvelle — qui a réussi ce que tant de films sur le national-socialisme n'ont pas réussi, à savoir faire réfléchir les

Allemands de tous les âges », au point que, pendant deux semaines, les cours n'ont pas eu lieu à l'université parce que les étudiants voulaient discuter d'« Holocauste ».

Comment a-t-on pu laisser faire ? Sur ce thème, l'analyse du passé a servi de base aux réflexions sur le présent et le futur. « Lorsqu'un Allemand se fait tabasser en France, demande M. Grosser, qui ouvre sa porte ? Les Allemands ne furent pas les seuls à fermer leur porte : la pièce d'Eugène Ionesco le Rhinocéros illustre bien, dit encore M. Grosser, « les attitudes successives par lesquelles chacun croit se protéger ».

Mais savait-on ce qui se passait ? « Je m'en souviens », dit M. Riegner, contre cette légende selon laquelle on aurait appris seulement après la guerre ce qui

VU PAR DES LYCÉENS D'ORLÉANS « Les Allemands ne sont pas des nazis »

De notre envoyé spécial

Orléans. — Plus de la moitié des élèves de la classe de 1^{re} D du lycée Pothier, à Orléans, ont vu « Holocauste ». Ils n'ont apporté au film aucune critique : « C'est l'histoire d'une famille », la fiction permet aux gens de mieux comprendre ce que les documents, beaucoup de spectateurs ont regardé parce que c'était une histoire de famille. Ils comprennent le « bénéfice » que la « démocratie » peut tirer d'une présentation romancée du génocide juif.

« Ils ne se font guère d'illusions sur la capacité du public à soutenir la vision de l'atrocité. C'était pire », disent la plupart des élèves : mais le croient-ils vraiment ? « Est-ce qu'on aurait dû tout montrer ? » Holocauste, dont ils ne connaissent pas la

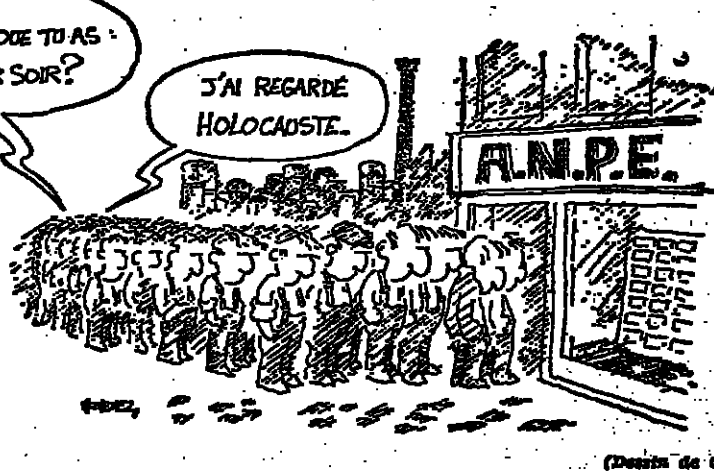
cinéma et très proche, à la portée d'une génération. « Mon père a fait partir quand il a vu brûler la synagogue et tous les juifs à l'intérieur : une partie de ma famille a été massacrée à Orléans. »

Ils ne savent pas avec exactitude. « Les chambres à gaz, qu'elles existent ou non, ce n'est pas le problème. Mais ils vivent le racisme au quotidien. Contre les immigrés, contre les femmes. « Oui, il y a encore de l'antisémitisme. »

Il n'y a pas si longtemps qu'un professeur d'Orléans conseillait aux jeunes filles de sa classe de ne pas fréquenter les magasins de la rue de Bourgogne et de tendre à elles, elles risquaient d'être enlevées. Orléans, où, en

QU'EST-CE QUE TU AS FAIT NIER SOIR ?

J'AI REGARDÉ HOLOCAUSTE.



(Dessin de CHENET)

sens du mot, curieusement d'origine juive, est pour eux un événement. Mais sans trop de conviction, comme si le battage fait autour du film les avait lassés.

Il amorce le débat avec leur professeur. « Moi, je n'ai pas supporté, parce que c'était trop horrible, comme si le battage fait visiblement, tout de suite. »

« Et vous, qui êtes arrivés en retard ? » « Moi, je n'ai pas regardé la télévision. Un Alsacien a prêté le western sur la troisième chaîne. J'ai un oncle, dit-il, qui a fait les camps et qui n'a pas voulu revoir ça. » Histoire au-

512. Les évènements réunis en concile interthéologique chrétien d'éprouver des juifs déicides. Vieux démons, toujours prêts à remonter. Alors il faut se méfier, dit une fille, ils démontrent, cela peut arriver ici, demain. Les gens sont faciles à conditionner.

Le rapprochement ne manque pas : l'Afrique du Sud et même l'Islam. « J'ai vu hier au journal télévisé un homme flagellé en place publique. Ce n'est pas une punition, rapporte Holocauste. » « Il faut punir les criminels de guerre », les Allemands ne sont pas des nazis ; la démocratie est fragile.

Les élèves de terminale ont compris, mais ils ne sont ni révoltés ni indignés, comme si l'histoire aussi leur arrivait romancée, comme si l'insoutenable réalité des camps ne les atteignait qu'intellectuellement, à travers les reconstructions d'une société autrement modelée. « C'est lamentable », pense un garçon ensommeillé, à qui le professeur demande de répondre. Lamentable, quel ? Le film ? Le génocide ? On ne le saura pas. Pas une injure, le ton est convenable, les outrances gommées, un dialogue fleuri à propos d'une fiction. « Pourtant, il traitait les juifs à peu près comme des chiens. » Le premier épisode d'« Holocauste » ne leur a pas permis d'imaginer qu'à certains moments de l'histoire, il arrive aux hommes d'en-

viser le sort des bêtes.

CHRISTIAN COLOMBAN.

UNE FORT MAJORITÉ DE JEUNES ALLEMANDS FAVORABLES A UNE NOUVELLE PROJECTION

Munich. — 58 % des Allemands de l'Ouest souhaitent une rediffusion d'« Holocauste », selon un sondage réalisé par l'Institut Rehm de Munich pour l'Institut Quick et rendu public le 13 février. 25 % sont d'un avis contraire et 17 % sont sans opinion.

Les jeunes sont beaucoup plus favorables que leurs aînés à cette rediffusion : 75 % des dix-huit à trente-neuf ans, contre 37 % seulement des personnes de soixante à soixante-neuf ans, qui ont vécu la période hitlérienne. — (A.F.P.)

LES DANOIS ET LES SUÉDOIS VERRONT LE FILM

(De notre correspondant.) Copenhague. — Après avoir d'abord refusé de montrer « Holocauste » au Danemark, la direction de la télévision danoise vient de revenir sur sa décision. Les responsables des programmes ont expliqué leur position par le fait qu'ils trouvaient cette série trop médiocre, car « imprégnée d'un sentimentalisme commercial à bon marché ».

Ce sont les protestations d'une partie de la presse locale et les démarches des représentants de l'Association des anciens résistants et déportés qui les ont fait changer d'avis. Le président de l'Association avait dit, lors de la réunion annuelle de l'organisation, que « Face à la montée des mouvements néo-nazis en Europe, il lui paraissait indispensable de montrer à l'opinion, et surtout aux jeunes, à quel point avait conduit une pareille idéologie. Les Danois verront donc Holocauste en mai et, en principe, sans aucune coupure. Chaque séquence sera suivie d'un débat ».

La télévision suédoise, qui dispose de deux chaînes, alors que la télévision danoise n'en a qu'une, semble de son côté n'avoir éprouvé aucune hésitation à accepter la série (qui n'est faite de bas sans discussion), mais a décidé de couper certaines scènes trop violentes. La télévision norvégienne a, jusqu'à présent, refusé catégoriquement d'imiter ses deux homologues nordiques. Mais les discussions vont bon train entre les partisans du pour et ceux du contre, les premiers ne cessant pas d'arriver à leurs fins. — C. C.

A.R.T.L.

Un sentiment d'impuissance

A en juger par les appels des téléspectateurs à R.T.L. après la projection de « Holocauste » — une « édition spéciale », destinée à remplacer les « Dossiers de l'écran », réunissait Serge Klarsfeld, Georges Wellers, ancien déporté, et une journaliste allemande, Mme Knitter (1) — ou, à en juger par ces coups de téléphone, ce n'était pas l'enthousiasme, pas même l'émotion, c'était plutôt le choc, comme on Allemagne. On n'avait pas beaucoup aimé le film, on se demandait pourquoi les juifs ne s'étaient pas révoltés et pourquoi nous nous repartir de ce jour-d'hui.

Ce premier épisode avait été coupé, il est vrai — programme minimum oblige. Et cependant, et curieusement, suivi de l'amorce du second (la scène de Prague). Du coup on ne comprenait plus pourquoi Mme Weis, juive allemande, fille d'officier décoré de la Croix de fer, avait fait le malheur des siens en refusant de fuir, de quitter sa patrie quand il en était encore temps.

Il a fallu expliquer en quel consistait l'antisémitisme, juifisme officiel du III^e Reich, « Etat raciel ». Il a fallu confirmer la véracité, l'exactitude des faits, à peu de choses près (ainsi l'ordre chronologique de la « Nuit de cristal » et de la déportation des juifs polonais avait été inversé). Il a fallu justifier l'attitude passive de ces juifs ou, plutôt, de ces Allemands d'origine juive, bien intégrés et incapables d'imaginer l'impensable. Il a fallu confirmer l'horreur et l'étendue des persécutions dont ils ont été l'objet, et pas seulement outre-Rhin. Il a fallu, en outre, additionner, vérifier ce chiffre de six millions de morts... en gros, il a fallu se défendre de ne songer qu'aux juifs : l'extermination n'avait épargné ni les Tziganes, ni les Slaves, ni, bien sûr, les gauchistes et les communistes, et les résistants français. Il a fallu rappeler que Pétain, Déat, Doriot, Darquier de Pellepoix, Bouquet et Legay, entre autres — ont

combien d'autres ! — étaient de bonne souche gauchiste. En écoutant cela, on songeait au remarquable documentaire de Lydia Chagoll, projeté pendant trois petites semaines au Studio Saint-Sébastien dans des salles plus qu'à moitié vides, nous éprouvons une immense lassitude, un sentiment d'impuissance, et à quel point. Comment maintenir vivant le souvenir de tous ces morts, dont Serge Klarsfeld, au moment d'ériger son admirable mémorial aux déportés d'Auschwitz arrivait à peine à déchiffrer sur les registres les noms, sans lui à jamais effacés de la mémoire collective ?

Les documents d'archives rebutent, on le sait, l'immense majorité du public. Reste le feuilleton. Reste à espérer que, d'épisode en épisode, les Français se laisseront emporter, eux aussi, par l'immense vague de chagrin, de pitié et d'indignation qui a soulevé les Américains, les Anglais et, il y a peu, les Allemands.

CLAUDE SARRAUT.

(1) Les sections C.F.D.T., S.N.J., S.P.R.T.P. (radio et télévision privées) de R.T.L. ont « exploré » que la direction de la station ait jugé bon d'organiser ce débat. Elles estiment que, d'épisode en épisode, la station revient, que ce soit calculé ou non, à briser la prise de conscience de l'antisémitisme. Le F.T.A.A.C. — C.F.D.T. (Fédération des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'action culturelle) a qualifié de « provocation » la décision de R.T.L.

Dans l'après-midi, les grévistes d'Antenne 2 avaient fait savoir à la direction de la chaîne qu'ils empêcheraient la diffusion d'« Holocauste » et la « table ronde » de R.T.L. n'était pas annulée. R.T.L. publiait alors une mise au point affirmant qu'« il ne s'agissait en aucun cas d'un débat, et encore moins d'un débat de médias ». Les grévistes ont été assurés que le débat ne serait pas antérieur sur Antenne 2 et ne constituerait pas une suite du film, accusaient que celui-ci fut diffusé.

SCIENCES

A LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE CLIMAT

L'atmosphère est « plus résistante que nous ne le pensons »

Genève. — Parmi les perturbations les plus importantes que l'homme pourrait apporter à la machine climatique de la planète, le rejet de gaz carbonique et la destruction des couches d'ozone sont les plus souvent évoqués. Mais probablement à tort.

Dans l'exposé qu'il a présenté à la Conférence mondiale sur le climat, qui s'est ouverte le 12 février à Genève, le docteur James Mason, directeur du Meteorological Office de Grande-Bretagne, a, en particulier, entrepris de minimiser les inquiétudes des couches d'ozone. En 1971, une étude d'un Américain, le docteur Johnson, avait suggéré que les avions supersoniques pourraient émettre des quantités de gaz carbonique équivalentes à celles des avions de ligne. Mais il n'a jamais été question des milliers d'avions militaires — rejettent dans la stratosphère des oxydes d'azote capables de détruire la couche d'ozone. Or ces oxydes particuliers (une molécule d'ozone est faite de trois atomes d'oxygène et non de deux comme l'oxygène normal), qui se trouvent en abondance relative vers 20 kilomètres d'altitude, empêchent la plus grande partie du rayonnement ultraviolet du Soleil de parvenir jusqu'à la surface de la Terre. Si la couche d'ozone disparaissait, toutes les espèces vivantes sur la terre émergée recevraient donc des doses massives de rayonnement ultraviolet.

L'importance attribuée au danger potentiel des Concorde a diminué dès 1973 : cette année-là, comme l'a rapporté le docteur Mason, la communauté scientifique était mise d'accord pour reconnaître que cinq cents Concorde volant chacun en moyenne cinq heures par jour ne détruiraient que un pour cent de la couche d'ozone, et que cette réduction était trop faible pour être distinguée des fluctuations naturelles.

En fait, des études publiées en 1977 et en 1978 ont montré que, bien loin d'avoir un effet destructeur, les oxydes d'azote con-

tribuent à augmenter légèrement la concentration d'ozone.

Les chlorofluorocarbones, qui sont couramment utilisés comme propulseurs dans les bombes aérosols et comme fluides de vaporisation à basse température dans les moteurs des réfrigérateurs ou des climatiseurs, menacent eux aussi la couche d'ozone. Répandus dans les basses couches de l'atmosphère (la troposphère), ils gagnent, par diffusion, la plus haute atmosphère (la stratosphère) où ils seraient décomposés par les rayonnements ultraviolets ; les atomes de chlore ainsi libérés seraient offices de catalyseurs jouant un rôle important dans la destruction de l'ozone. Certains pays ont d'ailleurs entrepris de réglementer l'usage des chlorofluorocarbones.

Selon le docteur Mason, si la production des chlorofluorocarbones continue au rythme actuel (700 000 tonnes par an, ces produits se concentreraient peu à peu, mais il faudrait environ vingt-cinq ans pour que 5 % de l'ozone disparaissent et plus de cent ans pour réduire la quantité d'ozone de 14 %. On est donc loin d'un danger immédiat. Le docteur Mason a précisé qu'il ne nie pas le rôle potentiel des chlorofluorocarbones mais, à son avis, il y a des sujets de recherches plus urgents pour les spécialistes de l'atmosphère.

Un réchauffement de la troposphère ?

Quant au gaz carbonique (CO₂) produit par l'utilisation des combustibles fossiles, sa teneur augmente, personne ne le conteste. De 280 à 290 parties par million (ppm) probablement vers 1860, elle est passée à 315 ppm en 1958, à 331 ppm en 1978 et elle continuera à augmenter. Or, le gaz carbonique absorbe le rayonnement infrarouge qui est émis par la Terre. Les infrarouges seraient ainsi « piégés » dans les basses couches de l'atmosphère qu'ils pourraient réchauffer. Selon des modèles mathématiques, au point par M. Manabé et Wetherald en 1975, le doublement de la teneur en CO₂ vers 2080 ou 2090 réchaufferait probablement la troposphère. La température moyenne augmenterait sur tout le globe, mais légèrement selon les latitudes : 2°C devant l'équateur jusqu'à 30° de latitude, 5 à 10°C sur les régions polaires. Cinq degrés ou dix degrés de plus dans l'Antarctique auraient peu ou pas de conséquences sur le climat, mais 10°C de plus dans l'Arctique pourraient éventuellement faire fondre la glace de mer, ce qui lui-même modifierait considérablement le climat et peut-être de façon irréversible. Le docteur Mason a rappelé que de tels réchauffements — s'ils se produisaient — auraient aussi pour effet d'augmenter l'évaporation et donc la humidité et les précipitations d'environ 7 % par an. Il a rappelé aussi qu'il s'agit-là d'estimations plus qualitatives que quantitatives et qu'il se produit entre l'atmosphère, l'hydrosphère et la lithosphère (tout ce qui est au sol), toutes sortes d'actions, de contre-actions et d'interactions qu'il est indispensable de comprendre pour faire une évaluation sérieuse des risques entraînés par l'augmentation de la teneur en CO₂. D'ailleurs, cette augmentation pourrait avoir des effets bénéfiques : ainsi, elle serait profitable à la végétation, notamment aux forêts, et un doublement de la teneur en CO₂ ferait augmenter la concentration de l'ozone stratosphérique.

« L'atmosphère est beaucoup plus subtile, intelligente et résistante que nous le pensons », a conclu le docteur Mason.

YVONNE REBEYROL.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Halles
75001 PARIS CEDEX 02
C.C.P. Paris 4287-22

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 12 mois
—
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
128 F 225 F 343 F 450 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
228 F 425 F 643 F 850 F

CHANGEMENTS (pour renseignements)
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
128 F 225 F 343 F 450 F
II. — SUISSE - TUNISIE
228 F 425 F 643 F 850 F
Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) ont droit bien entendu à ce qu'ils ont demandé.

صكنا من الامم

[illegible]

A.N.P.

171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532
 533
 534
 535
 536
 537
 538
 539
 540
 541
 542
 543
 544
 545
 546
 547
 548
 549
 550
 551
 552
 553
 554
 555
 556
 557
 558
 559
 560
 561
 562
 563
 564
 565
 566
 567
 568
 569
 570
 571
 572
 573
 574
 575
 576
 577
 578
 579
 580
 581
 582
 583
 584
 585
 586
 587
 588
 589
 590
 591
 592
 593
 594
 595
 596
 597
 598
 599
 600
 601
 602
 603
 604
 605
 606
 607
 608
 609
 610
 611
 612
 613
 614
 615
 616
 617
 618
 619
 620
 621
 622
 623
 624
 625
 626
 627
 628
 629
 630
 631
 632
 633
 634
 635
 636
 637
 638
 639
 640
 641
 642
 643
 644
 645
 646
 647
 648
 649
 650
 651
 652
 653
 654
 655
 656
 657
 658
 659
 660
 661
 662
 663
 664
 665
 666
 667
 668
 669
 670
 671
 672
 673
 674
 675
 676
 677
 678
 679
 680
 681
 682

005
 002
 003
 004
 005
 006
 007
 008
 009
 010
 011
 012
 013
 014
 015
 016
 017
 018
 019
 020
 021
 022
 023
 024
 025
 026
 027
 028
 029
 030
 031
 032
 033
 034
 035
 036
 037
 038
 039
 040
 041
 042
 043
 044
 045
 046
 047
 048
 049
 050
 051
 052
 053
 054
 055
 056
 057
 058
 059
 060
 061
 062
 063
 064
 065
 066
 067
 068
 069
 070
 071
 072
 073
 074
 075
 076
 077
 078
 079
 080
 081
 082
 083
 084
 085
 086
 087
 088
 089
 090
 091
 092
 093
 094
 095
 096
 097
 098
 099
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512

Communiqué

Mais non, EUROPE 1 n'a pas fait la radio buissonnière ! Simplement ce lundi 12, une rupture de câble interrompait nos émissions.

Grâce à la rapidité de nos équipes techniques, quelques heures plus tard nous étions en mesure de réémettre à nouveau. Merci à nos techniciens et merci à nos auditeurs de leur fidélité.

EUROPE 1.

UN MAGISTRAT SUSPENDU EN HAUTE-MARNE

Le prix d'un secret

Un magistrat est-il en certaines circonstances moins bien protégé que le commun des justiciables des méfaits de la rumeur et des procès fantômes instruits à partir de « on dit » ? L'exemple récent d'un juge d'instruction de Chaumont (Haute-Marne), M. Georges Varin, invite à y réfléchir.

Ce magistrat est l'objet d'une interdiction temporaire d'exercer ses fonctions. Il l'a apprise officiellement au début du mois de février... après avoir été présenté tout à trac dans la presse et à la télévision locales comme l'auteur « possible » des déclarations les plus graves complétement démenties, ou l'utilitaire fantasque d'une jurisprudence toute personnelle.

En principe, cette décision d'interdiction temporaire — qui ne marque pas la conclusion mais le début d'une enquête — n'aurait pas dû être rendue publique. La loi l'interdit. Mais, cette divulgation a eu lieu. M. Varin n'a été frappé à ce jour d'aucune sanction. Il n'a pas encore eu en main les pièces d'un quelconque dossier disciplinaire. Il n'a encore pu produire devant personne la défense ou la réplique qu'il pourrait opposer. A fortiori, il ne s'est vu signifier aucune incrimination.

Il ne s'agit pas de défendre le secret pour le secret. Qu'importe le cas concret ? Dans une petite ville, un juge chargé depuis plusieurs années de régler tous les petits conflits, civils, pénaux, professionnels, des tutelles, du remembrement, s'attire nécessairement des inimitiés. Avant même qu'on sache si elles sont légitimes, le voilà, par cette publicité intempestive, nimbé d'un halo de conjectures contradictoires et nuisibles à son — modeste — avenir, quoi qu'il arrive. Ainsi compris, le secret temporaire n'est-il pas sage ? Sans doute a-t-on vu, dans un passé récent, des magistrats du siège et du parquet qui faisaient l'objet de poursuites disciplinaires prendre les devants et porter eux-mêmes sur la place publique les éléments d'un débat qui avait souvent précédé son développement. C'était là leur affaire et question de stratégie, pour eux et leur organisation syndicale. Mais qu'un magistrat obscur, relativement âgé, de rang modeste, sans autre espoir que celui d'une fin de carrière tranquille, vienne à être ainsi placé — à tout hasard — à son lieu, impuissant et désarmé, sous le feu des « soupçons » publics dont il reste une trace, quoi qu'il

Le silence contre la rumeur

Tel est l'enjeu du secret préalable, telles sont les conséquences de son attraction. Ce secret peut-il, au contraire, paraître choquant parce que excessivement protecteur ? Si un magistrat se signale à l'attention de tous par des bizarreries ou des inobservances de la loi, cela ne peut pas ne pas se savoir et être sanctionné en temps utile. Que la sanction et son explication soient alors connues de tous. Mais quand la rumeur a été mise devant les bœufs, comme à Chaumont, comment se relever des ravages de la rumeur dans un milieu fermé, attentif seulement au pis et peu enclin à recueillir ses propres erreurs de jugement ?

Le simple citoyen qu'on accuse, alors qu'il est encore réputé innocent, a cent moyens de contre-attaquer. Le magistrat n'en est pas dépourvu, pourrait-on objecter : celui de Chaumont a obtenu en réitérant la saisie — toute symbolique — des journaux incriminés, et il a déposé une plainte contre X... pour violation du secret professionnel. Ces moyens, il les a tous, en effet — seul un, celui de parler, entamé qu'il est dans une obligation de réserve qu'il ne briserait qu'au prix d'une nouvelle — ou d'une première — faute.

C'est donc surtout à la cohorte des magistrats de petites villes qu'il faut songer dans cette défense du secret, préalablement à l'éventuelle sanction de fautes avérées. Plus exposés à la vindicte, aux pressions latérales ou à la rancœur de mécontents, ils sont plus vulnérables.

Confondre discrétion momentanée et dissimulation ne serait pas bon. Confondre enquête et sanction ne l'est pas non plus. On risque de voir des sanctions venir justifier, sans vraie raison, des rumeurs insistantes. On risque de placer par ce mauvais procédé — ici par négligence, là par malveillance — le magistrat de base de province sous une épée de Damoclès d'un nouveau genre : la rumeur de Chaumont ou d'ailleurs.

MICHEL KAJMAN.

UN PROCÈS SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

«Antoinette», Playtex et l'ayatollah Marchais

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean Serre, entendait, mardi 13 février, les plaidoiries du procès qui oppose la société Playtex au mensuel féminin de la C.G.T. «Antoinette». Cette entreprise de lingerie féminine s'inspire d'un article publié dans le numéro d'avril 1978 du magazine, décrivant, sous un jour digne des Temps modernes, les conditions de travail dans les deux usines de La-Tour-du-Pin (Isère) et d'Épinal (Vosges).

M. André Weil-Curiel a eu beau jeu de démontrer que la défense n'avait pas su, le 16 janvier, lors de l'audition des témoins (le Monde du 18 janvier) évaluer de façon suffisamment convaincante la plupart des allégations de l'article. Il a dû cependant admettre que les jeunes ouvrières de Playtex, dont les témoignages sont à l'origine de l'article, étaient, pour une part,

PRISON FERME REQUISE CONTRE YVES SAINT-MARTIN

L'audience qui s'est déroulée, mardi après-midi 13 février, devant le tribunal correctionnel de Paris (14^e chambre), a permis de faire toute la lumière sur l'accident de la circulation qui, le 5 décembre 1977, sur la R.N. 16, entre Arcueil et Le Mesnil-Aubry, provoqua la mort de deux personnes, en blessant une troisième, et mettait en cause le célèbre jockey à la cravache d'or Yves Saint-Martin (le Monde du 8 décembre 1977). De batailles juridiques, en réclame de responsabilité, l'audience devait se terminer tard dans la soirée par une mise en délibéré du jugement, après que le substitut, Mme Annie Grenier, eut réclame une peine d'un an de prison, dont trois mois ferme, contre M. Saint-Martin.

Les faits remontent au 5 décembre 1977 à 6 heures du matin. Le jockey revient, en compagnie de son épouse, d'une soirée commencée au Paradis latin et terminée à l'aube chez Régine. Il se dirige vers son domicile à Lamorlaye (Oise), lorsque survient l'accident.

M. Yves Saint-Martin, qui reconnaît avoir bu plusieurs coupes de champagne, avoue toutefois ne se souvenir de rien. « Je n'ai senti aucune fatigue et je pense que j'ai dû m'endormir », dit-il. Il donne une explication au tribunal. Toujours est-il que sa Cadillac a heurté « quasi tangentielle », la R-14 de M. Michel Boutaric, lui-même infraction. Ligne continue, avant d'être déporté sur sa gauche et d'aller violemment percuter contre un troisième véhicule conduit par M. Frédéric Blumel. Ce dernier a à son bord M. Charles Facy, cinquante-deux ans, son beau-père, et Mme Michèle Blumel, vingt-sept ans. MM. Blumel et Facy sont tués, et Mme Blumel gravement blessée. MM. Yves Saint-Martin et Michel Boutaric seront tous deux inculpés d'homicide et de blessures involontaires, et le jockey sera inculpé pendant huit jours en décembre 1977. — (Corresp.)

Quelques petites erreurs

Reconnaissant qu'Antoinette avait commis quelques petites erreurs, M. Schillingier, défenseur d'Antoinette, a toutefois tenté d'expliquer que le but recherché était « légitime » et qu'il n'y avait par conséquent pas lieu de poursuivre. Il a cité différentes publications officielles et syndicales consacrées aux mauvaises conditions de travail, certaines citant notamment des entreprises qui n'ont pas jugé bon de déposer plainte d'autres plus vagues : « Si nous n'avions pas donné d'exemples, on nous aurait traités de faiseurs. Nous en donnons, on nous traite de difamateurs ».

Jugement le 13 mars. BERTRAND LE GENDRE.

Une réunion en faveur des quatre « autonomes » condamnés

L'« ultra-gauche », comme un son félé

Cela tenait de la Cour des Miracles, politique s'entend, de l'assemblée générale manière « gauchiste » et de la gentille veillée mondaine, intellectuelle — grands et petits — à la clef. Telle fut, mardi 13 février, à Paris, de 21 heures à 23 h 30, la réunion organisée par le CINEL (Centre d'initiatives pour de nouveaux espaces de liberté) (1) en faveur des quatre jeunes gens condamnés le 23 janvier à des peines allant de deux à quatre ans d'emprisonnement après les incidents du quartier Saint-Lazare et qui doivent être jugés en appel le 23 février.

En blouson de cuir ou en veste de velours, keffieh palestinien autour du cou pour certains, quelque quatre cents personnes ont participé à ce débat inégal et décevant. D'emblée, il était cependant apparu qu'un sursaut était nécessaire, « compte tenu de l'absence de réaction de la

gauche et de l'absence d'initiative de l'extrême gauche face à la répression subie par les quatre de Saint-Lazare ». Ce ne fut pourtant, tout au long de la soirée, qu'une succession de prises de parole confuses ou contradictoires. Un militant de la Jeunesse ouvrière révolutionnaire groupuscule trotskiste, proposa, avec le seul mérite de la constance, une « mobilisation » devant le Palais de Justice. Un « militant » (version « je ne puis passer une semaine sans le voir ») prévit qu'il descendrait dans la rue barre de fer à la main, quoi qu'il arrive. Le petit monsieur de parti communiste internationaliste rappela que, sans recours à une base marxiste pure et dure, il n'y avait point de salut.

Une petite allusion aux « intellectuels » qui ne sont bons qu'à pétitionner — la « race des signeurs », — un anathème contre un « quaternon d'autonomes » assoiffés de pouvoir, singeant les Brigades rouges italiennes, l'assurance, lancée par un quidam, qu'il « y en a marre de l'apologie de la classe ouvrière de manière rétrograde », achievement de transformer cette réunion en une foire d'empoigne à faire balser les bras au plus valeureux des militants.

A coup sûr, le spontanéisme ne paie pas. Lorsqu'une personne essaie de rétablir l'ordre des choses en demandant, à 23 heures : « Allons-nous laisser les quatre en tôle pour quatre ans sans réagir ? », il était déjà trop tard. Une partie de l'assistance avait scandé le dérisoire « Morte ! En-gue ! Lénine ! Staline ! Mao ! » refrain d'un autre âge. Un autonome de choc avait lancé à un faux frère l'invitation guerrière remontant à la commune : « Viens te battre ! ». On ne pouvait, dans ces conditions, que conclure « au faible niveau d'éducation politique, etc ». Dans la salle, l'ordonnateur (1) des débats appela ainsi à une nouvelle réunion, jeudi 15 février. Une « reprise de la séance » en quelque sorte.

Mardi 13 février, dans la soirée, l'« ultra-gauche » rendait comme un son félé.

LAURENT GRELSAMER.

(1) Le CINEL s'est formé à l'occasion du rassemblement de Bologne (Italie) contre la répression, sur l'initiative, notamment de M. Félix Guattari, intellectuel (le Monde du 21 septembre 1977).

FAITS ET JUGEMENTS

Deux jeunes Australiens assassinés dans la Drôme

Deux jeunes Australiens assassinés dans la Drôme. La police a découvert, mardi 13 février, au nord de Donzère (Drôme), dans une ancienne carrière, les corps de deux jeunes Australiens dont la mort remonte au samedi 10 février. Il s'agit de M. David Roy Harman, vingt-trois ans et de Mlle Melinda Park, vingt-et-un ans, qui ont, selon les premières constatations, été torturés avant d'être tués par balles. Les deux jeunes gens avaient été pris en auto-stop à Valence, le 10 février, par trois Allemands. Ces derniers, dont on ignore encore l'identité, ont été arrêtés en R.P.A. Il semble que deux d'entre eux soient les responsables de cette tuerie.

Les auteurs présumés du cambriolage de 145 kilos de métaux précieux, commis ce week-end dans une entreprise parisienne de traitement de l'or, ont été arrêtés, lundi 12 février, près de Toulon (le Monde du 13 février). Il s'agit de MM. Max Sabatier (trente-sept ans), Gilbert Gastinel (quarante ans), André Maxnou (quarante-neuf ans) et François Ledoux (vingt-huit ans), interpellés par la police nicéise près de Brignoles (Var), alors qu'ils s'apprêtaient à effectuer une transaction. Quatre personnes, MM. Bruno Fantasi et Jean Audart, Gilbert Ghirardi et Roger Attal, ont été arrêtés à Paris.

Un instituteur inculpé d'outrages à la pudeur. — Arrêté le 6 février pour dégradation et usage de stupéfiants (le Monde du 13 février), M. Didier Lavieille, vingt-deux ans, instituteur à Mas-Cabardès (Aude), vient d'être inculpé, en outre, d'actes impudiques sur mineurs de moins de quinze ans du même sexe, et outrages publics à la pudeur. Il aurait reconnu avoir commis ces actes avec deux de ses élèves du cours moyen. — (Corresp.)

Une centaine de dentistes inculpés de complicité de fraude fiscale

M. Claude Coulange, juge d'instruction à Marseille, a inculpé, lundi 12 février, après une information qui a duré trois ans, une centaine de chirurgiens-dentistes des Bouches-du-Rhône pour complicité de fraude fiscale. Lors d'une perquisition effectuée en 1976 dans les locaux du laboratoire méditerranéen de prothèses dentaires, dirigé par M. Ohanessian, les enquêteurs de la brigade du fisc avaient découvert une comptabilité de travaux sous-traités au paiement de la T.V.A. et facturés aux noms d'une centaine de dentistes. M. Ohanessian a été inculpé de fraude fiscale. — (Corresp.)

Tricherie sur l'essence. — M. Antoine Molana, P.-D.G. de la société des magasins Casino, demeurant à Saint-Stienne, a été condamné, mardi 13 février, par le tribunal de grande instance de Montpellier, à 3 000 francs d'amende, pour « tricherie sur la quantité de carburant distribué et emploi d'appareils mesurant ». Un contrôle du service des poids et mesures avait permis de constater, le 4 novembre 1977, que les huit pompes du magasin « Grand Casino de Montpellier avaient été démontées ».

Deux appareils avaient été réglés à la limite de l'erreur maximale tolérée, soit cinq millièmes en débit rapide et de six millièmes en débit lent. Enfin, une troisième pompe réduisait la fourniture de neuf millièmes en débit lent. L'Union départementale des consommateurs, qui était partie civile, a obtenu 3 000 francs de dommages-intérêts.

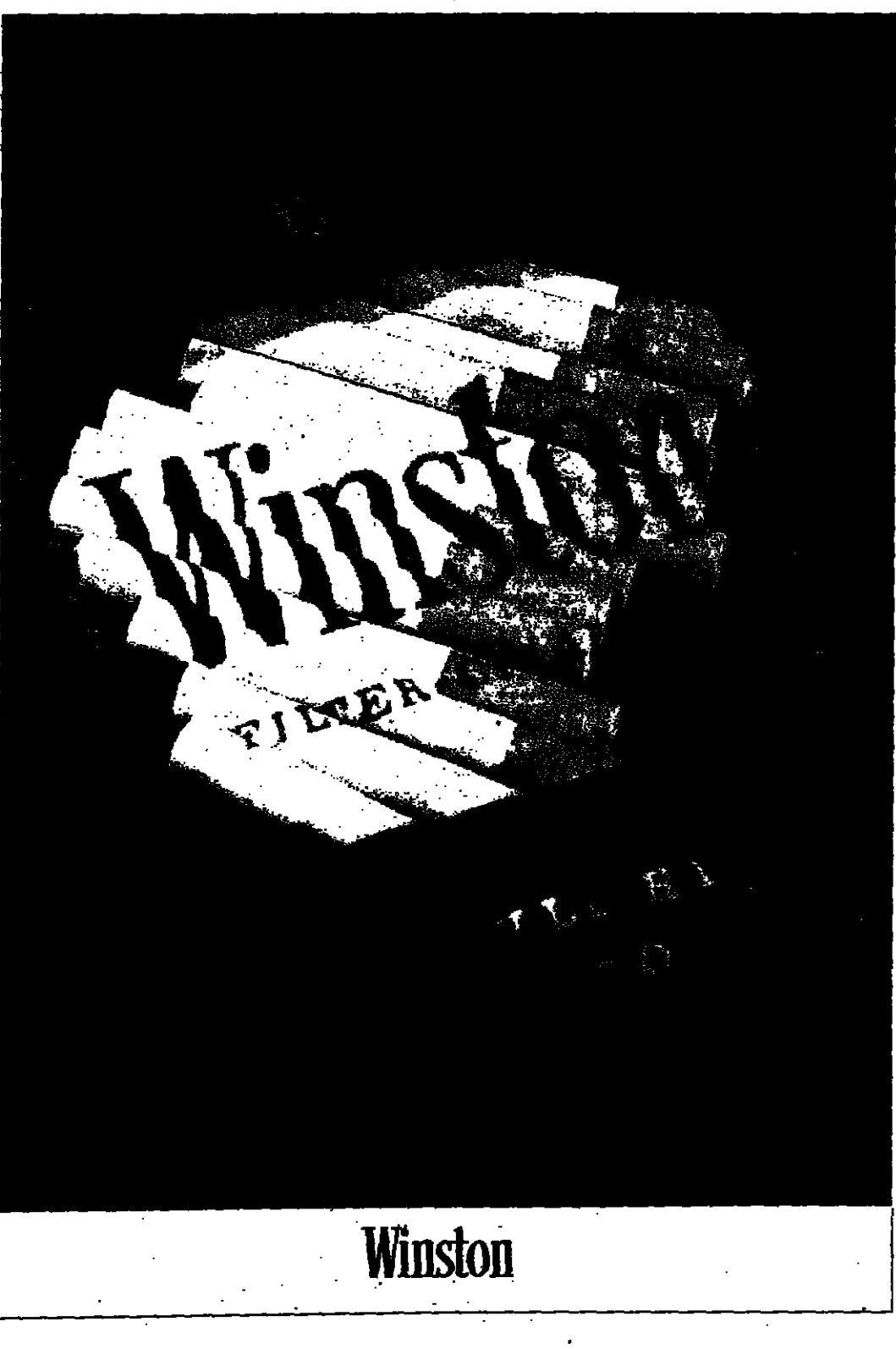
Un malfaiteur âgé de vingt-deux ans, Christian Bellia, originaire de Juvigny-sur-Orge (Seine-et-Marne), a été mortellement blessé par un policier, samedi 10 février, alors qu'il tentait de s'enfuir après avoir commis une agression à main armée dans un cercle de jeux marseillais.

Deux policiers de Vénissieux inculpés de vexisme

Deux fonctionnaires de police du commissariat de Vénissieux (Rhône) — un enquêteur et un secrétaire — ont été inculpés, lundi 12 février, de vexisme par M. Daniel Bachas, juge d'instruction à Dijon, et écroués à la prison des Baumettes, à Marseille. Les deux policiers avaient été mis en cause par une prostituée, âgée de dix-neuf ans, condamnée il y a quelques semaines par les gendarmes près du village de Saint-Tulle (Alpes-de-Haute-Provence).

Le parquet de Paris a ouvert, mardi 13 février, une information contre X... confiée à M. Emile Cabé, premier juge d'instruction, pour diffamation envers un corps constitué, sur plainte du conseil municipal de Saint-Ouen représenté par M. Fernand Lefort, sénateur et maire communiste de la ville, assisté de M. Joe Nordmann. Cette plainte vise un article publié le 10 janvier par l'« Express » dans une affaire de mesures inutiles par le tribunal de Bobigny et dans laquelle est impliqué Jacques Dugué, ancien entraîneur de basket-ball (le Monde du 13 février). Le conseil municipal était mis en cause dans cet article ainsi que le parti communiste français, alors que l'un et l'autre assurent n'être en rien mêlés à cette affaire.

Un engin explosif a endommagé, mardi 13 février en début d'après-midi, les locaux de l'Agence de travail temporaire Manpower à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). L'explosion n'a fait aucun blessé. L'attention a été attirée par cet acte protestataire « contre le travail temporaire ». Ce groupe s'était déjà manifesté au mois d'août 1978 en mettant le feu aux bureaux du port de plaisance de Saint-Jean-de-Luz.



L'étonnant pouvoir d'une voix de femme

« LULU », LE SECOND OPÉRA

par PIERRE BOULEZ

Liquides d'abord la quelle surpasse au sujet du troisième acte, l'agie de rendre justice à une œuvre jusqu'à présent mutilée. Qu'on ne s'attende donc pas à une révélation dans le sensationnel et propos de ce troisième acte : se plaçant chronologiquement entre deux œuvres connues, il n'apporte aucun élément nouveau dans le paysage de Berg, qu'on nous le connaissons ; mais il achève enfin une œuvre qui a souffert pendant plus de quarante ans d'une présentation incomplète. Etant donné le soin obsessif qu'il apportait Berg à l'élaboration formelle de ses œuvres, on est en droit de penser que *Lulu* se trouvait beaucoup plus déstructurée par une présentation tronquée que par l'instrumentation de la musique existante.

Au vu des documents posthumes, il est possible d'affirmer que l'œuvre a été terminée par Berg, que certains détails secondaires pouvaient être restitués sans crainte d'erreur, et que les nombreuses relations et correspondances thématiques qui relient ce troisième acte aux deux autres permettent de se faire une idée précise d'une éventuelle instrumentation de l'auteur. Friedrich Cerha a accompli ce travail avec soin, compétence et maîtrise, travail pour l'achèvement duquel il a collaboré avec ardeur et persévérance. Admettons certainement l'homme le mieux placé - le mieux équipé - pour pouvoir porter un tel jugement. Ce troisième acte existe désormais non plus comme mythe mais comme réalité : c'est dans cette version complète qu'on devra désormais aborder l'interprétation de *Lulu*.

sif, les textes de ses deux opéras, avec quelle stupeur ses proches le voient s'occuper tout à tour de Wozzeck puis de Lulu. L'étonnement de Schönberg vis-à-vis du choix de Wozzeck se reflète dans un texte de 1949 : « C'est à quel point je me suis surpris lorsque, dans un instant si bref, cet homme s'engagea dans une aventure qui paraissait condamnée au désastre : la mise en chantier de Wozzeck, drame d'une action si tragique qu'il semblait exécuté qu'on pût le remettre en musique. Objection plus grave : l'action comportait des scènes de la vie de tous les jours, en contradiction avec les canons de l'opéra. »

Ce jugement sur le projet de Wozzeck peut aussi bien s'appliquer à *Lulu*, et ce n'est pas sans appréhension que certains des familiers de Berg l'avaient vu s'engager dans une entreprise, à leurs yeux, aussi douteuse ! Ce qui était monnaie courante à Berlin ne l'était pas encore à Vienne, et si Brecht et Weill avaient donné le ton avec *l'Opéra de quat'sous* et *Mahagonny*, l'entourage de Schönberg — en dépit de Karl Kraus — ne voyait aucune relation directe entre la noblesse de l'Opéra et la description du demi-monde ou des bas-fonds, avec la crudité que cela suppose dans la description des situations et le langage utilisé dans les dialogues. Schönberg lui-même avait utilisé le théâtre éminemment comme expression « noble », que ce soit dans *Erwartung* ou dans *Die Gluckelieders*, et il s'occupait lui-même de la *Mohr*, et il est évident à quel point le théâtre de Wedekind était loin de ses préoccupations, pouvait même le heurter dans ses convictions profondes (c'est l'indignation de Beethoven dans l'avis de Don Giovanni).

touches noires, touches blanches, « glissandos », ainsi est typé un personnage dont la gouaillerie est le principal ressort. Mais là cesse des moyens plus subtils de désignation : le recours, par exemple, à des formes passées, à des rythmes surannés, à des tournures mélodiques trop douces pour être acceptées après complot. C'est ainsi que l'aspect « néo-classique » de cet opéra, le retour à des canons de l'opéra italien, à la manière de l'opéra-arietta, la référence expresse à ces dénominations écrites reprises surtout de l'opéra italien du début du dix-neuvième siècle, la parodie stylistique et la coquetterie avec des moyens désuets, peuvent être compris comme la description dérisoire des caractères en prise, et non comme un « retour à des formes passées ».

D'ailleurs, l'emploi des formes musicales est un des phénomènes les plus complexes et les plus attachants dans *Lulu*. *Wozzeck* est une œuvre posthume, mais le langage existait déjà avec force, mais dont la forme restait à pourvoir. Ainsi Berg a pu arranger les scènes de Büchner, sans contrainte artificielle, dans un schéma général où la structure musicale va créer la structure dramatique. Dans le cas de *Wozzeck*, le problème est tout autre. Berg se trouve en présence de deux pièces inachevées ; le langage de *Wozzeck* est dissursif, alors que Büchner concentrait une situation dans un échange lapidaire. Il lui faut donc « réduire », au sens littéral du terme ; il lui faut également éviter la dispersion dans l'anecdote.

signe de la mort, la sonate est le *signe* de l'opposition entre deux êtres, alors que le canon est celui de leur parallélisme, les variations étant le *signe* de l'ambiguïté. Certes, sur le papier, on peut trouver quelque naïveté à ce vocabulaire de *signes*, il n'empêche qu'il s'avère d'une redoutable efficacité.

Il resterait à parler du langage musical lui-même. Chacun sait qu'il s'agit d'un opéra fondé sur la technique de la série de douze sons. Est-ce à imposer ? Au point de vue de la composition, c'est évident. Berg, en disciple fidèle de Schoenberg, accepte le dogme de l'unité préchée par son maître ; en principe donc, une même série préside à l'invention de la thématique, de l'invention, de l'écriture. En fait, il s'agit d'une respectueuse simulation : la série originale devient rapidement une référence mythique, à laquelle Berg n'a guère recours que par précaution. Qu'est-ce qu'il fait de cette série ? Par des artifices difficiles, voire impossibles à déceler si l'on n'en connaît pas des méandres, il crée des figures thématiques qui s'attachent aux différents caractères : Lulu, Schön, Alwa, Schigolch, aux situations et sentiments multiples qui traversent l'action et s'entrecroisent de façon multiple.

En ce sens, la série unique donne naissance à de véritables leitmotivs wagnériens, très fortement caractérisés, augmentés même d'une fixation instrumentale qui aide l'auditeur à les percevoir comme signaux : entre

autres, le piano pour l'athlète, le violon pour le marquis, le saxophone pour Alwa, l'altissimo pour un dogme de la série promulguée par Schönberg ; si la respecte et, en même temps, il ignore, ou il la manipule avec une telle liberté, une telle désinvolture, qu'il veut y trouver. Certaines des figures musicales extorquées aussi bien sans la série ; le chromatisme de Schoenberg, le pentatonisme de Hindemith, le tonalisme de Geschwindt, tout cela est extorqué à la série sans aucune justification que la volonté de placer les symboles dramatiques désirés à l'intérieur du cadre magistral schönbergien ; une surprise de l'obéissance qui surprend l'audience : « Sur la sur », murmure-t-elle.

apparence. Dans le choix de son sujet comme dans l'obédience technique, il ne s'en réfère qu'à lui-même et trouve le vocabulaire adéquat qui convient à son expression. Il simplifie son langage en même temps qu'il le remplit de références, au passé, au présent, à l'avenir, à la terre, aux astres, aux éléments, aux atmosphères, aux-cosmes de Wozzeck ? Il est certain que, du simple point de vue de la difficulté, *Lulu* présente un abord plus accessible que l'opéra précédent. La complexité est plus profonde : il faut aller la trouver dans l'agencement formel, dans les rapports multiples établis entre les personnages, les thèmes, les différents organismes que sont les thèmes, les scénèmes, les rythmes : il s'agit d'une simplicité trompeuse, mais efficace.

L'obsession du miroir

Berg lui-même n'a révélé ces côtés insolites de son caractère que dans les deux œuvres de théâtre auxquelles il s'est consacré. Sa musique de chambre, le choix des textes pour ses lieder, ne trahissent bien davantage un artiste de la « sublimation ». Or, la *Suite lyrique*, œuvre de sublimation s'il en est, précède immédiatement la plongée dans un monde dont la brutalité et le réalisme semblaient si peu faits pour lui, et le *Concerto de violon*, requiem virginal, a été écrit immédiatement après la composition de *Lulu*. Faut-il croire à une attitude morbide ? Faut-il s'attacher plutôt à une critique sociale ? Berg présente tour à tour les deux victimes que sont Wozzeck et Lulu, et souligne avant tout la détresse du jeune destin, la dégradation progressive de leurs rapports avec la société, de leurs espoirs de progrès à des forces contre lesquelles ils sont trop faibles pour lutter.

Lulu est certainement une « moralité », une sorte de *Kate's Progress* : ascension sociale des pauvres qu'un meurtre rendent riches, promotion d'Arthur Schopenhauer, dégradation progressive de sa condition jusqu'à l'état misérable de prostituée à Londres. Berg a concentré volontairement cette symétrie en confiant les trois rôles des « clients » de Lulu dans ses rues de Londres aux trois personnes qui meurent par sa faute. Le médecin, le peintre, le docteur Schön dans les deux premières actes correspondent respectivement au professeur, au prince, à Jack l'éventreur dans le troisième. Le docteur Schön tue de la main même de Lulu celui par qui Lulu devient célèbre. Qu'on ne croie pas à une simple économie de théâtre sur une pièce aux nombreux personnages ! Berg a inventé ce parallélisme qui n'était point chez Wedekind, et l'a souligné par des rappels musicaux si évocateurs qu'on ne peut se tromper sur leur signification. Plus il a modifié et réarrangé Wedekind de façon à accentuer la chute de cette montée vers la dégradation.

Depuis toujours, Berg a montré
un ferveur pour les formes symé-
triques : plus il a avancé dans
son œuvre, plus cette simple
préoccupation est devenue une

obsession essentielle. Toutes ses dernières compositions s'ont développées sur des thèmes obsessionnels à une symétrie plus ou moins stricte. C'est le cas de la *Suite lyrique* ou trois mouvements de plus en plus rapides s'entre croisent avec trois mouvements de plus en plus lents, et où le mouvement rapide marque le passage à l'ultra-symétrique. C'est le cas du *Kammerkonzert*, où la symétrie des deux premiers mouvements s'inscrit dans le troisième, combinaison des deux premiers ; c'est le cas du *Vin*, où le mouvement central symétrique sert de pivot à deux autres mouvements qui se rapportent à l'image l'un de l'autre ; c'est le cas du *Concerto de violon*.

C'est bien évidemment le cas de Lulu, où l'épisode-chânière, l'emprisonnement de Lulu, celui que l'on ne voit pas sur scène — pour lequel il avait songé à une réalisation filmée, — sert de pivot central à la forme entière de l'opéra. Il est curieux de voir comme des deux pièces de Wedekind, dont le découpage est balancé différemment, Berg tire trois actes dont la symétrie déplace l'accent dramatique de la mort de Schön vers l'absence momentanée de Lulu par l'emprisonnement, point de non-retour dans l'opéra.

[illegible]

La forme con

Tout son effort va aller vers une «formalisation» des rapports du texte et de la musique, formalisation beaucoup plus complexe que celle de Wozzeck, où, tout au moins de l'opéra, à une scène correspondant une idée, que ce soit une idée formelle stricte ou non — sonate, formes précieuses —, que ce soit une idée tactique — invention sur un son, sur un accord, etc.. Pour une dramaturgie qui n'est pas écloisonnée en scènes courtes comme celles de Wozzeck, mais qui se déroule sur de longues durées, avec des entrecroisements et des retours, cette formalisation requiert une plus grande complexité, et une plus grande profusion de moyens. On pourrait dire que Berg recourt tantôt à des formes strictes, tantôt à des formes si flexibles qu'elles sont presque des non-formes, des formes, en tout cas, qui, mélodrame, récitatif, impliquent une obéissance directe au texte, tandis que les autres, avec un degré plus ou moins grand de complexité, formalisent le texte à s'insérer dans une dialectique musicale basée sur différents types de critères, liés au rythme ou aux schémas traditionnels.

C'est en ce sens qu'on pourrait parler de formes acceptées, comme la sonate, le canon, acceptées et reprises de l'histoire, et de formes inventées, où une hiérarchie spécifique — comme celle du rythme — va dominer toutes les autres dimensions du langage. Dans des scènes particulièrement complexes où il ris-

que l'éparpillement au détriment de la continuité, on dirait que Berg s'est prévu un cadre d'œuvre, d'immenses tableaux pour être éfricés, suffisamment ample pour admettre les accidents du paroxysme dramatique. C'est le cas de la scène où Schön accule le peintre au suicide : la conversation est menée sur un ton rythmique obstiné (la monorhythmie, toujours liée dans l'opéra à l'idée de mort) mu par une accélération constante ; la vitesse et l'intensité maximales ayant été atteintes au moment même où on découvre le cadavre du peintre, cette symphonie exotique perd sa vitesse, d'intensité jusqu'à l'arrivée supposée de la police.

De même, la deuxième scène du troisième acte, qui se passe à Londres, commence dans la plus grande hâte avec la visite du premier client, le professeur, et ralentit progressivement jusqu'à la mort de Lulu, qui se passe dans un tempo de cachemera, étonnamment lent. Le manipulateur de la scène, dans ces deux cas-là comme dans plusieurs autres, est un des traits les plus significatifs de sa façon de réagir quant à l' anecdote. Le ralentissement ou la précipitation servent à « formaliser » les discours et à réaliser, à lui donner, de ce fait, une résonance magnifiée au-delà de son sens littéral.

Il est à peine besoin d'ajouter qu'il y a, dans certaines scènes musicales, comme des *signes* de certaines conflits, de situations données. Si la monotonie est le

L'intrusion de la modernité

Quant aux références aux musiques de jour et de nuit, regroupez-les si elle s'agit de Wedekind, son contexte 1900 pour le plaisir résout dans le moment de la composition, elles n'en suivent pas moins l'exemple de Stravinsky et de Weill, et montrent la perméabilité de Berg à l'actualité. Il est difficile de dire aussi, mais c'est évident, que le regard de l'opéra critique ou si elle est adoptée pour les besoins directs de sa cause dramatique.

Ainsi *Lulu*, quoique présentant nombre de traits communs avec *Wozzeck*, se présente sous un jour bien différent, plus orné, plus permis, plus libre, plus riche, plus "alors" spécialement au courant berlinois. Les traits sont plus accusés, plus provocants,

D'une façon encore plus déterminée qu'auparavant, Berg nous décrit un monde où la critique et la dérision accusent les ombres, que ni l'élégie ni la nostalgie ne sauvent du désastre le plus trivial.

Cependant, la qualité directe, voire agressive, du propos se réfère sans cesse à une complexité et à une richesse d'intentions que le choc premier n'épuise pas. Ce n'est plus le baroque de Wozzeck et la nostalgie du passé qu'il suscite ; c'est l'intrusion dans l'opéra de la modernité — le dernier moment où l'opéra « moderne » représentait une quête valide, sous cette forme directement héritée de la tradition. Quel est été le troisième opéra de Berg ?...

UN ENTRETIEN AVEC ROLF LIEBERMANN

Lulu enfin libérée

« CELA se passait en 1950, dit Rolf Liebermann, administrateur de l'Opéra, l'ancien directeur musical de Radio-Zürich. Je savais, pour les avoir vues, que des esquisses assez poussées du troisième acte de Lulu existaient et j'avais pu me rendre compte que peut-être bien le maître de l'Opéra (créé à Zürich précisément en 1937 dans sa version en deux actes) se trouvait dans le dossier ou, du moins, que c'était le couronnement de l'œuvre et qu'il donnait la conclusion des deux premiers. Et puis, il y a ce hymne, cette quatrième sonore, qui viennent du grand interlude en ré mineur de Wagner, et, dans l'œuvre symphonique de Lulu, nous donnait déjà une idée. Berg en avait tiré la matière, dès 1934, de ses esquisses pour le troisième acte.

— C'est pour cela que j'étais convaincu que seul un compositeur de premier plan pouvait terminer l'ouvrage. Schönberg avait refusé de le faire à cause d'une exclamation : « Sale juif ! » qu'il lui était parvenu de mettre en musique. Alors j'ai pensé à Florent Schmitt, le frère de Maurice Strakosky. C'était, à l'époque, un très bon musicien. Comme on peut le lire dans le rapport très précis de Friedrich Cerha — puisque c'est à lui finalement qu'a été confiée la réalisation du troisième acte que nous allons présenter à l'Opéra — Berg a établi pour les soixante-quatre minutes de l'acte I « partiellement » une réduction sur un seul instrument, au piano, d'un orchestre de dix-huit cordes, au-dessous de la ligne vocale, de l'accompagnement, avec non seulement des indications de phrasés, d'articulation, de tempo et d'instrumentation, mais aussi des nuances et des directives pour la mise en scène. Un tiers était orchestré complètement et les autres pour être complétés par l'orchestre. Parmi les dix-huit cordes déjà existantes, le reste était très largement accru, sans lui être dû dix minutes qui étaient

affaire d'intuition. Il n'y avait donc aucune raison de ne pas acheter Lulu, car on trahissait bien plus l'esprit de l'œuvre en donnant seulement deux actes qu'en arrangeant le dernier.

« Je suis donc allé à Vienne pour tenter d'obtenir de la veuve du compositeur, Hélène Berg, la permission de confier ce travail à Pierre Boulez. C'était très compliqué parce que, dans la journée, elle était d'accord, puis la nuit elle parlait en rêve à son mari et le lendemain elle refusait. Il fallait alors essayer de la convaincre à nouveau, et ça recommençait !

- En 1959, l'ère que l'ai été nommé directeur de l'Opéra de Hambourg, j'ai essayé une deuxième fois de décider, Héliane Berg donner son autorisation, pensant que le caution de Pierre Soulez, beaucoup plus connu qu'en 1950, pouvait être un argument déterminant. Mais les stermolements recommençaient, et dans son testament rédigé en 1969 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, Héliane Berg devait aller jusqu'à interdire aux chercheurs la consultation de tout le matériel concernant le troisième acte.

« Le testament, publié en 1976, était torturé, mais l'éditeur avait ses droits à faire valoir puisqu'il avait signé de la main de Berg, en contrat pour un opéra en trois actes. Pour appuyer la position de l'éditeur, il y a bien sûr la curiosité très compréhensible des musiciens à l'égard d'un fragment inconnu d'un ouvrage qu'ils considéraient depuis longtemps comme un chef-d'œuvre, mais il y a aussi beaucoup de gens qui, pour une raison ou une autre, sont opposés à la réhabilitation et à la diffusion de ce qui est la torture d'un testament. Ces choses-là sont très vivement ressenties à Vienne en ce moment.

- Dans les faits, le conflit se résout ainsi :

La Fondation Alban Berg, unique héritier des drôles du compositeur, est naturellement tague, ou son palme de se voir dépossédée de ses droits, de faire respecter les dernières volontés de sa veuve, mais comme l'éditeur, *versus du contrat signé qui est en sa possession, a autorisé l'Opéra de Paris à donner des représentations de l'œuvre dans sa forme intégrale, le curatorium de la Fondation l'qui a déjà soumis le travail de Carha à un certain nombre de personnalités musicales faisant autorité comme Stokestechnichou ou Kranev, et les a evisé comme un chef d'œuvre, le droit se prononce, l'éditeur rampe sur le devant de cette version complète. Cela dépendra non seulement de l'opinion de ses membres, mais aussi de l'accueil qui y sera fait par le public et dans la presse. C'est dire si nos représentations doivent être considérées comme une véritable nouveauté. L'engagement dans cette partie difficile que nous avons à jouer, c'est que la création de ce troisième acte m'a occupé depuis vingt-neuf ans. Il y a comme ça dans le vieu dix ou trois choses que l'on poursuit inlassablement pour parvenir à se réaliser un jour, comme par miracle.*

« Les Editions Universal ont finalement confié la réalisation de la partition à Cerha, qui y a travaillé depuis 1962, mais j'ai toujours pensé que ce serait Boulez qui dirigerait ; il est resté longtemps hors de France, le voilà maintenant fixé à Paris. Le hasard a fait que Chéreau, avec qui j'ai réalisé le travail que, l'on sait à Bayreuth ces dernières années, avait justement signé, au début de sa carrière, une mise en scène de Lulu, pour le Piccolo Teatro di Milano. Ainsi, les choses s'achèvent d'elles-mêmes et, pour moi, c'est « arrondi » le travail de Hambourg.

Propos recueillis par
GÉRARD CONDE.



« La Musique », de Gustav Klimt (1895)

L'artiste n'est pas bien séduisant à voir, petite silhouette maigrelette aux cheveux courts, presque ras, voix qui se voudrait chantante mais se fonce souvent, comme sombre et sourde. Mais il est fascinant. Tout à l'heure, il empruntera une robe plus glorieuse pour se glisser dans le personnage du prince Kungu Pott, un des amants de Lulu au dernier acte de « La Boîte de Pandore ». Mais pour l'instant, c'est un conférencier éblouissant, qui a réuni en privé au Kärntner Hof de Vienne, ce 29 mai 1965, un auditoire choisi, habitué d'autres « lectures » d'auteurs classiques et contemporains qu'il vient régulièrement, et formé de lecteurs assidus du célèbre « Fackel », ce journal satirique qu'il rédige presque seul, et qui, numéro après numéro, fouaille la « Schlampe » (routines + désordre) viennoise comme un amoureux furieux.

Dans l'auditoire de cette première présentée par Karl Kraus, Alban Berg. Il a vingt ans. C'est sa première rencontre avec Lulu.

LU-CHÉREAU - LULU-CHÉREAU - LULU-CHÉREAU - LULU-C

Quatre jours à Baden-Baden

● DEBUT NOVEMBRE. — Patricia Chéreau se rend pour quatre jours à Baden-Baden afin de travailler avec P. Boulez : « J'ai d'abord essayé de me familiariser avec la musique, avec le rythme même de l'œuvre, car le temps musical est différent du temps théâtral. J'ai monté la pièce de Wedekind en 1972 à Milan, au Piccolo Teatro, mais je ne connaissais pas l'opéra. J'ai essayé de comprendre le travail de Berg, qui a coupé un peu plus de la moitié du texte et a organisé cette matière brute dans un jeu de formes musicales. Boulez m'a aidé à déchiffrer ces structures, qui traduisent toutes très concrètement des situations ou des conflits. Si le Dr Schöen entre en scène, c'est une sonate, et ce sont les vents qui accompagnent le faux père asexué de Lulu. Et ces thèmes reviennent dans l'œuvre, comme les leitmotivs chez Wagner, mais avec une plus grande responsabilité dramatique. Aborder Berg me fait travailler sur la postérité et

l'acquis de Wagner. C'est une musique qui se pose, elle aussi, des problèmes de théâtre.

« Les intuitions de Berg recourent deux ou trois choses de ma première mise en scène de Lulu. Son matériau musical est très daté, et l'avis moi-même situé la pièce dans les années 30, alors qu'on a l'habitude de la monter en costumes 1900. La situation dans les années troubles qui précèdent la prise du pouvoir par Hitler peut lui donner une plus grande dureté et rendre plus dangereux tout le monde décrit par Wedekind. En même temps, cela permet un type de décor absolument glacé, de marbre gris et noir, et le fait suffoquant et inhabité, sans anecdote. On arrive à une chose impitoyable, coupée du réel, pas toujours agréable à l'œil. Monter l'opéra me permet aussi de travailler sur la langue allemande, la française et surtout l'italien, n'ont pas la mesure et la brutalité. »

Chez lui

● DEBUT JANVIER. — La grève des machinistes de l'Opéra dure depuis le 22 décembre. Les cinq premières répétitions techniques de Lulu sont annulées. Chéreau, qui doit commencer les répétitions avec les chanteurs le 15 janvier, est un peu inquiet. La première est toujours fixée pour le 24 février. Il travaille chez lui, en écoutant la musique, et en surchargeant de notations les marges du texte. Dans son bureau, sur quatre planches de bois soutenues par des tréteaux, s'alignent des romans de Thomas Mann, Robert Musil, Joseph Roth, des livres sur Berg et sur Wedekind, les photos d'August Sander et d'Erich Salomon, un livre d'architecture sur Berlin.

« Je travaille sur le texte, et non sur la musique. Quand je regarde la partition, je déchiffre mal ce qui se passe sur le plateau. Le flot de la musique m'empêche parfois d'avoir des idées. J'essaie d'imaginer beaucoup de possibilités techniques, d'organisation de l'espace, de mouvements. Mais tant que je n'ai pas vu les chanteurs marcher, je ne sais pas comment ça se passera. Tout ce que je note, ce sont des possibilités psychologiques : « elle pourrait faire ça », « mais elle pourrait aussi faire ça ». Au théâtre, on donne des indications à un acteur, et à force de les nourrir, on obtient finalement une certaine intonation, un certain rythme. Les nouveaux metteurs en scène donnent d'abord l'intonation, qu'ensuite l'acteur doit habiter. Mais, à l'opéra, on a déjà l'intonation et le temps de la scène. Au lieu que ce soit une pure gymnastique, il faut trouver la justification psychologique, qui fait que la chanteuse ne peut chanter que cette

phrase musicale à ce tempo et à ce rythme. La dernière chose à faire est de regarder que les chanteurs ne parlent pas : il faut rendre la musique nécessaire, en émanant les phrases musicales, mais sans les interpréter, sans mettre de scories dans le chant.

« Il y a une qualité théâtrale formidable dans Lulu : c'est écrit par un acteur, Wedekind jouait lui-même le rôle de Schöen et de Jack l'Éventreur. Il faut prendre du plaisir à la façon dont c'est écrit, comme un très gros roman-feuilleton invraisemblable, mais avec une vraie profondeur psychologique, et un humour formidable. Un des problèmes est d'arriver à raconter pourquoi tout le monde se tue, pourquoi il y a tant de cadavres. C'est une erreur de jouer Lulu comme une vamps, c'est une femme qui attire les gens suicidaires. Elle est parfois apathique, parfois très

vieille, elle a aussi des rêves très petit-bourgeois : elle veut épouser Schöen. Le personnage de Lulu est beaucoup plus vertigineux que celui de la femme fatale : ce n'est pas une coquette, pour moi elle n'incarne pas l'éternel féminin, je voudrais éviter le cliché masculin d'une femme provocante. Lulu n'est jamais exactement ce que les hommes attendent d'elle, elle semble vivre dans un autre monde, et sa présence devient une espèce de bombe qui fait éclater toutes les contradictions, et même tous les conflits, dans ce monde d'hommes à ce point bloqué. Maintenant, tout dépend de la collaboration avec les chanteurs. Je les connais presque tous, ils ont presque tous fait Bayreuth ou les Contes d'Hoffmann, sauf la chanteuse qui fait Lulu. Les grandes manœuvres de séduction pour cette dame que je ne connais pas vont commencer. »

Sur le plateau de Créteil

● FIN JANVIER. Chéreau répète Lulu sur le plateau de la Maison des arts de Créteil. La grève des machinistes de l'Opéra vient tout juste de se terminer. L'assistant de Boulez dirige les chanteurs à la baguette, une femme au piano donne la musique, Chéreau indique aux figurants, qu'il a lui-même choisis, les entrées et les sorties. Lulu, c'est Teresa Stratas, une jeune chanteuse américaine d'origine grecque. Le petit pistolero noir avec lequel elle va tuer Schöen n'est pas encore chargé, les chanteurs répètent sans costumes, mais le grand escalier de marbre du second acte est en place. En neuf jours de répétitions, Chéreau a déjà mis en scène la moitié de l'opéra.

« La musique de Berg est d'une extrême violence : elle est formidablement efficace, électrique, théâtrale quand on l'écoute pour la première fois ; elle tape sur les nerfs quand on l'écoute sept heures par jour. Elle comprime les âmes sur le plateau, impose une contrainte

psychologique. Elle rend la description de Wedekind plus radicale et durcit les angles. Tous les hommes qui sont autour de Lulu semblent d'une hypocrisie plus brutale, et en même temps plus lyrique. La présence de Teresa Strates est une chance inouïe : il y avait le risque qu'elle ne soit qu'une soprano de plus, ce n'est pas le cas. Elle fait de Lulu un être très animal à la fois passif et plein d'envie de vivre, et qui entretient un rapport étrange avec la mort, ni puritain ni moraliste.

« Lulu est un opéra où l'on va aux limites de ce que peuvent faire les chanteurs d'opéra. À Bayreuth, je m'étais servi de leurs défauts, et de leur vocabulaire gestuel sans le modifier brutalement. Lulu interdit absolument une sorte de fausse noblesse théâtrale. Il faut que les chanteurs soient un peu plus nus que ce qu'ils sont d'ordinaire. »

Propos recueillis par HÉRY GUIBERT.

L'étonnant pouvoir LULU POUR

brillante d'un polémiste de génie, aimé et admiré de toute la « bande familiale » (Schönberg, A. Loos, Albenberg, Klimt...). Parce qu'elle donne à Berg accès à un mythe qui traversera ensuite toute sa vie, celui de Lulu, elle confère brusquement dimension et illumination à ce que le jeune musicien follement doué a déjà pressenti : l'étonnant pouvoir d'une voix de femme.

A vrai dire, ce pouvoir n'est pas tant d'ordre musical — ou alors la musique n'est si puissante que hors d'elle-même — que d'ordre humain. Il engage ce que Kraus lui-même considère comme indissolublement lié, lorsqu'il n'hésite pas à faire de l'intégrité morale de la personne un critère de l'intégrité artistique de l'œuvre (2). En Kraus en effet, Berg trouve beaucoup plus qu'un entraîneur aux combats nécessaires contre la « Schlampe » ambiante, que l'école de Vienne à la suite de Mahler tente de traquer.

On plutôt, ce militantisme culturel implique des stratégies que Berg fait siennes essentiellement : l'attention extrême portée au langage, à l'articulation des phrases, à la ponctuation du discours, à l'emploi du mot juste, toutes notions de base de la syntaxe schenkerienne, et, parce que les atouts portés au langage dans le cadre du langage-faire de l'établissement viennois de « feuilleton » et les journaux en général, le jeu dégradé des auteurs au Burgtheater, le désordre établi à l'opéra, la décadence et l'insuffisance préparation des concerts.) renvoie à une organisation sociale globalement décadente, le second point d'at-

taque sera celui où se marque avec le plus d'acuité l'aliénation sociale : la conception de la femme et de son désir.

La conférence de Kraus nous amène ainsi directement à considérer comment le drame de Lulu se constitue dans toute sa trajectoire et nous élit conduit naguère encore à regretter amèrement que le second opéra de Berg soit représenté sans son troisième acte, si précisément ces regrets n'étaient aujourd'hui hors de saison.

Lulu sans troisième acte, ce n'est pas seulement un spectacle auquel manquerait sa brillante et pittoresque péroraison (le salon parisien de la première scène, la mansarde londonienne de la seconde). Même s'il était réuni, l'achèvement de l'œuvre ne serait pas indispensable à la compréhension de l'opéra de Fucini : chez Berg, il est fondamental. Ce n'est que par lui que se constitue ce grand diptyque de l'ascension sociale de Lulu (jusqu'à son emprisonnement au milieu de l'acte II), puis de sa chute (jusqu'aux bas-fonds londoniens) : et il permet surtout aujourd'hui de creuser ce destin, en dépassant la simple opposition rappelée à l'instant.

Simple et presque simpliste : donc fausse. Très globalement, certes, cette histoire d'un don Juan féminin semble reprendre la structure bipartite de l'opéra de Mozart : à la fin de la première partie, le libertinage territorial semble encore vainqueur, le héros (l'heros) est à l'apogée de ses triomphes terrestres ; la seconde partie sera la narration de sa chute et de sa perdition. Don Juan a un émule : Barry Lindon ; Lulu, un modèle : Nana.

Fragments d'un discours amoureux

Ce ne sont pas tant les détails matériels qui amendent cette vision (après tout, dès la fin de la première partie, Lulu est dans cette « Passion » trouve les voies d'une autonomie et d'une association dont les principales étapes seront le refus de l'offense ignominieuse du proxénète-indicateur Casti-Plan (à je pars avec toi en Amérique, en Chine, mais je ne peux faire la seule chose qui va contre moi-même), la prise en charge et d'Alwa (son plus récent...) et de Schöen (et son premier amant...), et surtout de don Juan (elle-même) à Jack, sans parodie, sans rétroscène, sans avarice de soi, avec tous les risques possibles, dans une tentative ultime et désespérée d'aimer.

André et lecteur de Kraus à vingt ans, puis toute sa vie, Alban Berg a suivi l'éducation jusqu'au bout d'une initiation : la femme est « une somnambule ».

d'un destin, et la revanche d'une société, mais tout autant le surgissement d'une autre Lulu, battue à mort par la vie, mais qui dans cette « Passion » trouve les voies d'une autonomie et d'une association dont les principales étapes seront le refus de l'offense ignominieuse du proxénète-indicateur Casti-Plan (à je pars avec toi en Amérique, en Chine, mais je ne peux faire la seule chose qui va contre moi-même), la prise en charge et d'Alwa (son plus récent...) et de Schöen (et son premier amant...), et surtout de don Juan (elle-même) à Jack, sans parodie, sans rétroscène, sans avarice de soi, avec tous les risques possibles, dans une tentative ultime et désespérée d'aimer.

André et lecteur de Kraus à vingt ans, puis toute sa vie, Alban Berg a suivi l'éducation jusqu'au bout d'une initiation : la femme est « une somnambule ».

(1) Le texte de la conférence de Karl Kraus, inédite en français, paraît dans le numéro spécial de la Musique en feu consacré à Lulu. Autres textes de R. Kraus : F. Wedekind, Th. Adorno, E. G. M. Pato, D. Jancz, L. Richard, P. Michel, M. N. Rio, G. Frablin, A. Servan, etc. Ainsi qu'une « Entretien avec P. Boulez », paru dans le numéro de la Musique en feu, mai-juin 1979, Editions du Seuil.

(2) N. Wagner, loc. cit.

EN PREMIÈRE EXCLUSIVITÉ
SEUL A PARIS
LE MAXEVILLE - 14, boulevard Montmartre - 75009 Paris - Tél. 770-72-36

CLAUDE GUEDJ
PRÉSENTE

coco la fleur
candidat

un film de CHRISTIAN LARA
avec
ROBERT LIENSOL, JENNIFER
FELIX MARTEN, J.J. MOREAU

Rush Distribution

**COFFRET-DINER
RUSSE:**
à 7 Roubles

Au lieu d'arriver les mains vides, le soir de la St-Valentin, arrivez avec un dîner russe ! Dans une belle boîte noire il y a du caviar, du saumon, du borch, des projki, des blini et bien sûr de la vodka. Et si cela a bien marché !

Retournez en Russie le lendemain soir.
Au Grain de Caviar 1, rue du Marché St-Honoré
75001 Paris. Tél. 296 38 95

Le cours du Rouble est à 7 Francs. **AU GRAIN DE CAVIAR.**

CABARETS

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS

LIDO
NOUVELLE SUPER REVUE
« Allez Lido »
21h30 Dîner-Dansant
120 210
22h30 Champ Revue
0-45 2^e Spectacle
140

MOULIN ROUGE
BAL DU **franc 30**
21h30 Dîner-Dansant
198
22h30 Champ Revue
120 210

JEAN-MARIE RIVIERE
PARADIS LATIN
DINER SPECTACLE
24, rue du Cardinal-Lemoine PARIS 6^e
OUVERT LE DIMANCHE
(Février mardi)
Réservations : 325.22.23
Hôtels et Agences

**LA CANNE
A SUCRE**
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

**DES SPECTACLES
d'une roix de
LA VIE**

Le toni de l'exot langui

U.C.C. DIARRITZ
U.C.C. DANTON
U.C.C. OPERA
BIO OPERA
BOULEVARD MONTMARTRE
U.C.C. GODELINS
CALYPSO Vire-Charillon
INTEL Roter - GAMMA Argenteuil
MELIES Montreuil
PERRAY St-Gervais-des-Bains

INA
CYCLE
LUNDI 19 F
CLAPAU

PAR

صكنا من الامل

صكنا في الالعين

LE MONDE
et pouvoir
POUR

DES SPECTACLES

d'une voix de femme
LA VIE

par DOMINIQUE JAMEUX (*)

... LE MONDE — 15 février 1979 — Page 17

de l'amour, qui ne tombe pas quand on l'appelle ; par rapport à l'homme socialisé et donc contraint, elle jouit d'une complicité totale avec la Nature : elle est nature. Sa puissance sexuelle, infiniment plus grande que celle de l'homme, vient de cette complicité, et à la fois — c'est sa force et son tragique — lui assure l'omnipotence sur l'homme et haine vengeresse de sa part.

Du coup, cette vision de la femme, telle que l'acte III complet la dessine, permet de reconsidérer d'une manière particulière chaque œuvre de Berg précédant et entourant *Lulu* : comme le fragment d'un discours unique.

Cela vaudra naturellement d'abord pour ses œuvres où la voix féminine est convoquée pour chanter une essentielle solitude au milieu d'une multitude qui sollicite, à combler, l'attention masculine. On s'arrêtera peu aux *Sept Lièdes de jeunesse* (1905-1908), sauf à remarquer, d'une part, qu'ils sont choisis et orchestrés au moment même où Berg compose *Lulu* (1928), d'autre part qu'ils sont l'œuvre d'un jeune homme qui, à vingt-deux ans, déclare dans une lettre à une jeune amie qu'il est, à son avis, « un juge de la nature humaine en général, et de l'âme de la femme en particulier ».

Les *Mélodies* opus 2, qui suivent de peu l'époque de la conférence de Kraus (1906), se déploient selon un parcours dramatique qui, par le biais d'une métaphore du sommeil, conduit de l'amour à la mort lorsqu'une femme, adossée à un tronc humide d'un chêne, attend son destin ; précédé d'un large glissement du piano sur les touches noires et blanches (comme les clusters de l'athlète de Lulu), le cri féminin annonce la grande interpellation d'Alwa en une belle symbolique de l'aigu qu'on trouvera si souvent dans *Lulu*.

Les *Attenbergsheder* (1912), mélodies pour voix de femme et orchestre sur des textes de cartes postales que le poète Attenberg avait coutume d'envoyer à ses amis (e) s — parmi lesquelles *Smaragda* et *Hélène Berg* — s'approchent de la thématique de *Lulu* non tant par le caractère assez pan-sexuel des textes (celui du deuxième lied en particulier) que parce que Berg parvient à imaginer des structures musicales qui rendent la confrontation de la voix féminine avec le monde extérieur (l'orchestre) dans toute son ambivalence : la voix soumet le monde des sons, qui se détruit sous elle avant de se recomposer patiemment sur sa ruine (troisième lied).

parviendrait pas à se dépêtrer du modèle brechtien. *Wozzeck* passé, Berg va d'œuvre en œuvre — elles ne sont pas nombreuses — préparer toujours davantage les traits de son futur opéra. Le *Concerto de chambre* (1923) est certes merveilleuse architecture instrumentale, mais qui sait ouvrir, sur les douze coups de minuit prononcés à minuit par le piano au milieu de l'œuvre, sur ces roulements de situation qui montrent un auteur de plus en plus fasciné par les dispositifs en miroir, lesquels à la fois donnent le vertige et assurent une structure.

La *Suite lyrique* (1925), prodigieuse direct et presque anecdotique à *Lulu*, fait semblable place au miroir de troisième mouvement à la même forme virtuose que l'interlude qui partage *Lulu*. L'œuvre est écrite au moment d'une passion impossible (3), celle que se portent Alban-Alwa et Hanna (-Lulu ?), objet inaccessible et obsession constante : mais c'est naturellement dans la catastrophe qui rapproche le *largo desolato* du

(3) Cf. « Lyrique femme, fatale suite », le Monde du 18 juin 1977.

dernier mouvement de l'aria de Geschwitz que réside le regard préfigurateur. Le *Concerto de chambre* lui-même (1923), œuvre ultime forcée par le destin d'une femme qui meurt, comme *Lulu* cherche l'unité dans le composite, chante le désespoir à travers l'architecture et agrippe le présent grâce aux musiques lointaines.

Ainsi, toute sa vie, Alban Berg aura vécu de *Lulu*. On ne sait plus très bien lequel des deux entretient l'autre. Les œuvres instrumentales elles-mêmes (*Sonate* op. 1, *Quatuor* op. 3, *Pièces pour clarinette* op. 5 et pour orchestre op. 6) mettent en jeu des procédures de composition qui appellent l'opéra, et l'opéra de Berg tend précisément : une construction où la passion organique se voit volée et trahie de tendresse. Si l'œuvre dernière, *Lulu*, confirme que les plus désespérés sont toujours surtout en musique, les chants les plus beaux, elle rappelle aussi avec une sereine obstination que malgré tout, en musique aussi, l'impor-

(*) Directeur de la revue *Musique en jeu*.



« Pierrette et clown », de Max Beckman (1925).

Le souci de l'exact langage

Mais surtout, *Lulu* (1928-1935) permet de reconsidérer *Wozzeck* (1914-1921) à partir d'une confrontation des personnages musicaux de l'héroïne de Wedekind et de celle de Büchner.

On peut dire que les situations sont diamétralement opposées. Dans *Wozzeck*, il y a éclipse, ou plutôt oblitération du monde du sexe, parce que le monde extérieur intervient directement pour anéantir aussi cette partie destructible du moi. Au plan du livre, on est dans l'ère sexuelle, et il faut lire les notations où se marque d'une manière parfois détournée l'insatisfaction libidinale primaire comme la marque pathétique de ce que l'oppression sociale fait des hommes et des femmes (confondus) : même dans son sommeil, l'enfant de pauvre sue ; même au paradis, le pauvre devra faire marcher le tonnerre, etc.

Au plan de la partition, le thème érotique de Marie est donné par l'orchestre, jamais par le corps et l'âme de Marie chantant. Cet opéra est une réussite totale du genre, de qui implique sans doute un bon usage des voix : mais la voix féminine n'est pas un personnage en tant que tel.

Il en va tout différemment dans *Lulu*, dont la vocalité extrême (non seulement d'ailleurs celle de l'héroïne, celle de tous les personnages) se marque dès le prologue, scande les différentes entreprises de séduction du premier acte (le canon de la première scène, les différents styles vocaux, y compris celui de l'opérette Offenbachienne dans la deuxième, la « sonate vocale » de la deuxième et de la troisième scène), accompagne

et explique l'exécution de Schön (*Le lied de Lulu*), prépare la séduction du fils (hymne d'Alwa), et au troisième acte organise cette succession implacable des ensembles et des duos, jusqu'à la bouleversante aria de Geschwitz à la fin de l'œuvre.

Cette omniprésence du fait vocal renvoie directement aux rapports que l'érotisme féminin entretient avec le corps social. Dans *Lulu*, ce n'est pas la société qui allie la vie des individus dans ce qu'elle a de plus intime, surtout s'ils sont pauvres et damnés de cette terre : c'est le sexe, le seul, celui de la femme, qui conduit, traverse et déchire la société. Opéra de l'homme d'un côté, opéra de la femme de l'autre, les deux chefs-d'œuvre de Berg semblent donner un aval à cette intuition de Weininger selon laquelle « la femme est sexuelle seulement, l'homme est aussi sexuel ».

Mais l'assertion, insoutenable aujourd'hui, participe d'une suggestion née au tournant du siècle et qui n'a pas fini de pervertir nos rationalismes optimistes : moins polémique, la femme est plus politique. Parce que le sexe est une force irrésistible (chez elle), elle ne peut que s'opposer à la morale régnante (masculine) qui lui donne l'unique choix d'être bête ou épouse. Elle est au sens propre ferment de dissolution : d'un ordre social.

et explique l'exécution de Schön (*Le lied de Lulu*), prépare la séduction du fils (hymne d'Alwa), et au troisième acte organise cette succession implacable des ensembles et des duos, jusqu'à la bouleversante aria de Geschwitz à la fin de l'œuvre.

Il est légitime par excellence, *Lulu* est d'abord condamnée à chercher en tout individu un *Not* où sa personnalité puisse s'engager : la succession des maris âgés est ici éloquent. Ensuite, faite d'ancrage ordinaire, *Lulu* est amenée à s'approprier le pouvoir. Mais la force ne lui donnera que l'illusion de l'enrichissement. A l'image des interdits, le sentiment de la confiance en soi et en l'autre demeure flouant. Il serait aisé de lire dans *Lulu* la simple détermination d'une folle agressive due à la seule défiance. Les choses semblent pourtant plus complexes. *Lulu* n'a pas eu de père, certes, mais elle s'en est choisie un dans la personne du vieux Schigolch. Tout comme *Lulu*, Schigolch a des origines obscures : mendiant sans feu ni lieu, il est en quelque sorte mis au ban de la société. C'est pourquoi il pourra fonctionner comme le concentré de l'image paternelle, tandis que les autres figures masculines, assises socialement en qualité de médecin, de peintre, de journaliste, d'écrivain et même d'athlète, ne seront que des

Lulu louve

substituts paternels, furtifs et insatisfaisants. A la défiance agressive vient donc se superposer un rapport bidirectionnel propre à organiser la personnalité de *Lulu* vers la clarté. Convoquée par chacun, *Lulu* affirme d'entrée de jeu son pouvoir. « Je regarde loin au-dessus de toutes les villes de la Terre », lance-t-elle au peintre, ému, ému, et plus tard, *Lulu* rappelle à l'ordre son troisième mari : « Mais tu ne m'as pas épousée ! (...) C'est moi qui t'ai épousé ! ». Et, cependant, prisonnière du désir de l'homme, comprimée dans ses aspirations, éduquée, *Lulu*

apparaît simultanément comme la femme-objet, toujours monnayable : « demi-million » ou splendide « nature morte ». A chaque nouvel amant, elle perd son prénom : Nelly, Wignon, Eva, *Lulu* : la ronde des signifiants souligne la complète dépossession de la femme, confisquée par l'homme. Dès lors, il s'agit d'inverser les situations. « La jouissance, en tant que sexuelle, est phallique, c'est-à-dire qu'elle ne se rapporte pas à l'autre comme tel » (Lacan). *Lulu* ne peut concevoir en effet de situations duelles qui préservent l'altérité de chacun.

Les symboliques de l'érotisme et du pouvoir

On comprend ainsi comment la mise à mort de l'autre vient suppléer l'échec érotique. Chaque partenaire est d'abord et avant tout un condamné à mort. Et la jouissance ne surgit qu'au prix de deux conditions : se sentir protégée d'une part, déborder une mise à mort d'autre part. Victime de maîtres chanteurs, *Lulu* s'abandonne dans les bras de Schigolch et pleure, telle une petite fille, jusqu'à ce que ce dernier lui jure de liquider ceux qui la tourmentent. « Comme cela rafraîchit », dit *Lulu*. « Comme cela réchauffe », répond le vieux Schigolch. La fine chéville de *Lulu*. A cet instant précis, la jarrétière de la jeune femme lâche. Tout se passe comme si la transgression de l'Edipe sublimé à l'extrême, jointe à la perspective d'un meurtre, pouvaient seuls créer l'espace de la volupté. L'entant en quête de légitimité bafoue tout interdit, la « bête féroce » (Berg) se transforme en « leuveau de mort » (Wedekind).

Pourquoi semblable gâchis ? La méprise saute aux yeux : confondant deux symboliques, celle de l'érotisme et celle du pouvoir, *Lulu*, en s'emparant de la force, fait le vide autour d'elle (1). Au fil de ce parcours, elle croit accéder à la puissance, et, par là même, réinventer son corps. Mais : c'est le réveil de sa chair à nouveau transalpinée qui permet à *Lulu*, par le détour du meurtre, d'appréhender dans son imagination la possession du pouvoir. Placée devant sa propre boucherie, où la virilité a été furieusement dépecée, c'est alors que *Lulu* se voit assaillie par le désir lesbien de la comtesse Geschwitz. Jouant avec ses ten-

dances homosexuelles, *Lulu* s'en sert comme d'un moyen.

Le comportement de *Lulu* à l'égard du professeur, sa première passe, semblerait faire exception. « Crotte des rues », « peste », « ordure », la femme froide à la figure de louve avoue soudain son « excitation ». L'illusion s'en va quand on saisit que le professeur est muet ! Symbole de son enfance dégradée, le professeur fait régresser *Lulu* à l'état d'enfant, où elle trouve, pendant un instant, la naïveté, l'innocence du Pierrot qui l'accompagne jusqu'à sa fin tragique.

Monstre (homnivore, *Lulu* a tout balayé : éros, miroir (image de soi, image de l'autre), plaisir homosexuel, écholalie, narcissisme de la danseuse... Au bout de cette traversée du vide, qui n'est que l'espace de la désespérance et de la mort, et qu'en termes cliniques on dirait symptôme de l'hystérie, ne reste pour *Lulu* que le suicide. L'impasse est de taille et *Lulu*, victime de Jack l'éventreur, aura choisi sa mort.

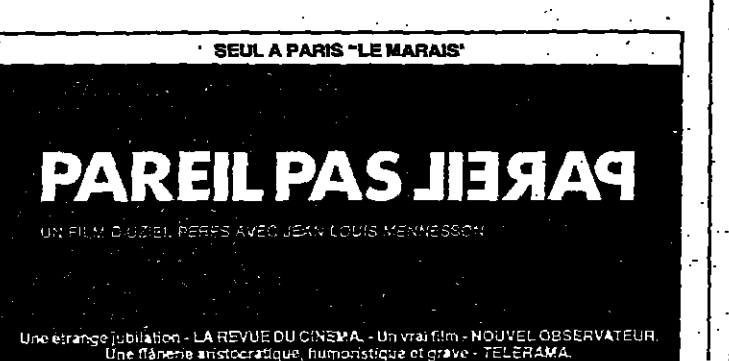
Articulation de deux problématiques majeures : la question du pouvoir et celle de la féminité, *Lulu* épouse les différentes modulations d'un cri douloureux, celui de la femme à la poursuite de sa légitimité. Faute de parvenir à élaborer l'amour, *Lulu* se condamne au solipsisme intégral si bien qu'elle est à la fin aussi illégitime qu'au départ. Meurtre et mortifère, sa marche stérile, obstinée, indique toutefois dans son involution sans faille que le pouvoir de la femme réside peut-être justement dans la quête même de son propre sujet.

MURIELLE GAGNEBIN, née et assistant à l'université de Genève.

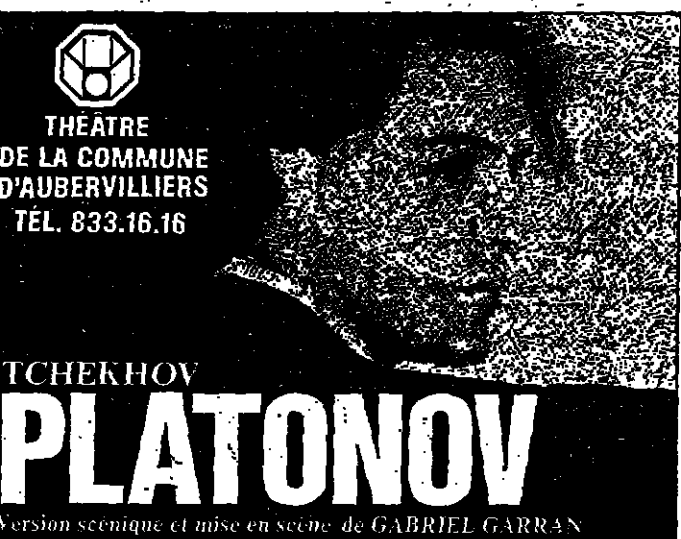
U.G.C. BIARRITZ v.o.
U.G.C. DANTON v.o.
U.G.C. OPÉRA v.f.
RIO OPÉRA v.f.
BIENVENUE MONT-PARNASSE v.f.
U.G.C. GOBELINS v.f.
CALYPSO Viry-Châtillon
ARTEL Rossy - GAMMA Argenteuil
MELIES Montreuil
4 PERRYAY Ste-Geneviève-des-Bois



INA GRM en collaboration avec Radio France
CYCLE ACOUSMATIQUE, 2^e concert
LUNDI 19-FÉVRIER - Auditorium 105, 20 h. 30
CLAPAUD création MALEC création
Location : Radio France, 118, av. Président-Kennedy (16^e), 334-15-18
Renseignements : INA - GRM - Tél. : 234-23-09



théâtre de gennevilliers 793.63.12 47 avenue des Genévilliers 92230
REVES ET ERREURS DU MANŒUVRE PAUL BAUCH
AUX PRISES AVEC LE SABLE. LE SOCIALISME ET
LES FAIBLESSES HUMAINES de Volker Braun
11 janvier - 23 février 1979



UN EVENEMENT A SAINT QUENTIN EN YVELINES
la péricheole
d'Offenbach
par la troupe de théâtre L'UNITE & Cie
vendredi 16 - 21 h
samedi 17 - 21 h
dimanche 18 - 15 h
A.P.A.S.C. Maison Pour Tous de St Quentin en Yvelines 78310 - ELANCOURT
tél. 062 82 81

A black and white line drawing of a woman in profile, facing left. She has her hair tied back in a bun. She is looking at a hand that is holding a small, thin object, possibly a needle or a piece of thread. Below the hand and the woman is a horizontal ruler with vertical markings.

PERCEVAL LE GALLOIS
d'Eric Rohmer
La ténérissime entreprise du plus secret, du plus obstiné de nos cinéastes : ressusciter Perceval et Chrétien de Troyes, être vrai et donner à rêver. Rohmer propose son propre texte, parsemé d'archaïsmes, a inventé un décor comme un tableau du douzième siècle et rencontre Fabrice Luchini, le comédien qu'il fallait.

COUP DE TÊTE
de Jean-Jacques Annaud

Le regard amusé mais dépourvu d'indulgence de l'auteur de la Victoire en chantant, sur une équipe de football, ses dirigeants, ses supporters. Plus que la chronique d'un club de province, plus qu'un simple divertissement, une fable sur la bêtise, violemment dialoguée et mise en scène.

WORD IS OUT (PARLONS-EN)
du Collectif Mariposa

documentariste d'un très grand
documentariste néerlandais) :
Nosferatu, fantôme de la nuit,
de Werner Herzog (le monde
des esprits est en nous) ; *Comme
les anges déchus de la planète
Saint-Michel*, de Jean Schmidt
(témoignages impressionnants
sur la misère des jeunes « mar-
ginalisés ») ; *La femme qui
s'occupe*, de Jacques Dollion (un
homme et deux femmes, enfer-
més dans un huis clos tragique

TÊTES-MORTES
à la Cartoucherie de Vincennes

Ce qui reste d'une vie, de mille vies, quand la mort a calmé les vœux. Les paroles de Beckett planent comme des flocons, et étaient. La mise en scène de Jean-Claude Fall fait aller leur chemin, dans un règne géologique, des pèlerins perdus. Fort et beau.

J'erais-je, dit la fiancée, s'il
 « veut continuer à faire le juge,
 s'il est avare et circonspect ? »
 « La nécessité pure et simple
 sans aucune douceur nous
 unit », dit l'épouse. Seule
 la veuve paraît heureuse, qui
 dit : « où le soleil se cache,
 éclaire le ciel ». Un grand poème
 de Paul Claudel, qui n'avait
 jamais été joué.

Répéti au vingtième siècle dans
 un abri souterrain, ou dans le
 corps de sa mère, ou dans les
 cavités d'une statue géante
 électricité, et entouré d'appareils
 électroniques, Hamlet se défend
 d'avoir voulu jouer un rôle, pen-
 dant qu'on fond de l'Océan, un
 faucon étroit sur le poing,
 Ophélie, « au nom des victimes,
 rejette toute la semence qu'elle
 a reçue ». Heiner Müller. Alle-
 mand de l'Est, réveille le
 théâtre. Gérard Debarthe joue
 Hamlet. Mise en scène macabre
 de Jean Jourdhaut. Trois évé-
 nements en un seul soir.

ET AUSSI : Zouc à Bobino (elle est le théâtre de la vie); Bernard Haller à Chaillot (un économiste en liberté); la *Sœur de Shakespeare* à l' Aquarium pendant que Shakespeare écrivait, sa sœur lavait les chemises et pourtant...; *Jules César* au F.E.P. (Shakespeare est toujours le plus grand).

LE ROI ET LE FOU
Deux œuvres lyriques reviennent cette semaine. Radio-France présente en chef-d'œuvre d'Ernest Chausson, *Le Roi et le Fou*, créé en 1903 à Bruxelles, et qui s'a jamais été monté intégralement en France, une œuvre issue de Tristan, mais qui en est comme l'antithèse spirituelle (Orchestre national, direction, P. Dervaux, Radio-France, le 15 février, à 20 heures). L'Opéra du Rhin (en coproduction avec l'Opéra de Lyon) reprend *Le Fou*, l'œuvre de Maurice Strakosky dont le héros est un nazi en effrayé par les conséquences de ses découvertes, une figure inspirée par Einstein ; la mise en scène est de Louis Erlo, sous la direction de l'auteur (Strasbourg, les 16, 17, 23, 24). A l'affiche des Opéras de France, deux le 16 la Norma (Nancy, les 16 et 18) et Fidelio, sous la direction de S. Cambreling (Lyon, les 21, 23, 25, etc.).

MUSIQUE-PAYSAGE
de Mariétan

La musique des villes et de la nature fascine Pierre Mariétan, comme John Cage et M. Schaffer : il nous propose toute une série de paysages sonores, dans la forêt, dans Paris, en Suisse, etc., au cours de plusieurs soirées qui seront riches en découvertes (Porte de la Suisse, 11 bis, rue Scribde, du 15 au 25 février, à des heures diverses).

INITIATIVES

La vie musicale déborde de plus en plus les concerts traditionnels dans les lieux habituels. C'est ainsi que l'Agora d'Éry annonce un spectacle, « Mozart ses années-12 », qui comprendra la Sérénade pour deux orchestres à cordes, dansée par la Compagnie du Four solaire, et le Directeur de théâtre, une délicieuse comédie musicale, par le Centre lyrique populaire et l'Orchestre de l'Île-de-France les 17, 18 et 19). Le Centre culturel suédois organise un

musacrées à la voir dans la musique contemporaine avec de nombreuses œuvres de compositeurs inconnus (du 19 au 23 février, 11, rue Payenne, 75001-Paris-3^e). Et les Concerts de « *musique d'essai* » poursuivent une œuvre aussi ténue de « décentralisation parisienne », avec des œuvres de J. J. P. Inci, Telemann, Vivaldi, Bach et Boismortier, par l'Ensemble Musica Festiva (église N.-D. de la Miséricorde, 8 bis, rue de l'Assomption).

ET AUSSI : The Nash Ensemble
à London : œuvres de Bennett,

Darius Fayde, Osborne, King (AR), Mieses d'art moderne, le 15 ; Dallet, Consort (Théâtre de la Villa, du 14 au 18, à 18 h. 30) ; présentation de *Silva*, film de Reichenbach sur Rostropovitch (Empire, le 15 ; renseignements : 15, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, tél. : 723-73-40) ; Sibellus, Grieg, Brahms, par l'Orchestre de Paris, direction P. Berglund, avec E. Gullea (Champs - Élysées, les 15 et 16, à 20 h. 30, 16, à 19 h. 30 ; 17, à 10 heures) ; L. Doubrovskiy, premier prix Thénard 1971 (Gaveau, les 15, 16, 17, 18, 19, 20, à 18 heures) ; Orchestre de Saint-Denis, avec D. Rankl (Boisdehors, le 15) ; spectacle Satie (salle J.-Vilar, Arcueil, le 16) ; E. Sermet, piano (Gaveau, le 16) ; Orchestre de Lille, direction J.-Cl. Casadesu (Boulogne, le 16) ; Lille, le 17 ; Berck, le 18 ; Fous, le 19 ; 24) ; Golitsin, un paradigme du Moyen Âge, par l'Ensemble Praetorius (Coacierserie, les 16 et 17, à 18 h. 30 et à 21 heures) ; Musique au présent, autour de H. Holliger (Radio-France, le 17, à 17 heures) ; Quatuors de Schumann, par P. et R. Fontanares (J. Crayé et C., 18, rue de Valenciennes, à Paris, le 18, à 11 heures) ; Lily Lastine avec l'Orchestre Onrubados (Gaveau, le 18, à 17 h. 30) ; G.R.M. : œuvres de Claphand et Malec (Radio-France, le 19) ; Mozart, Hindemith, Florentz, par l'Ensemble orchestral de Paris, direction A. Myrat (Gaveau, les 19 et 20) ; *Socrate*, de J. Kailashvili (Radio-France, le 19) ; (Radio-France, le 19, à 19 heures) ; J. Norman (*Athènes*, le 19) ; *la Mer*, de Debussy et *les Visions de l'amant*, par le duo Duo Doublet (Théâtre Essalon, le 19) ; Yun, de Pablo, Béreau, Dusapin, par l'Ensemble 2e2m (Saint-Séverin, le 20) ; Mozart, Haendel, Dvorak, aux Concerts d'été (Palais des congrès, le 20, à 18 h. 30) ; Debussy, par K. Scharoun (Gaveau, le 21, à 18 h. 45) ; Haydn, Beethoven, par l'Orchestre philharmonique, direction G. Ajmons-Marsann, avec G. Oppitts et B. Soustrout (Feyrel, le 21 février).

expositions

CHARDIN
au Grand Palais

Après les Le Nain, Chardin le peintre de la Rale et du Bon Médic, la perfection du métier et le ton grave d'un maître du dix-huitième siècle, qui n'a pas cédé au libertinage de cour. Deux cents ans après sa mort, est la première présentation dans son développement complet de l'œuvre qu'on avait oublié

KANDINSKY
au Centre Georges-Pompidou
Trente tableaux de Kandinsky
des musées soviétiques — de
Moscou et de Leningrad — au
Musée national d'art moderne ;
vingt et un d'entre eux sont
inédits. Ce ne sont pas tous les
Kandinsky d'U.R.S.S. mais c'est
tellement bien choisis, tellement
représentatifs de son œuvre,
productions la Composition IV
1913, plusieurs Improvisations,
l'Ovale blanc et quelques
autres pièces d'importance. Et
puis ils sont tout près des des-
sins et non loin des peintures
de la donation Nina Kandinsky.
Le tout forme une belle
retrospective.

MAGRITTE
au Centre Georges-Pompidou

La rétrospective *Magritte* qui nous vient de Bruxelles. La même, avec ses quelques deux cents tableaux, mais enrichie et clairement présentée. *Magritte* avait le génie de faire basculer la réalité banale dans l'imaginaire, il jouait superbement sur l'apparence conventionnelle des choses.

OROZCO
au Musée d'art moderne
de la Ville de Paris
(Lire notre article page 19.)

GIOIELLE
Philippe Maugth
Trente toiles sur le thème de l'écrit. Peintures "en blanc et noir" où cet expressionniste abstrait de grand savoir-faire, avec une maîtrise accrue, le litographie la peinture directe.

ET AUBUS Le Temps des gares (passé, présent et avenir de nos « cathédrales » des temps modernes) ; Desains du dix-neuvième siècle, au Louvre (ils viennent du musée de Bayonne) ; Préhistoire de l'art en G.R.S.S. au Grand Palais (il y a 100 ans) ; Le nouveau musée du SEIT, (au Grand Palais) ; L'art de la vitrine, comme aux A.T.P. et des affiches) ; Un certain art anglais, à l'ARC (un air anglais certain).

danse

DANSE 79
à l'Espace Cardin

A Maïna Otieglud succède dans
un tout autre registre Suzan
Guitry et sa compagne,
l'ancienne danseuse de Nikolaï,
qui présente en collaboration
avec des musiciens, plasticiens,
peintres, une série de modula-
tions à partir des composantes
de la danse : espace, temps,
forme, volume.

GALERIE DROUANT
52, rue du Fg-Saint-Honoré, 75008 PARIS — Tél. : 265-79-45

MINÉ CRANE

du 13 février au 3 mars 1979

GALERIE CLAUDE
CREMONA
PEINTURES
15 Février -
7 et 9, rue des Beaux-Arts - 75

E BERNARD.

ONINI

CENTES

mars

PARIS - TEL : 326.97-07

1^{er} MOIS
B
EXTRAORDINAIRE
ZO
DERNIER
LE 25 FÉVRIER
LOCATION PAR TÉLÉPHONE
THÉÂTRE ET
Tous les soirs 20h45 - Dimanche Mat.

OBINO
MAIRE SUCCÈS
UC
MIÈRE
EVRIER
PHONE 322.74.84
AGENCES
de 15h30 - PARKING ASSURÉ

RENAISSANCE
FRANCIS LOPEZ

la Perle des Antilles

CHRONIQUE DE
FRANCIS LOPEZ

Les Maîtres de la mer antillaise
du XVI^e au XVIII^e siècle

Quintal de 100 exemplaires
20 Bn^e de la collection de la B.N.
L'ouvrage sera en vente au
prix de 200 F. à la vente à
208.21.75

première
vendredi
Lab
les ch
de
en été
Tchel
les trois
1996
une heure 3000
du mardi à
de 12 au 1
deller
c'est
de la beauté
avec Robert I
de 26 heures
aten s

صَدَقْنَا مِنَ الْإِجْلِ

PEINTURES D'OROZCO A PARIS

Une fresque mexicaine

RAREMENT exposées, les peintures de José Orozco ont été présentées à Paris. Ce peintre, qui a vécu de 1883 à 1967, est l'un des grands maîtres du muralisme mexicain. Ses œuvres, souvent réalisées en collaboration avec ses collègues Diego Rivera et Rufino Tamayo, traitent de thèmes sociaux et politiques. L'exposition à la galerie de la Ville de Paris, du 15 février au 15 mars, présente une sélection de ses œuvres, dont plusieurs fresques.

L'œuvre de Rivera a été exposée à Paris en 1955, celle de Siqueiros à Florence. Orozco est le premier à figurer sur les cimaises d'un musée parisien. A eux trois, ils ont couvert des milliers de mètres carrés de peintures murales dans des édifices publics à travers le Mexique, à la fresque pour les intérieurs et, pour les extérieurs, à la peinture acrylique, qui résiste aux intempéries. Orozco compte 5 600 m² de peinture murale répartis sur dix-sept bâtiments dont son grand œuvre de l'hospice Cabanes, à Guadalajara, que le pape Jean Paul II a visité récemment. Mais Siqueiros en compte bien plus, et Rivera peut-être davantage.

Dans cette peinture-discours, Orozco est cependant le moins doctrinaire des trois. Et le moins engagé politiquement, dans le sens étroit du terme. Il était peintre, peintre de la « mexicanité », mais non du folklore, et aussi peintre contemporain dont l'œuvre s'inscrit dans l'histoire de l'art. Pour lui, au-delà des images, la peinture est d'abord une pensée plastique, somme complexe de messages irrationnels en mots. Ces vastes étendues de peinture où dominent les couleurs terre, rouge, noir, blanc, sont l'œuvre d'un homme qui a su, par sa maîtrise technique, faire de la peinture un langage universel. C'est un langage adressé aux foules à travers les médias, le cinéma, les journaux, les affiches, les livres, les disques, les films, les sculptures, les objets, les vêtements, les bijoux, les meubles, les maisons, les villes, les pays, les continents, le monde entier.

L'œuvre d'Orozco compte une part importante de tableaux à thèmes religieux, en fait tout à fait iconoclastes, tableaux encore plus allégoriques que ceux à caractère social. Et, ici et là, il montre une beauté convulsive qui n'est pas faite pour plaire mais pour exprimer un tempérament et organiser un langage plastique maîtrisé et porté par une vitalité créatrice puissante. Les dessins préparatoires révèlent un Orozco capable de rendre les plus classiques et les plus libres à la fois. Il reprend les mythes de la culture préhispanique avec la sérénité objective d'un système de valeurs admises, bien que critiquées. C'est la revanche sur Cortés qui avait substitué une culture à une autre dans un bain de sang et de mépris. Dans ces conditions, les joies picturales ne sont pas de mise et la peinture tranche à grands coups de brosse dans le vif du symbolisme le plus tumultueux. Seule compte la cohérence du langage plastique. Cohérente, cette peinture militante et renouée d'idées, l'œuvre d'Orozco, elle manifeste des qualités qui font d'Orozco le plus peintre des trois muralistes du muralisme mexicain.

BABOU A CHALON-SUR-SAONE

Ardoises, tuiles, inventaires

C'est la « Montchanin », dont le nom sonne un peu comme celui d'une dame de spectacle et de petite vertu d'un autre temps ? Une tuile de grande vertu. Les Bourguignons le savent évidemment ; tous les bons artisans du bâtiment aussi : la tuile provenant de la petite ville, près du canal du Centre, qui aujourd'hui porte partout sur ses façades et sur ses toits des traces fantaisistes et colorées de son industrie a été assez florissante pour imposer ses modèles un peu partout en France.

Le peintre Babou en connaît bien l'existence, mais jusqu'à il y a quelques années, il ne l'a pas connue. L'ardoise qui occupe surtout les artisans couvreurs qu'étaient son père et son grand-père. L'ardoise plus « noble », et signe extérieur des maisons

bourgeoises du dix-huitième siècle et d'après. Pula Babou est allé à Montchanin, et le maître de la culture de Chalon-sur-Saône l'a invité à travailler sur le thème de la tuile. Contrat a été passé. Le résultat : cette exposition — qui aurait été tellement bien venue à Montchanin mais qui est tout de même très bien à Chalon — de douze « tableaux-tuiles » réalisées d'après catalogues entre février et août 1978 : une grande leçon, ardoise, tuile, tuile romaine, tuile à côté, tuile de falaise, tuile chaperon, etc., avec lesquelles Babou, au-delà du descriptif des différents types et échelles, s'adonne à son plaisir favori : la peinture, évidemment, et sa pratique explicite dans les toiles mêmes, dont l'insouciance laisse voir la main de l'artiste sur l'espace de la tuile.

Jusqu'au vertige ressentir

Ce travail ne pouvait être présenté seul. Il est, en effet, l'annonce de nouvelles recherches et plus le démontage d'une nouvelle série que l'achèvement d'une ancienne. Il marque le passage des couleurs de l'ardoise aux couleurs de la tuile, des gris et des bleus des toitures couronnées de clochetons prétextuels aux rouges oranges et roses de toitures plus rustiques.

Aussi a-t-il été assorti d'un ensemble de peintures réalisées depuis 1972, qui montrent l'évolution du peintre. Depuis ses premiers inventaires socio-critiques des maisons préfabriquées de vos rêves — style « Normandie », style « Val-de-Loire », style « Ile-de-France », style « Manoir », — que Babou a entourées de grilles peintes protectrices du « home sweet home » et qu'il a mises en couleurs et en perspectives aventueuses, aussi fabriquées que celles des publicités accompagnant ce genre de produit.

Avec les toiles d'ardoise et leurs ornements — clochetons, pinacles, lucarnes, campaniles, repris de vieux catalogues du début du siècle trouvés dans les archives familiales, — le ton critique baisse au profit d'une analyse beaucoup plus serrée de l'espace de la tuile, et des questions de formes, volumes, couleurs, de leurs tensions, de

leurs ruptures, allant jusqu'au vertige ressentir — il le dit lui-même, — lorsqu'il était enfant, en suivant son père sur les toits. Quatre ans de peinture raffinée au cours desquels le sujet décrit est peu à peu devenu prétexte à d'innombrables modulations de gris, de bleus, de roses, de verts, de mauves, de bruns, de plans unis, bleu ciel, calculés serrés, sur le nombre d'or.

Le responsable des expositions à la M.C. de Chalon, Christian Besson, a eu la bonne idée d'associer à cette exposition la présentation de presque une centaine de catalogues d'objets manufacturés en tout genre du début du siècle. Ils sont ouverts sur ces pages dessinées avec soin qui montrent aussi bien des éléments de toitures identiques à celles qui ont inspiré Babou, que des modèles de costumes marins pour enfants, toutes sortes de moules à petits gâteaux, des pioches, des faux, des serres, des corsets, des fusils d'ameublement, des armes, des bicyclettes, etc. Ils ne renvoient pas plus à l'objet que les toiles de Babou. Pour celles-ci, il y a le dénouement de la peinture : pour ceux-là, nos fantasmes, après les surréalistes.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Jusqu'au 15 février. Catalogue, présentation de Patrick Le Noë et Christian Besson.

Tableaux pour une révolution

Strange parcours ! Avant d'en arriver à ces peintures qui incitent l'homme à un constant dépassement de soi, pénétré qu'il est par sa « mission » d'artiste traitant de grands thèmes nationaux qui évoquent le vécu collectif et remettent en scène les valeurs anciennes, Orozco avait commencé comme simple caricaturiste et illustrateur. Il suivait les armées révolutionnaires qui s'étaient partagées le territoire, parfois en factions antagonistes. En témoign, il a peint durant les années 20 les défilés de soldats de Zapata et ceux de Villa, les deux péones révoltés. Le second avait pris le maquis après avoir tué un soldat qui avait volé sa sœur et avait levé une armée de deux cent mille cavaliers révolutionnaires, soit cinq divisions montées !

L'exposition mise en place, en professionnel rompu à la mise en scène muséographique, par l'excellent Fernando Gamboa, directeur du Musée des beaux-arts de Mexico, indique clairement les jalons de cette œuvre qui a accompagné les convulsions révolutionnaires mexicaines, en historien et un peu en prophète, admonestateur. Petits tableaux, images monumentales. On y trouve ces grands mouvements de masses en marche au cri de « Terre et Liberté ! », en sombreros et cartouchières croi-

sées sur la poitrine dans une dramatique mise en page qui a inspiré le cinéma héroïque de Serge Eisenstein. Certains tableaux se présentent comme des études préparatoires prêtes à être filmées.

Il y a des dessins au lavis d'une facture très sobre qui sont des descriptions de tueries effroyables au sabre et au poignard, aussi saccageuses que les caricatures de George Grosz en Allemagne après la première guerre mondiale. La verve d'Orozco ne baisse pas le ton lorsqu'il dessine à l'aquarelle ces scènes de bords de mer mexicains avec une alicurité qui fait penser à l'art d'Ensor et de Munch. Une petite salle illustre cet intérêt premier d'Orozco pour l'humanité des bouges de Mexico et les batailles après boire des estamettes. Toute sa peinture exprime une violence latente qui est l'image d'un tempérament, mais aussi renvoie à la violence d'un pays volcanique.

Au début des années 30, le discours révolutionnaire subit une faiblesse, mais en profondeur, la réaction devient intenable pour les peintres, qui se revoltent plus de commandes. Ils quittent le pays et vont aux Etats-Unis. Les fresques qu'il ne pouvait plus peindre au Mexique, Orozco, comme Siqueiros, les peint là-bas. La fresque pyramidale du collège

LA PAGODE - GAUMONT COLISEE - QUINTETTE - SAINT-LAZARE PASQUIER
14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE - CAMBRONNE

Martin et Léa

Un film de ALAIN CAVALIER

LA FUGUE

à partir du 27 février
comédie musicale
L'art et paroles : Francis Jacobin, Henri Broca
musique : alexis weissenberg
mise en scène : Jean-Claude Brialy
tous les soirs à 20 h 30 (sauf le dimanche)
matinée samedi à 15 h

THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN

LOCATION PAR CORRESPONDANCE
hon à retourner au théâtre 10, boulevard SAINT-MARTIN, 75010
prix des places : 90 f - 80 f - 50 f - 40 f - 30 f - 20 f.
Nom : _____ Tél : _____
Adresse : _____
réserve _____ places à _____ F
1^{er} choix : _____ heure : _____
2nd choix : _____ heure : _____
3rd choix : _____ heure : _____
Indiquer 3 dates différentes si possible
à joindre règlement par chèque bancaire ou postal de _____
à l'ordre du Théâtre de la Porte Saint-Martin et une enveloppe timbrée à mon adresse pour la réponse.

FORUM DES HALLES

Chapiteau du Cirque Bonjour
du mardi 23 janvier au samedi 17 février
CUARTETO CEDRON
La tradition du tango issue des faubourgs populaires de Buenos Aires.
Prolongation jusqu'au 25 février
Réalisation Eve Grilliez
CHANT PROFOND JUIF
Poèmes et chants
de la Méditerranée et de l'Europe de l'Est.
et les musiciens de l'Ensemble KOL AVIV
Disque Arion. n° ARN 34 477
Renseignements 233 60 96

« ELEKTRA »

6 février au 10 mars
HUGO VON HOFMANNSTHAL
mise en scène : Carlos BARRERA
31 janvier - 4 mars
L'ARBRE A PALABRES
mise en scène de Tony KOLKOUR
THÉÂTRE OBLIQUE
76, rue de la République 11^e
355.02.94.

WARNER-COLUMBIA FILM invite les lecteurs de « Monde » à une projection exceptionnelle en avant-première du film de Robert Mulligan

LES CHAINES DU SANG

« Blood brothers »

avec Paul Servino
Tony Lo Niance
Richard Gere
le mardi 20 février 1979
à 20 h. 30
au cinéma MERCURY

Les invitations devront être retirées les 15, 16 et 17 février, de 14 heures à 19 heures au guichet du cinéma MERCURY, 102, Champs-Élysées, 75008 PARIS (dans la mesure des places disponibles).

DERNIERES

le gros oiseau

Théâtre de la Gare Montparnasse
20 rue de la Gare Montparnasse
75006 Paris - 33.60.14.50

RENAISSANCE

FRANCIS LOPEZ

la Perle des Antilles
OPÉRETTE DE FRANCIS LOPEZ
Lun. Mar. Ven. Sam. à 20h45
Samedi 15h30
Dim. mat. 14h30 et 18h30
20.50 ST-MARTIN - 75004 PARIS
Location au théâtre et par téléphone du 15 au 20.21.75

PETIT ODEON 21h30

jusqu'au 4 mars
LES INCERTAINS
de Jean-Paul WENZEL
mise en scène Alain MERGNAT
avec Georges TRILLAT, Claudine FIEVET et l'auteur

THEATRE DE LA VILLE

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER
20 h 30
matinées 14 h 30
places 20 F et 36 F
location ouverte
première publique
vendredi 16 février

Labiche les chemins de fer

en allemand
Tchekhov les trois sœurs
18 h 30
une heure sans entracte 16 F
du mardi au samedi
du 13 au 17 février
deller consort
madrigaux
de la Renaissance anglaise
avec Robert Spencer, luth
du 20 février au 3 mars
alan stivell
location
2, place du Châtelet
tél. 274.11.24

BOBINO
ORDINAIRE SUCCÈS
OUC
RNIÈRE
5 FEVRIER
PAR TELÉPHONE

DES SPECTACLES

Théâtres

L'YON. Festival. Espace lyonnais d'arts contemporains. Centre d'art contemporain. Lyon-Pareva. Jusqu'au 28 mars.

MARCO-EN-BARBUT. Arts en pays d'art. Centre d'art contemporain. Lyon-Pareva (78-30-32). Jusqu'au 27 mars.

METZ. Le vie quizzisme en Egypte chez les artistes de pharaon. Centre d'art contemporain. Metz (78-10-18). Jusqu'au 28 février.

RENOUOEN. Le peintre : Allard, L'homme, le monde. Centre d'art contemporain. Rennes. M.J.C. 38, rue Saint-Marcel (30-45-07). Jusqu'au 28 février.

NANTES. Magdeleine Vassier. Centre d'art contemporain. Nantes. M.J.C. 50, rue des beaux-arts. Jusqu'au 28 février.

NICE. Festival d'été : scènes musicales de l'Inde, manifestations de 1980 à 1982. Centre d'art contemporain. Nice-Château. 33, avenue des Beaux-Arts (88-93-18). - L'Ande vers par l'Ande. Centre d'art contemporain. Nice-Château. 33, avenue des Beaux-Arts. Galeries des Poncevotiers, 77, quai des États-Unis (88-93-32). Jusqu'au avril.

PARIS. L'Ande vers par l'Ande. Centre d'art contemporain. Paris. 20, avenue S.-Ligard (31-30-00). Jusqu'au 18 mars.

PARIS. Les œuvres carolingies de la gravure (collection A. Wittner). Centre des beaux-arts, rue Cléopâtre. 18, rue de Valenciennes.

RENNES. L'univers d'Arna Magnat. Maison de la culture, 1, rue Saint-Marc. Jusqu'au 28 février.

LES SABLES-D'OLONNE. Jacques Demus, trente ans d'édition. Centre d'art contemporain. Les Sables-d'Olonne. Musée de l'Abbaye-Sainte-Croix. Jusqu'au 45 mars.

STRASBOURG. Perspectives d'art contemporain. Centre d'art contemporain. Strasbourg. M.J.C. 11, rue de l'Industrie.

STRASBOURG. Peintures sous verre d'Alcée. Musée alsacien, 21, quai de la Gare.

[illegible]

26 février.

Variétés

BOBINO (732-74-68) (D. soir. L.).
21 h. 45 mat. dim. 15 h. 30 :
Zouze.
CHAPTARTO DES HALLES, 30 h. 30 :
Carnet de la semaine.
LA FORGE (571-70-80), ies 17 et 18 :
18 h. 30 : *Amazone*.
FOURMONT (571-70-80), 20 h. 30 :
Chant profane juif (derr. le 17).
18 h. 30 : *Bolivis Maouta* (derr.
le 17). *Rigodon* (derr. le 17).
(du 20).
GEMME (770-18-15) (derr. le 17).
Coluche.
GEMME (770-18-15) (D. soir. L.).
21 h. mat. dim. 14 h. 30 : *Eddy
Mitchell* (17 h. 18 et 21 h. : *Pierre
Vassal*).
FALAIS DES CONGRES (738-22-53).
D. soir. L., 21 h. mat. dim. 17 h. 18 :
Le grand bal.
POINT VIRGULE, 18, 20 h. 30 :
Jacqueline Dorlan.
THEATRE GRAND (737-68-14)
(D. soir. L., 21 h. mat. dim.)
12 h. : *Sylvie*.
TROUVES (738-22-56) (D. L.).
21 h. : *Châlienne Clément*.

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45) 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Et voilà l'travail.
DEUX ANES (606-10-26) (Mer.), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : A.-M. Carrière, M. Horgues.

AU BEC FIN (298-29-35) (D.).
20 h. 30 : Christ et Laure ; 21 h. 45 :
Spectacle Prévart ; 23 h. : 20, rue
Jacob.

LES BLANCS-MANTEAUX (287-97-58)
(D.). L. 20 h. 30 : Tu viens on

C.A.F.E. DE GABRIEL (27-30) : M. Valéry.
20 h 30 : Pospelov ; 22 h : Soigne
C.A.F.E. DE GABRIEL - Gervaise.
L.J., 20 h 30 : Roger, Roger et
Roger ; 22 h : La Dame au slip
AU COEUR-CROU (372-61-73) : Mar.
Mar. 19 h 30 : M. Hanson-Baré ;
20 h 30 : Les deux hommes de
le Tour du monde en quatre-vingt
jours ; 22 h 15 : Saoul, le t'almà
COUR (384-55-60) : M. L. J.
(D.), 20 h : Dominique Levaillant
(D.), 20 h : Lionel Rocheman ; (O. L.),
20 h 30 : Les deux hommes de la
DIX-HEURES (306-67-68) (D.),
20 h 30 : J.-P. Farre ; 22 h :
Le grand amour
LES FANAL (233-51-07) (D.), 19 h 30 :
Annette Legrand ; 21 h 15 : Le
Président
GALEHIE 55 (328-63-51) (D.), L.J.,
21 h : Bernard Dimey
LIVREUX (344-57-58) (D.), 20 h 30 :
Une heure d'amour ; Ferdinand
Collins
LES PETITS PAVES (687-36-15)
20 h 15 : J.-F. Réginal ;
22 h 30 : Vidéos
L.J., 20 h 30 : Les deux hommes de
20 h 30 : Le Train des épaveurs ;
22 h : Le Klaxon
LA LOUE (378-51-54) (D.), L.J.,
Mar.) : 20 h 30 : Chances ; Femmes
est ébahie à moi ; 21 h :
Vidéo
LE SPENDU (887-33-82) (D.), L.J.,
20 h 45 : Bunny's Bar
THERIAULT (378-58-53) (D.),
20 h 30 : 15 : La Pompe de
rivers
TREVISE DES COTES (386-
38-56) (D.), 20 h 30 : Le frémage
blanc est évanoui ; 21 h 30 :
The Eve Baby ; 22 h 30 : Foubelle

PAUL PLEYER, le 14, 21 h. : **BUN**
JOE, le 16, 21 h. : **Smith Tri-**
HYPOCRISY, le 17, 21 h. : **THE**
 20 h. : **State Quo**
STADIUM, le 16, 20 h. : **Mick**
STAR TOTEM (au Stadium), le 14, 21
 h. : **Evan Chaudieu**, le 16, 21
 h. : **Le**, 16, 21 h. : **The Jacks**, le 17,
 21 h. : **THE**
CHAPPELLE DES LOBARDS (D.),
 20 h. 30 : **Silence** (nouveau muséum
 d'art), le 16, 21 h. : **THE**
 Groupe Europe.
CAVEAU DE LA HUCRETTE,
 le 16, 20 h. 30 : **Dany Doris** (Jeuqu'en
 18)
GOLF DROUOT, 21 h. 30, les 16, 17 :
 French cancan.
OLYMPIA, le 16, 21 h. : **Johnny**
 Griffin U.S.A. Quartet.
PAVILLON DE PARIS, le 15, 21 h. :
Pace Les 16, 21 h. : **John**
 McLaughlin (sous réserve)
RIVER BOF, le 14, 22 h. : **Toto**
 Les 16, 23 h. : **Ormi-**
ESPACE CARDIN, le 15, 20 h. 30 :
Toshert Seltzer et **Sa** Netfren
 20 h. 30 : **THE**
LA PENCHE, le 15, 20 h. 30 : **Mu**
 Creative Methods.
LE THEOLOGISTE (D. L.), 22 h. :

GNAN - GAUMONT LUMIERE - G
MONT CONVENTION - P.L.M. SAIN
MONT Evry - PATHE Champigny - T
ARIEL (M...)

COUP DE TÊTE

Un film de **JEAN-JACQUES BEZANCON**
 Écrit par **FRANCIS VE...**

ATTENTION:

**Comédie
dangereuse !**



**Drôle
d'embrouille** "FOUL PLAY"

Goldie Hawn / Chevy Chase

PARAMOUNT PRÉSENTE UN FILM MILLER-MILKIS / COLIN HIGGINS
avec GOLDIE HAWN - CHEVY CHASE dans "DRÔLE D'EMBROUILLE" "FOUL PLAY"
avec BURGESS MEREDITH - DUDLEY MOORE produit par THOMAS L. MILLER et EDWARD K. MILKIS
écrit et réalisé par COLIN HIGGINS • musique de CHARLES FOX
Bande sonore originale du film sur disques A&M • Distribuée par PRÉ-MARCO • S.M.
Cannes du glorieux enregistré par BARREY MANN, INC.

UN FILM PARAMOUNT DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

**En périphérie : BUXY Boussy St-Antoine • PARAMOUNT La Varenne
PARAMOUNT Orly • PARAMOUNT ELYSEE 2 Celle St Cloud • ALPHA Argenteuil
ARTEL Nogent • CARREFOUR Pantin • ARTEL Créteil**

صبرنا من الازل

حکومت الامم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	52,52
IMMOBILIER	11,00	12,56
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	88,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES

Jeune INGÉNIEUR

A. et M. - CENTRALE ou E.S.E.

30 ans minimum avec expérience industrielle milieu aéronautique ou similaire

Sous l'autorité hiérarchique du Directeur de l'usine, il aura pour mission :

- la coordination des problèmes de fabrication d'instruments de bord (tableaux d'instrumentation, mécaniques, ateliers de montage utilisant techniques micro-mécaniques et électromécaniques et électroniques) ;
- le lancement de nouvelles fabrications ;
- la restructuration du Service Méthodes orientée vers une préparation et gestion modernes de la production afin d'aboutir à une réduction des coûts.

CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS SOUHAITER

Lieu de travail : 200 km SUD-OUEST PARIS

Envoyer C.V. et prétentions, n° 86.473, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

Établissement industriel de MÉCANIQUE et MANUTENTION implanté dans le Sud-Ouest (17)

crée un poste de :

RESPONSABLE D'ATELIER DE FABRICATION

Seront dépendantes au poste, les activités du Bureau d'études et d'ordonnement.

La fonction conviendrait à Ingénieur Grande Ecole disposant d'une expérience de quelques années en milieu industriel.

Discrétion garantie. Il sera répondu à toutes les candidatures. Adresser C.V. complet et prétentions sous le n° 86.480 à COMPTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er} q. tr. qui transmettra.

LE LABORATOIRE DE RECHERCHES BALISTIQUES ET AÉRODYNAMIQUES recrute

JEUNES INGÉNIEURS

(SUP-AERO, SUP-ELEC, ECP, Mines, ENSTA, INSA, ENSI etc...)

expérience appréciée dans les domaines suivants :

- informatique (systèmes temps réel)
- systèmes et composants inertiel
- aérodynamiques - thermodynamiques
- études et synthèses de systèmes.

Travail dans un cadre agréable à 80 km de PARIS.

Ambiance jeune et dynamique.

Possibilité de logement.

Ecrire au service « Personnels » avec CV L.R.B.A.

BP 914 - 27207 VERNON CEDEX

Centre de recherches de Nancy recrute

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

expérience en ventilation, en mécanique des fluides et des aérodynamiques.

Adresser C.V. et prétentions à : SWEERTS, n° 1.690, S. P. 269, 7574 Paris Cedex 09, qui transmettra.

T.I.T.N. Société d'ingénierie en INFORMATIQUE

FILIALE THOMSON recherche Ingénieurs Gde Ecole, 1 à 5 ans expér. en LOGICIEL

pour réalisation de projets : à GRENoble, sur PRODIGE-COTE D'AZUR en ITALIE du Nord

Envoyer C.V., photo, prétentions en précisant les régions

T.I.T.N. PROVENCE, 7, rue Louis-Armand, Z.I. 13290 AIGLE-VALLES

MOTOROLA Semiconducteurs

Dans le cadre de l'expansion de nos unités de traitement de SILICIUM (plaquettes 100 mm) pour CIRCUITS INTÉGRÉS BIPOLAIRES

NOUS RECHERCHONS pour notre centre électronique de TOULOUSE

1^{er} INGÉNIEURS EXPÉRIMENTES

dans les domaines suivants :

- ÉPITAXIE • PHOTOLITHOGRAPHIE
- IMPLANTATION IONIQUE • DIFFUSION

2^{er} INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Grandes écoles

Formation physique du solide et électronique

Pour ces 2 postes, ANGLAIS LU ET PARLE INDISPENSABLE

3^{er} TECHNICIENS SUPÉRIEURS ÉLECTRONIQUE

avec quelques années d'expérience en maintenance équipements électroniques et utilisation de circuits intégrés

Adresser C.V. + photo + prétentions à SOCIÉTÉ MOTOROLA SEMICONDUCTEURS

MOTOROLA BP 3411 - 31023 TOULOUSE

NOUVELLE chaîne de magasins de 1.000 m² spécialisés dans l'habillement

RECHERCHE SON FUTUR ENCADREMENT

Les candidats doivent être motivés pour faire carrière dans la distribution moderne et participer largement par leur dynamisme au lancement d'une chaîne nationale.

Après la mise en route, en 1979, d'un magasin test, KIABI ouvrira en 1980, dans le Nord de la France, 3 autres magasins puis mettra en plan, en 1980, les structures nécessaires à un développement national.

CENTRALE D'ACHAT

ENTREPRENEUR PUBLICITÉ

IMMOBILIER

Les perspectives d'avenir sont réelles pour des candidats qui sauraient se montrer capables, notamment, d'embaucher, former et diriger de futurs responsables.

Les candidats devront avoir une formation d'études supérieures (commerciale ou économique).

Env. lettre mot., C.V., ph. à KIABI - 59223 Roncq

GROUPE ALIMENT. Siège TOULOUSE recherche

DIRECTEUR DE SON DÉPARTEMENT GRÈMES GLACÉES ET SURGELÉS

Rattaché directement au Directeur Général, il doit gérer, dans le cadre D.P.O., l'ensemble du Département : production, vente, filiales.

Le candidat, 32 ans minimum, de formation supérieure, doit avoir une expérience de plusieurs années de marketing et vente de produits de grande consommation.

Il devra avoir démontré au cours de sa carrière des compétences indiscutables en matière de gestion et dans l'animation d'une équipe d'hommes.

Adr. C.V. av. photo n° TN 911 à notre Conseil : Mme LAUTREC LEPEY, 22, rue Sainte-Marthe, 31000 TOULOUSE.

Totalement discrétion assurée.

offres d'emploi

MEL

73, bd Haussmann 75008 Paris. Tél. 266.04.93

11, pl. A. Briand 69003 Lyon. Tél. (78) 62.08.33

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

180.000F. + Publicité Paris

Une agence de publicité française de moyenne importance recherche son directeur du développement. Ouvrant de manière autonome dans le cadre de stratégies préalablement définies en commun avec la direction générale, il aura l'entière responsabilité de la recherche des nouveaux clients. Il sera chargé de contacter les annonceurs, de rechercher les décisions, de déceler leurs motivations et préoccupations, de susciter leur intérêt, puis de les amener à l'agence. Homme de relations publiques confirmé, ayant maîtrisé l'originalité et les plus de l'Agence, il sait écouter ses interlocuteurs et les convaincre. Le candidat retenu, âgé de 30 ans minimum, d'un très fort potentiel fondamentalement vendeur, aura l'expérience des contacts. Une excellente présentation, une élocution aisée et un goût marqué pour cette activité, sont indispensables. Anglais nécessaire. La rémunération fixe envisagée, s'ajoutera dès la première année un intéressement important au chiffre d'affaires généré par les nouveaux budgets. A court-moyen terme (deux ans) une prise de participation au capital et à la direction de l'affaire est prévue. Ecrire à C. Laurens, réf. M.4504.

Absolue discrétion assurée.



emploi international

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Constructions Métalliques

Unité de Fabrication

- Ingénieur études charpente métallique. 2020 M.
- Ingénieur études chaudronnerie. 2021 M.
- Ingénieur fabrication charpente métallique. 2027 M.
- Ingénieur fabrication chaudronnerie. 2028 M.
- Ingénieur mécanicien entretien maintenance. 2036 AM
- Ingénieur hydro-mécanicien entretien. 2036 BM
- Ingénieur soudure. 2034 M.

Une expérience professionnelle de 5 années dans la spécialité est exigée.

Il est offert :

- un logement,
- Sécurité Sociale et retraite cadre selon convention algéro-française,
- rémunération nette d'impôts et en partie transférable.

Adresser C.V. détaillé, sous référence correspondante à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 PARIS.

BERENSCHOT MORET BOSBOOM, TILBURG (Pays-Bas)

CONSEILLERS EN GESTION POUR LE DÉVELOPPEMENT

cherche

ÉCONOMISTE DES TRANSPORTS

Connaissance de transport ferroviaire

ou tarification de transport

INTERESSE PAR UN POSTE DE 2 ANS ENVIRON A L'ÉTRANGER

PARFAIT EN ANGLAIS

CONTACTER : M. SCHARA. - Tél. : 19-313-32-30-34

CADRES BANQUE

parlant persan

US \$ 30.000 à US \$ 100.000 annuels.

Postes à pourvoir en Iran et autres pays étrangers

Nous sommes un groupe bancaire multinational exerçant dans plus de 30 pays, et proposons des postes de direction à des cadres de haut niveau expérimentés travaillant en persan, ayant une bonne expérience de la profession bancaire en Iran, notamment dans les domaines de la gestion et du marketing, âgés de 30 à 50 ans, avec une expérience de 5 à 20 ans.

Salaires : 30 000/100 000 dollars U.S. par an + autres avantages selon expérience et capacités.

Adr. tte proposition au n° 7107 « Le Monde » Publ. 5, rue des Mathématiques - 75271 PARIS, CEDEX 09, avant le 28 février, avec C.V. détaillé, photographie, formez identité, prétentions et indications du lieu où peut se dérouler l'entretien.

Mentionner aussi, si besoin est, les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre proposition soit transmise.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

recrute pour ses besoins en AFRIQUE DU NORD

EXPERTS EN TÉLÉCOMMUNICATION

expérience minimum 5 ans, avec hauts connaissances en téléphonie.

Expér. dans le switching, les réseaux, les transmissions par câble et radio, les codes, les protocoles.

Adresser C.V. avec contact téléphonique à Digital Resources Corporation, 170, P.O. Box 100, Houston, Texas 77057.

Offres poste

PHYSIOLOGISTE VÉGÉTAL

confirmé (CV CYN) pour l'Institut Africain de Recherche Agricole, C.V. détaillé et références à l'ICRA, 4, rue Scheffer, Paris-14^e

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe : DES EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial, MONDEMPLOIS (Sery 1471, 14, r. Cassini, Paris 19)

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par réputation internationale. Ecr. Centre-Mer Méditerranée, 47, rue Richer, Paris-6^e

CONCESSIONNAIRE GRANDE MARQUE MATÉRIEL T.P.

recherche

adjoint au directeur des ventes

JEUNE INGÉNIEUR T.P. ou équivalent, quelques années d'expérience sur des chantiers de terrassement, notions de gestion et commerce international appréciées, anglais courant indispensable.

Poste technico-commercial incluant déplacements.

Adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 5289 à P.LICHAU S.A. - B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Société 120 pers. produits très élaborés et modernes pour le bâtiment

Sud Haut-Rhin, recherche :

JEUNE CADRE COMMERCIAL

ESC ou similaire, 2 à 3 ans expér. d'animation de réseau technico-commercial.

Mission : organiser et animer personnellement l'action des représentants et revendeurs, développer le C.A. « Produits » en France, Allemagne, Suisse, l'administration des ventes.

Adresser C.V. détaillé à :

SELETEC

Conseil en Recrutement 67009 STRASBOURG CEDEX, sous référence 52.

ADAP.E.L. Haute-Saône recherche pour Foyer Adultes Handicapés Mentaux Protégés, VESOUL.

UN DIRECTEUR ADJOINT

ayant grande expérience et possédant une solide formation administrative.

Adresser demande manuscrite + C.V. complété et copies de diplômes au siège social ADAP.E.L., 11, av. des Châteaux, 70200 FOUGEROLLES

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

recrute par concours les 15 et 16 MARS 1979

350 INSPECTEURS ÉLÈVES

des Services Techniques

FONCTIONS :

- Encadrement d'une équipe de techniciens dans un central téléphonique
- Collaboration aux études sur les services techniques au Centre National d'Études des Télécommunications
- Gestion et organisation technique dans les services de personnel de directions.

CONDITIONS :

- 30 ans maximum (recruts possibles)
- Diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures ou de certains D.U.T. (Génie Civil, Génie Électrique (toutes options), Informatique, Mesures Physiques (options techniques et mesures physiques)).

Inscriptions jusqu'au 19 Février dans toutes les Directions Régionales des Télécommunications

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

recherche

FOUR SON SERVICE FINANCIER

COMPTABLE 2^e Echelon

pour assurer la paye du personnel

- expérience traitement informatique nécessaire ;

- bonne connaissance de la législation du travail sociale.

FOUR SON SERVICE COMPTABLE

COMPTABLE D.E.C.S.

ou autres équivalents pour tenue de la comptabilité générale et analytique

Ce poste d'encadrement requiert une grande expérience des traitements comptables aux ordinateurs.

Envoyer curriculum vitæ et prétentions à : 1, rue Gaston-Bollas, 75010 Paris, tel. 783 75 01.

SIEMENS

Information destinée
aux actionnaires de Siemens

Reprise de la construction électrique et électronique en Allemagne

Le montant des commandes enregistrées en R.F.A. s'est encore accru durant les trois premiers mois du nouvel exercice correspondant à la période allant du 1er octobre au 31 décembre 1978. Au niveau mondial, le volume des commandes nouvelles est du même ordre de grandeur que l'année dernière, soit 16,3 milliards de francs. Sur le marché intérieur, les commandes ont été un peu plus nombreuses, 7,6 milliards de francs contre 7,4 précédemment. A l'étranger par contre, elles s'inscrivent légèrement en retrait avec 8,7 milliards de francs (8,9 le dernier exercice). Compte tenu des ordres pris par Kraftwerk Union AG (KWU), les commandes reçues par Siemens ont progressé de 3% à l'échelle mondiale. En R.F.A., la hausse atteint 8% alors que les enregistrements extérieurs ont marqué un recul de 2%.

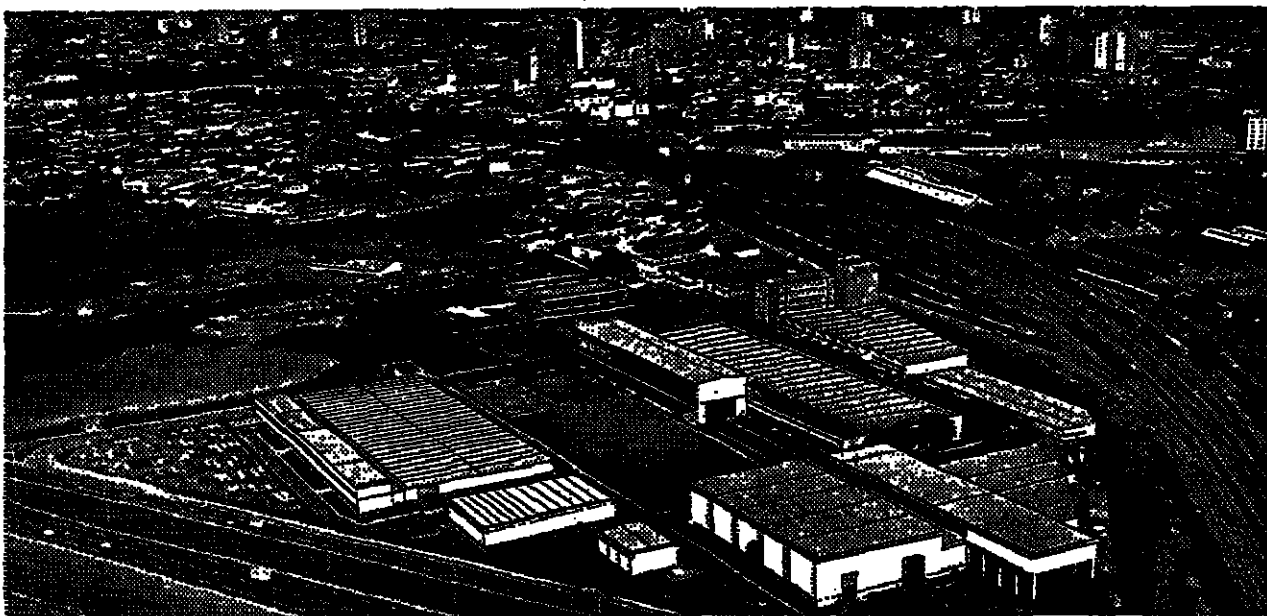
En milliards de francs	du 1.10.77 au 31.12.77	du 1.10.78 au 31.12.78	Siemens	Variations sans KWU
Marché allemand	7,4	7,6	+3%	+8%
Marché étranger	8,9	8,7	-2%	-2%
Marché mondial	16,3	16,3	+1%	+3%

En milliards de francs	30.9.78	31.12.78	Siemens	Variations sans KWU
Marché allemand	7,4	7,6	+3%	+8%
Marché étranger	8,9	8,7	-2%	-2%
Marché mondial	16,3	16,3	+1%	+3%

La division Informatique a enregistré un tiers de commandes en plus par rapport à l'an passé. Les ordres reçus par les divisions Composants et Energie électrique sont également nettement supérieurs à la moyenne du Groupe.

Le chiffre d'affaires mondial correspondant au premier trimestre de l'exercice de Siemens est, comme l'année dernière, égal à 14,3 milliards de francs. S'établissant à 6,7 milliards de francs, la facturation intérieure est quelque peu inférieure aux 6,9 milliards de francs obtenus à la même période de l'an passé, alors que la C.A. réalisée à l'étranger est en légère hausse avec 7,6 milliards de francs (7,4 précédemment).

Avec 102,9 milliards de francs contre 100,7, le carnet de commandes est à la fin du premier trimestre légèrement plus important qu'au 30 septembre 1978. Les stocks atteignent 29,7 milliards de francs (27,6 au 30 septembre 1978).



Investissements sur les marchés en expansion
Pour obtenir d'importantes commandes sur les marchés extra-européens en rapide expansion, il faut créer des unités de production dans les pays concernés. Citons pour exemple le Brésil, où après avoir doublé notre chiffre d'affaire en quatre années, nous sommes en train de transformer notre usine de Lapa, près de Sao Paulo (notre cliché) pour en faire

En milliers	30.9.78	31.12.78	Variations
Allemagne	223	223	0%
Etranger	99	101	+2%

L'embauche du personnel a repris tant en Allemagne qu'à l'étranger. A l'échelle mondiale, les effectifs de Siemens étaient de 324 000 personnes au 31 décembre 1978 contre 322 000 au 30 septembre 1978, dont 223 000 en R.F.A. A l'étranger, ils sont passés de 99 000 à 101 000. Les frais de personnel se sont élevés pour le premier trimestre à 6,9 milliards de francs contre 6,5 précédemment.

En milliards de francs	du 1.10.77 au 31.12.77	du 1.10.78 au 31.12.78	Variations
En millions de francs	du 1.10.77 au 31.12.77	du 1.10.78 au 31.12.78	Variations
en % du C.A.	2,3	2,3	

Les investissements de Siemens sont sensiblement égaux à ceux de l'an passé: 498 millions de francs contre 518. Le léger recul est uniquement dû au volume, plus faible, des prises de participation. Les investissements en immobilisations corporelles, par contre, dépassent de 57 millions de francs ceux effectués durant le premier trimestre du dernier exercice.

En dépit de la croissance des coûts, Siemens a réalisé un bénéfice net de 331 millions de francs (333 précédemment) et le rapport bénéfice net/C.A. ressort à 2,3% une fois de plus.

Au mois de janvier 1979, Siemens a offert à ses actionnaires des actions nouvelles à raison d'une action nouvelle pour 20 anciennes au prix unitaire de 100 DM pour une action de 50 DM et le capital social a, de ce fait, été augmenté de 201 millions de francs pour être porté à 4,0 milliards de francs. Ces actions nouvelles portent jouissance le 1er octobre 1978.

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 29 décembre 1978: 100 F = 43,57 DM.

une de nos plus importantes unités Outre-Atlantique. Les 2 200 personnes qui constituent à l'heure actuelle les effectifs sont notamment chargées de la fabrication d'alternateurs pour centrales hydrauliques, d'appareils et de postes de distribution, de transformateurs ainsi que de moteurs.

Siemens AG En France: Siemens Société Anonyme

SOCIAL

LA CRISE

L'éventuelle création d'une usine d'automobiles en Lorraine
M. Henry Ford II rencontrera M. Giscard d'Estaing à la fin de mars

De notre correspondant

Metz. — Les Lorrains devront attendre fin mars-début avril pour savoir si le groupe Ford installera une nouvelle usine de montage de voitures employant à terme huit mille personnes dans leur région. Mardi 13 février, à Metz, M. Walter Hayes, vice-président de Ford-Europe, a en effet déclaré que le choix définitif ne serait fait qu'après la rencontre entre M. Henry Ford II et M. Valéry Giscard d'Estaing, qui devrait avoir lieu à la fin de mars. L'ensemble de l'équipe de Ford-Europe était en Lorraine (Le Monde du 14 février) pour visiter le site de la zone industrielle où pourrait être créée la nouvelle usine (à Beuvillers, à vingt-sept kilomètres de Thionville) et prendre contact avec les élus (dont bon nombre de communistes) et les chefs d'entreprise de la région.

« Pour le moment, nous étudions les propositions de la France comme celles des autres pays. Ce n'est pas une question de territoire, mais nous devons considérer tous les éléments du problème: l'aspect financier, la main-d'œuvre disponible, la localisation d'un site, et tenant compte des intérêts du groupe », a notamment déclaré M. Dial, président de Ford-France, au cours d'une conférence de presse. Selon les prévisions de Ford,

le marché européen de l'automobile se développe à un rythme d'environ 3 % par an. « A l'horizon 1982, nos capacités de production seront alors insuffisantes », a affirmé l'un des dirigeants, qui a rappelé que le projet du groupe est estimé à 500 millions de dollars, soit un investissement de l'ordre de 215 milliards de francs (sans compter les aménagements routiers nécessaires), ce qui représente un investissement de 300 000 francs par emploi créé. « L'embauche, si ce projet se réalise en Lorraine, commencerait en 1981 », a précisé l'un des responsables de la firme. Dans le domaine de l'emploi, les retombées ne s'arrêteraient pas aux seules créations de l'usine. Selon Ford, la sous-traitance représente environ 60 à 70 % du chiffre d'affaires.

Cette installation ne risquerait-elle pas de concurrencer dangereusement les firmes automobiles françaises? Pour Ford, « les constructeurs français ont tort de s'alarmer. Aucune de nos usines ne travaille pour le marché national, mais à 90 % pour l'exportation. Nous faisons donc entrer des devises et, dans ce cas, travailler des ouvriers français. En nous installant hors de France, nos voitures seraient importées ». — J.-C. B.

Tous les coups ne sont pas permis...

La manière dont s'engage la phase finale de la négociation entre Ford et plusieurs pays pour l'installation d'une importante usine d'assemblage en Europe (pour parler de confidentialité, assortis d'opérations soignées dont la mise en scène est recherchée) montre à quel point la concurrence européenne est acharnée et déordonnée dans ce domaine. Pour s'en tenir aux pays de la C.E.E., on constate que la politique d'aménagement régional lancée en 1974 n'est parvenue à rien d'autre qu'à une vague suite d'action ponctuelles d'assistance sociale.

Quand un grand groupe américain ou japonais veut prendre pied en Europe, les avantages financiers que lui propose chaque pays intéressé ne sont certes pas les seuls éléments qui font pencher la décision, mais ils constituent dans l'équation finale, un paramètre fondamental. Dès lors, de surenchères en propositions, de proposition en contre-offre, la spirale des subventions s'entrelasse, parfois démesurément.

Lorsque plusieurs régions sont en compétition, en France, la lutte est rude, mais la DATAR parvient, en général, à faire prévaloir ses préférences. Ce qui, évidemment, ne fait pas toujours l'affaire des élus et des responsables locaux, qui déclarent: « La décision était prise, l'usine devait être créée ici et puis la DATAR l'a envoyée ailleurs... »

Mais si plusieurs états européens sont en balance, la concurrence voire le dumping ne connaissent plus de frontières, et l'on voit les gouvernements (ou les représentants des provinces) se lancer dans une lutte sans merci. La France dispose d'un arsenal qui n'est pas insignifiant et qui comprend notamment: les primes de développement régional, les primes aux activités tertiaires et de recherche, les subventions pour bonifier le prix d'achat ou de location des terrains, la construction d'usines-relais, des prêts du F.D.E.S., des aides à la formation professionnelle, des allègements fiscaux (amortissement exceptionnel, réduction du droit de mutation, exonération de la taxe professionnelle pendant cinq ans). Mais les autres pays ne sont pas moins attractifs. Ici l'on offre le terrain à l'industriel, là, on aménage pour lui un terminal portuaire. En Irlande, on propose aux chefs d'entreprise une large gamme de facilités financières et fiscales. Dans les pays tels que la Belgique ou l'Allemagne

fédérale, les provinces, les Länder ou les villes (Anvers), jouissent d'une grande liberté d'action et de proposition que n'ont ni les villes, ni les départements, ni les régions en France, agrippées par une réglementation d'Etat rigoureuse leur interdisant des interventions directes dans le domaine économique et la création d'emplois.

Le dernier grand projet étranger qu'a « raté » la France concerne le groupe chimique britannique ICI, qui a été plus intéressé par les propositions allemandes et qui a installé son complexe à Wilhelmshaven. Ce qui ne veut pas dire que la France échoue systématiquement dans ses négociations avec les grands groupes ou les Etats étrangers. Le Qatar a financé en partie le vapo-craqueur de Dunkerque, une « plate-forme commerciale » brésilienne est en cours d'aménagement sur Havre, des voitures japonaises sont débarquées à Cherbourg, General Motors s'installe à Sarreguemines, Renault-Berlioz à Toulouse, Garrett (aéronautique dans les Vosges).

L'arme déterminante que compte utiliser le gouvernement français est le Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.). Fonctionnant selon des procédures très souples, il permet de financer jusqu'à 50 % des investissements sur trois ans, dont 25 % en subventions (la reste en prêts participatifs). Les 50 % sont cumulables avec l'exonération de la taxe professionnelle. Il dispose encore dans ses caisses de plus de 2 milliards de francs, ce qui n'empêche évidemment pas les responsables de Ford, A la lumière des interventions récentes du F.S.A.I., on sait que le montant moyen des concours publics par emploi créé est de 120 000 F, dont 70 000 F de subventions. Si Ford crée huit mille emplois, l'entreprise peut donc espérer recevoir une aide directe de l'Etat d'au moins 1,04 milliard.

Mais les autorités de la C.E.E. à Bruxelles veillent scrupuleusement à ce que les gouvernements des Neuf ne dépassent pas le plafond de 25 % des subventions, applicable depuis 1971 aux projets industriels. Il s'agit d'éviter ce qu'on appelle les distorsions de concurrence. Seuls les investissements situés dans les régions périphériques de l'Europe (par exemple dans la Mezzogiorno italienne) peuvent bénéficier d'un coup de pouce supplémentaire.

On comprend, vu l'enjeu, que les responsables français restent discrets sur les aides officielles ou occultes, directes ou de troc, financières ou politiques, qu'ils sont prêts à accorder à Ford. Du reste, toutes les négociations se déroulent ainsi. M. François Essig, ancien délégué à l'aménagement du territoire, raconte que dans ses pourparlers, en 1977, avec Peugeot-Citroën les responsables publics et ceux de la firme avaient trouvé un nom de code: il s'agissait en la circonstance d'une mystérieuse « société dénommée Fletcher, qui prospectait en Europe. Lorsque l'affaire Ford sera conclue (ou lorsqu'elle aura échoué), il sera de toute façon choquant, puisqu'il s'agit de l'argent des contribuables et puisque la DATAR aime se proclamer « maison de verre », que les Français, qu'ils soient de Lorraine ou de Carcassonne, ne sachent pas quel prix ils ont payé pour que le géant américain devienne le bon saint-bernard de la sidérurgie française.

FRANÇOIS GROSCHARD.

LA C.F.T.C. DÉNONCE LE « LIBÉRALISME SAUVAGE » ET RÉCLAME L'AJOURNEMENT DES LICENCIEMENTS

Le conseil national de la C.F.T.C. estime « scandaleux qu'il ait fallu deux mois, après l'annonce d'une vague de licenciements sans précédent dans le sidérurgie, pour que le gouvernement et le patronat se décident à accepter les confrontations sur la situation d'ensemble de ce secteur ».

Condamnant « sans restrictions le libéralisme sauvage », la C.F.T.C. réclame « l'ajournement de toute mesure de licenciement collectif, aussi longtemps que ne sont pas effectués et certainement assurés les possibilités de reclassement des travailleurs victimes de ces licenciements qui ne peuvent pas bénéficier de la préretraite ».

DE LA SIDÉRURGIE

Produire pour stocker ou fabriquer pour vendre ?

(Suite de la première page.)

L'irruption de la crise mondiale allait-elle servir de catalyseur ? Pas du tout. L'Etat, qui avait poussé le patronat à produire toujours plus d'acier, relâchait la machine à coups de milliards publics, aménageant une industrie déjà fort préoccupée de ses échéances. M. Giscard d'Estaing et Chirac, et le ministre de l'Industrie du moment, M. d'Ornano, expliquaient la nécessité d'« investir à contre-courant plutôt que de spéculer », de façon à pouvoir satisfaire les normes de la Cee pour 1980.

L'attitude inverse des sidérurgies européennes, pourtant moins endettées et plus productives, ne faisait aucunement remettre en cause cette orientation. L'Allemagne fédérale avait en effet depuis longtemps donné la priorité aux gains de productivité plutôt qu'à la course aux capacités de production supplémentaires, réduisant ses effectifs de quatre vingt mille personnes (30 %) en quinze ans. La France, elle, conservait à peu près le même nombre de salariés, au point de consacrer moitié plus de temps que ses rivaux européens à produire une tonne d'acier. L'essor d'une sidérurgie italienne ultra-moderne et tournée vers les technologies les plus avancées n'aurait pas davan-

tagé le gouvernement et le patronat. Se préparer à produire plus restait le mot d'ordre. Le réveil fut brutal. Mais non l'action. Il devint évident en 1977 qu'un changement de cap était nécessaire. L'offensive japonaise avait stupéfié les importations en France d'acier nippon ; d'ailleurs, les Britanniques envahissaient certains marchés ; les Espagnols doubleraient leurs ventes, les Tchecoslovaques aussi. Pour autant le pouvoir décidait d'attendre encore les élections législatives, cette fois. Seconde erreur, nouvelle année perdue. Si bien que, quatre ans, la sidérurgie française, la plus vulnérable d'Europe avec l'anglaise, se trouve à avoir réduit sa production de 15 %, contre 22 % l'industrie belge, 23 % l'allemande de l'Ouest, 25 % la luxembourgeoise.

Aujourd'hui, en dépit de salaires moins élevés que chez la plupart de nos concurrents européens, le coût salarial global, cotisations sociales comprises, est inférieur en France de 20 % à celui de la sidérurgie allemande ou luxembourgeoise et de 28 % à celui de l'industrie belge — l'acier français se vend moins bien que les autres (Fos excepté). Il est indispensable de réagir. En répondant clairement à trois questions.

Trois questions majeures

1) La capacité française de production d'acier brut est-elle excessive ? Non, si les perspectives du marché mondial permettent d'espérer une reprise de la demande à ce point forte que les usines nouvelles du monde entier et de l'Est — dont la production s'élève rapidement, à des prix plus que compétitifs — n'y puissent suffire. Or rien ne permet, pour l'instant, de pronostiquer une telle perspective.

La croissance mondiale — donc la demande d'acier — promet d'être cette année aussi « modérée » que les précédentes et l'on voit mal les raisons d'un « boom » soudain l'an prochain ou les années suivantes. En revanche, les chiffres montrent que les pays en développement et ceux du bloc soviétique — la Chine — produisent à 9 % d'acier supplémentaire chaque année, métal qu'ils écoulent à la place des anciens producteurs, souvent à meilleur prix.

L'objectif pour la France ne pouvant être de produire pour stocker, mais seulement de fabriquer pour vendre, il faut désormais non pas couler le maximum d'acier, mais difficile à placer, mais chercher à livrer à prix compétitifs de l'acier plus élaboré que celui dont les nouveaux producteurs commencent à inonder le monde. Une réserve de puissance de production d'acier brut restera évidemment nécessaire, pour faire face à d'éventuels coups de la demande internationale ou à une relance intérieure ; mais rien n'assure qu'elle doive dépasser — ou même atteindre — les 6 millions de tonnes annuelles de capacité excédentaire de notre sidérurgie.

2) Vers quels secteurs orienter la mutation indispensable ? M. Jean-Jacques Servan-Schreiber s'exprimait manifestement quand il déclarait le 28 janvier, au Club de la presse d'Europe 1, ne pas savoir « si, dans dix ans, on fabriquerait une tonne d'acier en Europe ». Mais c'était pour souligner, de façon provocatrice, la nécessité d'une transformation de nos activités sidérurgiques. M. Edmond Maire notait avec justesse de précaution, huit jours plus tard sur les mêmes ondes, la nécessité d'une « diversification des activités de l'industrie de l'acier, de nature à lui assurer de nouveaux débouchés ». Ces débouchés existent — et continueront d'exister — à deux niveaux.

● S'agissant de l'acier peu élaboré, la concurrence internationale est devenue très difficile, vu nos prix de revient, pour des qualités banales comme les laminés marchands, les ronds à béton, les profilés lourds, le matériel de voie. En revanche, l'avenir est plus ouvert pour les produits plats (tôles minces ou fortes notamment, demandées par la construc-

tion automobile et les chantiers navals), ainsi que pour les fil-machines.

La condition de sécurité, dans ces qualités, est la compétitivité. La sidérurgie française a certes construit des usines modernes analogues aux grandes aciéries étrangères : Fos, Dunkerque, Neuves-Maisons, en voie d'achèvement, l'usinerie de l'Etat à l'Unis et en Italie, prouve l'efficacité de ces aciéries neuves. Mais plus d'un quart de la production française est encore assuré par des usines archaïques, à des prix de revient exorbitants les cours mondiaux, en dépit des bas salaires pratiqués chez nous. Une rationalisation accrue est la condition de leur survie et le plus grand tort de la puissance publique est de ne pas l'avoir organisée plus tôt.

● La seconde orientation d'avenir est le développement de la production d'aciers plus élaborés et le développement de techniques d'aval, en France même. La sidérurgie fine a été trop délaissée dans notre pays, alors qu'elle progressait rapidement en Allemagne. Même si son succès n'est pas garanti contre la mauvaise conjoncture — les aciers spéciaux français connaissent dès à présent quelques difficultés (le Monde du 10 novembre 1978) — cette filière qui permet d'ajouter au métal davantage de technique et de valeur, est d'un meilleur effet contre la concurrence des pays nauts à celle de l'Est.

Au-delà, c'est tout le secteur de la construction mécanique qu'il faut développer. Le redressement récent — encore fragile — de l'industrie française de la machine-outil confirme la possibilité d'une large percée dans ce sens, pour peu que la puissance publique incite les entreprises au dynamisme, et, au besoin, s'engage elle-même (les firmes publiques pouvant constituer un bon fer de lance en la matière). Pourquoi avoir eu si peu recours, jusqu'ici, aux formules d'intégration sidérurgie-mécanique qui ont bien fonctionné outre-Rhin ? Krupp, Thyssen, Mannesmann, ont glissé, sans douleur excessive, de l'acier brut à la construction mécanique grâce à l'intégration d'usines de transformation ou à des accords étroits avec des transformateurs. A l'évidence, il y a là des perspectives de valorisation de l'acier français — donc d'emplois stables — qui ont été trop longtemps négligées.

3) Reste à savoir où réaliser le programme indiqué. Certainement dans les complexes sidérurgiques de construction récente ou modernisée. Ailleurs, les normes de productivité indispensables pour pouvoir résister à la concurrence mondiale ne seraient pas atteintes. Qu'y faire ?

C'est tout le problème des zones de tradition sidérurgique, aujourd'hui peu compétitives. Vue de Paris, la carte de l'acier est tentante : elle est forte pour les technocrates de proper leur abandon, au nom des impératifs financiers internationaux. Denain, Valenciennes, Longwy, s'inscrivent au long martyrologe des cités victimes de la démographie industrielle. Mais a-t-on vraiment fait les calculs globaux qui justifieraient un tel choix ? A-t-on mesuré, en termes de rentabilité régionale, ce que coûterait la perte — ou l'entretien pour un fruit économique modeste — des infrastructures publiques déjà en place (voies électrifiées ou canaux), de l'habitat construit, des équipements collectifs ? A quel il faudrait ajouter l'indemnisation des sans-emploi actuels et futurs, victimes d'une telle solution : étant entendu que, pour un poste supprimé dans l'acier, plusieurs emplois disparaîtraient en outre dans les services ? A-t-on ajouté à ces coûts le prix des subventions

publiques que demanderaient les investisseurs éventuels, invités à venir s'installer sur place pour créer des emplois ? Ford, par

exemple, peut déjà demander ce qu'il a obtenu de l'Autorité : près du tiers du coût global des travaux envisagés.

Convertir plutôt qu'abandonner

Serait-on sûr alors, l'addition une fois faite, que la conversion des bassins sidérurgiques vieillissants vers des productions métallurgiques nouvelles et compétitives serait plus onéreuse ? Tout permet d'en douter. En tout cas, les pouvoirs publics — n'importe si fiers de « rationalisation des choix budgétaires » — n'ont jamais fait la preuve que la solution préconisée par eux en décembre était la moins coûteuse pour la collectivité. L'autre formule, celle d'une conversion énergiquement menée vers des activités de sidérurgie fine et de transformation, aurait au moins l'immense avantage de permettre l'emploi d'une bonne partie de la main-d'œuvre à tradition métallurgique et à l'utilisation de certains ateliers actuels, sans avoir à tout construire en partant de zéro.

Mais une conversion ne se fait jamais à coût social nul. C'est pourquoi il faudrait prévoir des mesures sociales d'accompagnement, permettant à la fois la réduction des effectifs âgés, difficiles à réadapter (retraite anticipée), une formation professionnelle systématique accélérée des salariés restant au travail, et un pacte entre eux — dans des conditions à négocier avec les syndicats : cinquante heures, réduction des horaires — du temps global d'emploi, qui sera nécessairement moindres pendant la période de transition.

Le courage politique a manqué aux gouvernements pour le faire à temps. Les élections passées, ils ont frappé brutalement, pour rattraper le temps perdu, en s'abritant derrière le masque de P.-D.G. nommés par eux, mais inconnus des victimes de l'opération. Ils recueillent aujourd'hui dans la rue les fruits de cette piètre tactique.

Après tant d'années gâchées, il n'est peut-être pas trop tard pour repartir sur de nouvelles bases. En négociant socialement le virage industriel, comme l'ont fait plusieurs de nos voisins. Le gouvernement, maître du jeu comme actionnaire et comme représentant de la puissance publique — s'y montrera-t-il prêt ? Il y a plus de grandeur à reconnaître son erreur qu'à persévérer.

GILBERT MATHIEU.

LES CONFLITS SOCIAUX

La police libère sans incident deux cadres d'Usinor à Trith-Saint-Léger

La police a libéré, ce mercredi 14 février, vers 3 h 45 et sans incident, deux cadres supérieurs d'Usinor, qui étaient retenus depuis mardi et fin de matinée par des Valenciennes, par des salariés de la Société valenciennoise d'industrie (S.V.I.), filiale d'Usinor, spécialisée dans le matériel ferroviaire. Selon notre correspondant à Lille, une centaine d'ouvriers avaient bouclé la salle de réunion où le directeur de la société, également sous-directeur d'Usinor-Trith, ainsi que le chef de personnel préparaient avec des responsables syndicaux une prochaine séance du comité d'établissement. Les syndicats n'avaient pas donné de consignes en ce sens : ils ont préconisé la modération, mais n'ont pas publiquement désavoué l'action des manifestants. Ces derniers entendaient protester contre la mise en chômage technique du personnel (mille sept cents salariés) du 19 au 28 février et contre d'éventuelles menaces de licenciements. Les salariés craignent — bien qu'il n'y ait rien d'officiel — que la S.V.I. soit appelée à disparaître, la fabrication du matériel ferroviaire étant concentrée à Dunkerque, à l'usine des Dunes.

d'autre part, dans le secteur chimie des Charbonnages de France, à la plate-forme de Carling (Moselle), où les ouvriers ont arrêté le travail depuis le 8 février pour s'opposer aux licenciements. « Merlebach ne doit pas devenir le Longwy d'après-demain », a déclaré, mardi 13 février, M. Trogia, secrétaire de l'union régionale C.F.D.T., au cours d'une conférence de presse dans cette ville, siège des Houillères de Lorraine.

D'autres conflits se poursuivent en province : poursuite de la grève à l'usine Berlet-R-V.I. à Saint-Priest (Rhône) ; grève à durée illimitée à l'usine D.B.A.-Stop (fabrication de cylindres de freins hydrauliques) aux Damps (Eure) ; extension des grèves dans les usines de la Compagnie électro-mécanique (tous mille salariés), où les revendications portent sur les salaires ; manifestation, mardi, à Soissons, d'environ deux mille personnes contre le chômage à l'appel des syndicats et des partis de gauche ; grève de vingt-quatre heures, mercredi, à la recette principale des P.T.T. de Lyon, et poursuite de la grève déclenchée le 7 février au centre de tri de Montparnasse, à Paris.

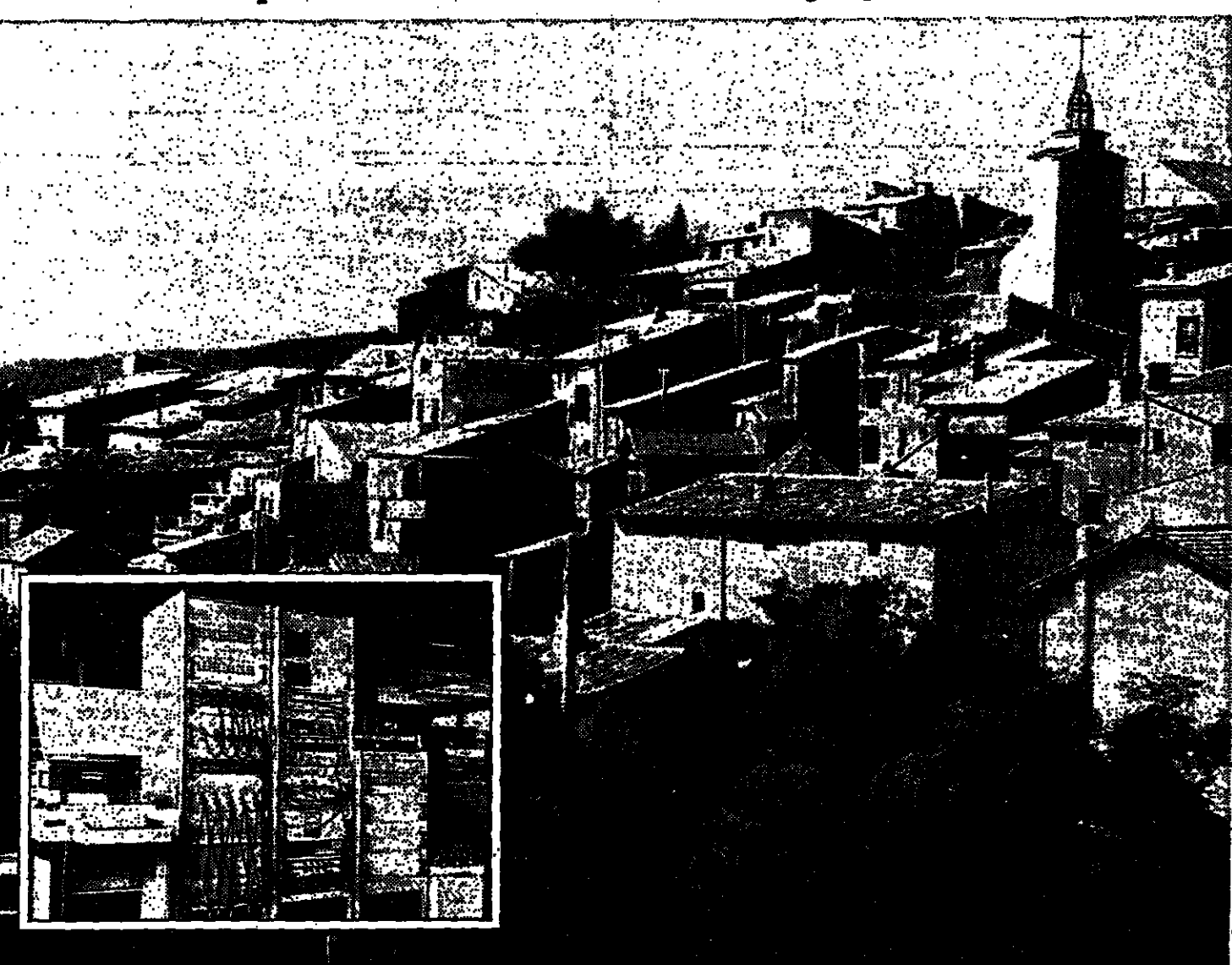
Des débrayages et manifestations ont eu lieu, mercredi, à Paris et en province dans les assurances, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O.

En revanche, chez Brisonneau-Lots-Marine, à Nantes (Loire-Atlantique), le personnel, par 888 voix contre 9 (822 suffrages exprimés, 882 inscrits), s'est prononcé pour la reprise du travail, après quatre semaines de grève, en dépit de l'appel au boycottage de la consultation lancé par les syndicats.

Nouveaux incidents en Lorraine

En Lorraine, de nouveaux incidents se sont produits, le mardi 13 février : occupation par des ouvriers de la sidérurgie de la perception de Matières-lès-Metz et manifestation de salariés de l'entreprise France-Construction, à Laxou, près de Nancy. Ceux-ci ont conduit leur P.-D.G. au commissariat de police pour l'accuser de ne pas leur avoir versé de salaire depuis un mois et demi. La grève se poursuit.

L'informatique Hewlett-Packard se juge aux résultats.



Pour faire parler 2700 abonnés sur un seul câble, CIT-Alcatel utilise le contrôle Hewlett-Packard.

La transmission de 2700 voix d'abonnés dans un seul câble sans perte de puissance, sans distorsion ni parasite, nécessite un répéteur tous les 2000 mètres.

Ces répéteurs doivent être conformes aux normes très rigoureuses des P.T.T. Pour contrôler automatiquement cette conformité, le service Méthodes Générales de Contrôle de la Compagnie Industrielle de Télécommunications CIT-Alcatel utilise de nombreux systèmes de mesure programmables Hewlett-Packard.

Cette procédure, nettement moins onéreuse que le contrôle manuel, accroît la fiabilité et la qualité des matériels de télécommunications. Un poste de contrôle automatique peut tester simultanément jusqu'à 48 répéteurs et réduit ainsi dans des proportions importantes les temps de contrôle en fabrication. CIT-Alcatel a été l'une des premières entreprises à bénéficier de l'expérience de Hewlett-Packard dans le domaine de l'interconnexion d'appareils de mesure, de contrôleurs et

d'ordinateurs (HP-IB : norme IEEE 488-1975).

Quelle que soit la taille de votre entreprise ou votre secteur d'activité, Hewlett-Packard vous propose une gamme de matériels très complète : réseau d'ordinateurs, système de calcul, appareils de mesure.

Ces produits, ces systèmes sont conçus et fabriqués par Hewlett-Packard. En France, l'unité de production de Grenoble développe et met au point un certain nombre de matériels dont elle assure aussi l'exportation dans le monde entier. Au-delà de la vente, Hewlett-Packard offre à ses clients une véritable collaboration pour que l'utilisation du matériel choisi réponde efficacement à leurs besoins particuliers et assure un service après-vente rapide, en tout lieu et quelle que soit l'heure.

Pour mieux nous connaître, contactez-nous : Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabouff, BP 70, 91401 Orsay Cedex - Tél : 907 78.25.

HEWLETT  PACKARD

OFFSET RICOH : AUSSI SIMPLE QU'UN TÉLÉPHONE

Un nombre à composer, une touche à presser... c'est tout.

Chacun sait utiliser la nouvelle

OFFSET ÉLECTRONIQUE

RICOH AP. 2600

C'est sans doute la réponse à vos problèmes de copie et d'impression.

Documentation et étude chiffrée :

PLANOCOP

37-37 bis, rue des 3-Bornes

75011 PARIS

355.44.24

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique, de la Mise en valeur des Terres et de la Protection de l'Environnement

Office National du Matériel Hydraulique O.N.A.M.HYD.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de six (6) appareils de forage.

Les soumissionnaires intéressés, peuvent retirer le cahier des charges contre le versement de 200 DA représentant les frais de reproduction, auprès de l'ONAMHYD IMMEUBLE SETHYAL KOUBA ALGER.

Les soumissions devront parvenir sous double enveloppe dans un délai de quarante-cinq jours (45) à partir de la date de parution du présent Appel d'Offres à l'adresse suivante :

O.N.A.M.HYD - IMMEUBLE SETHYAL KOUBA ALGER.

L'enveloppe extérieure doit porter la mention suivante : « Appel d'Offres numéro 10.187 - A ne pas ouvrir ».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

Matériel de maintenance, comprenant :

- 1 atelier de maintenance ;
- 7 ateliers remorques ;
- 1 atelier mobile de graissage.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres international - Fourniture de matériel de maintenance - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

Matériel de chantier comprenant :

- 7 cloaques électriques pour fer à béton Ø 22
- 9 cintreuses électriques pour fer à béton Ø 22

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres international - Fourniture de matériel de chantier - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la Défense Nationale
Division de l'Administration et des Services Communs

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres est lancé pour :

- 1) La dépose d'une menuiserie bois.
- 2) La fourniture et pose d'une menuiserie en profilés aluminium anodisé et vitrage.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la SDIE / DASC / MDN - LES TAGARINS - ALGER.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires requises et placées sous double enveloppe devront parvenir au plus tard le 15 mars 1979 à l'adresse ci-dessous.

L'enveloppe intérieure cachetée à la cire portera le mot « Soumission » - « Appel d'offres menuiserie - Pli à ne pas ouvrir » avec l'indication du nom du candidat.

L'enveloppe extérieure indiquera l'adresse suivante :

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
DASC / DSF
B.P. 298 ALGER-GARE (ALGER).

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours à compter du 16 mars 1979.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

Matériel de transport de béton comprenant :

- 18 cocottes à ciment 20 T ;
- 27 conteneurs malaxeurs 6 M3 ;
- 18 dumpers hydroscop 800 à 1.200 L.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres international - Fourniture de matériel de transport de béton - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

Avis d'Appel d'Offres National et International

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

- 21 barques de chantier de 18 m2.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres national et international - Fourniture de barques de chantier - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

Matériel de terrassement comprenant :

- 9 bulldozers ;
- 9 pelles rétro ;
- 7 rouleaux de 6 à 8 T ;
- 9 chargeurs sur pneus ;
- 7 rouleaux vibrants ;
- 2 wagons drills ;
- 7 niveleuses.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres international - Fourniture de matériel de terrassement - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

Matériel de production de béton comprenant :

- 5 centrales à béton de 30 M3/H ;
- 2 centrales à béton de 60 M3/H ;
- 10 silos à ciment de 70 M3 ;
- 45 bennes à béton de 1.000 L ;
- 9 pompes à béton d'une capacité de 2.000 U/Jour ;
- 18 bétonnières de 500 L ;
- 1 groupe de cisailage ;
- 4 silos à ciment de 150 M3.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres international - Fourniture de matériel de production de béton - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

L'outillage suivant :

- 60 aiguilles vibrantes Ø 50 ;
- 12 aiguilles vibrantes Ø 35 ;
- 36 règles vibrantes ;
- 36 transpalette 3 T ;
- 9 moules à cloaques 30 x 30 84 U/jours ;
- 9 acies circulaires à bois ;
- 45 élingues 4 brins de 3 M ;
- 14 dames vibrantes.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres international - Fourniture d'outillage - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

Matériel de production de l'énergie comprenant :

- 27 groupes électrogènes 110 KVA ;
- 23 compresseurs 4 sorties.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres international - Fourniture de matériel de production de l'énergie - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat et de la Construction
ENTREPRISE SOCIALISTE DES TRAVAUX DE L'EST (E.S.T.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de :

Matériel de levage et de chargement comprenant :

- 18 grues à tour 3 T/60 M ;
- 18 grues à tour 2 T/25 M ;
- 9 grues mobiles sur pneus 3 T/25 M ;
- 9 chariots élévateurs 3 T ;
- 18 monte-charge maximum 5 niveaux.

Les entreprises intéressées peuvent retirer les cahiers des charges contre paiement de 200 DA auprès de la Direction Commerciale et des Approvisionnements de l'E.S.T.E., site au 4^e km Chaab Eras, Constantine.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe et pli cachetés dans les quarante-cinq jours qui suivent la parution du présent avis.

L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « Appel d'offres international - Fourniture de matériel de levage et de chargement - A ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE FÉVRIER

CRAQUEMENTS EN ASIE : VERS DE NOUVEAUX CONFLITS

CAMBODGE : Communisme en crise et nationalisme (Georges Bonardel, Pierre Brocheux et Daniel Hénery). — VIETNAM : Tensions internes et rupture d'équilibre (Patrice de Beer). — LAOS : Le maillon faible de l'ensemble Indochinois (Neyan Chanda). Les rivalités entre Washington, Moscou et Pékin (Philippe Pons). — La diaspora chinoise (Claude et Denys Lombard-Salomon). — Les droits de l'homme en Chine (Jean Daubler).

L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE ET LA LOGIQUE DE L'INDÉPENDANCE
(PIERRE JUDET)

LE NUMÉRO : 6 F
5, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 08
Publication mensuelle du « Monde »
En vente partout.

15/02/79

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. MIEUX
- 3-4. ÉTRANGER
5. EUROPE
- 6-7. AMÉRIQUES
- 8-9. POLITIQUE
10. SOCIÉTÉ
11. RELIGION
12. ÉDUCATION
13. JUSTICE
14. SPORTS

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
PAGES 15 à 23

NUMÉRO SPÉCIAL SUR LULU
— Le second opéra, par Pierre Boulez : Un entretien avec Rolf Liebermann, par Gérard Co dé ; Lulu pour la vie, par Dominique Saneau ; Lulu l'opéra, par Murielle Gagnier ; Lulu et Chéreau, par Hervé Guibert.

28. ÉQUIPEMENT
29 à 34. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (36)
Annonces classées (35 à 37) : Aujourd'hui (14) ; Chronique (14) ; Journal officiel (14) ; Métiologie (14) ; Mots croisés (14) ; Sources (35).

La C.G.T. accuse M. Stoléru de vouloir abréger le séjour des immigrés non-européens

Le secrétaire d'État exclut le syndicat des prochaines discussions sur les cartes de séjour

M. Lionel Stoléru veut-il inciter les immigrés non-européens à quitter la France ? C'est ce qu'affirme la C.G.T., qui a dénoncé mardi 13 février les mesures « d'un gravité sans précédent » que le secrétaire d'État au Travail manuel s'apprête à prendre, assure-t-elle. À l'encontre de certaines catégories d'étrangers. De leur côté, les services de M. Stoléru ont publié un communiqué extrêmement vigoureux dénonçant « une manœuvre politicienne » qui ne peut qu'alimenter « les passions racistes et xénophobes » et semer « délibérément de fausses inquiétudes ».

Selon M. René Lomet, secrétaire confédéral de la C.G.T., le gouvernement voudrait étendre à l'ensemble des travailleurs étrangers — à quelques exceptions près — les mesures déjà prévues à l'encontre des Algériens. Ces derniers, on le sait, ont bénéficié d'un sursis en attendant l'issue des négociations sur la main-d'œuvre menées avec le gouvernement algérien ; mais tout porte à croire que l'an prochain les quelque 350 000 certificats de résidence, valables cinq ans ou dix ans, délivrés à ces ressortissants, et qui arrivent à échéance en 1979, seront remplacés par des cartes renouvelables seulement un an, quoique renouvelables (le Monde des 3 et 19 janvier).

Selon M. René Lomet, seuls les étrangers ayant vingt-cinq ans de présence en France pourraient bénéficier d'une carte de séjour valable dix ans. Les autres immigrés seraient soumis, comme les Algériens, à un système de cartes renouvelables tous les ans, alors que la plupart se voyaient précédemment délivrer des cartes de trois, cinq ou dix ans.

Seuls, échapperaient à ces nouvelles réglementations les immigrés originaires des pays de la Communauté économique européenne, ainsi que d'Espagne, du Portugal et de Grèce. « La C.G.T. », conclut M. René Lomet, ne peut pas rester sans réagir devant un plan anti-immigrés qui vise à adapter la politique d'immigration à l'élargissement du Marché commun, et qui rend plus précaire encore la situation des immigrés, notamment maghrébins et africains. »

Une évolution se manifeste au Bundestag contre la prescription des crimes nazis

De notre correspondant

Bonn. — Bien que l'opinion publique soit encore divisée, une évolution est perceptible au sein du Bundestag pour que les crimes nazis ne puissent bénéficier de la prescription. Une décision à ce sujet doit intervenir à la fin de l'année.

Le gouvernement n'a pas pris position dans ce débat qui concerne la conscience de chacun. Les groupes parlementaires n'envisagent pas non plus d'imposer une discipline de vote. Néanmoins, jusqu'ici les sociaux-démocrates se sont montrés plus enclins que les chrétiens-démocrates à soutenir la thèse selon laquelle les crimes nazis, au nom du national-socialisme, devraient être poursuivis jusqu'au bout.

Un revirement significatif vient de se manifester dans le camp de l'opposition. Alors que la majorité des chrétiens-démocrates paraît toujours favorable au maintien de la prescription, 11 députés, sept députés C.D.U., conduits par le représentant berlinois Johann Baptist Gradl, ont déposé au Bundestag un projet de résolution qui propose de ne plus imposer de limite à la poursuite des crimes nazis. Si cette prise de position ne suffit pas encore à garantir une majorité aux « abolitionnistes », elle est significative de l'évolution en cours.

Un problème très délicat est celui des pressions exercées sur la République fédérale par l'étranger. Dernier exemple : la résolution présentée au Congrès de Washington par une centaine de membres de la Chambre des représentants qui s'élève contre toute prescription des crimes de guerre. Sans être trop convaincant, le porte-parole du gouvernement de Bonn s'est efforcé de soutenir à ce propos qu'il ne s'agit nullement d'une « ingérence » dans les affaires de la République fédérale. À son avis, la démarche des congressistes américains serait « tout à fait normale » et n'appellerait aucun commentaire.

JEAN WETZ.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. BEULLAC SUR « HOLOCAUSTE »

La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (Fédération Cornes), à l'occasion du passage d'Holocauste à la télévision, appelle les parents à « faire découvrir à leurs enfants la grande leçon de l'humanité laïque », qui devrait être le principe fondamental de toute éducation.

M. Antoine Lagarde, président de la Fédération des parents d'élèves, a déclaré mardi au micro d'Europe 1 que les propos de M. Christian Beullac sur la projection du film Holocauste démontrent « une conception nouvelle et moderne du rôle du ministre de l'Éducation ». Il a ajouté : « C'est un des aspects du nouveau ministère de l'Éducation de prendre conscience que l'école n'est qu'une partie de l'éducation des enfants, et que toute cette vie éducative se passe en famille. »

M. Maurice Plantier, secrétaire d'État aux anciens combattants, a publié le communiqué suivant à propos de la diffusion d'Holocauste : « Alors que l'on entend parler ici ou là de néo-nazisme, alors que dans la dernière partie du film, la femme du commandant SS, épouvantée par tant d'horreur, lui dit : « Il faut que personne ne sache jamais », il appartient au secrétaire d'État aux anciens combattants, gardien légitime des droits des déportés et des internés de la Résistance, martyrs de ces camps, de dire aux jeunes Français et aux jeunes Françaises, à tous les Français et à toutes les Françaises, que la mémoire de la seconde guerre mondiale comme à tous ceux auxquels elle a fait du mal, ne doit pas être oubliée. »

Des graffiti antisémites et des lettres menaçantes ont été tracés, dans la nuit du 14 au 15 décembre 1978, sur les murs de plusieurs immeubles parisiens situés rue de Dunkerque, dans le dix-huitième arrondissement, notamment sur ceux du magasin de vêtements Tati. Une information contre X pour provocation à la haine et à la violence et à la discrimination raciale a été confiée, mardi 13 février, par le parquet de Paris, à M. Hubert Pinseau, juge d'instruction.

En R.F.A.

DOLLAR SOUTENU OR EN BAISSÉ

Le dollar se maintient mercredi matin sur ses positions plus fermes de la veille et de l'avant-veille. Il était coté à Francfort 1,822 DM et, à Paris, 4,285 F. De cette double cotation, il ressortait que le DM valait 2,350 FF soit un cours un peu plus haut que ce qui était considéré comme une série de maximum tacite au cours des dernières semaines (2,30 FF). Cependant la Banque de France n'est pas intervenue sur le marché.

Les opérateurs ont le sentiment qu'après le nouvel accès de faiblesse qu'a connu le dollar, à partir de la seconde quinzaine du mois de décembre, on aborde une nouvelle période au cours de laquelle la devise américaine devrait mieux se tenir. M. William Miller, président du conseil d'administration du Système de réserve fédéral, a réaffirmé mardi l'intention des autorités monétaires américaines de soutenir le dollar : « Nous n'hésiterons pas, a-t-il dit, à utiliser les moyens à notre disposition si à un moment de nouveau pour atteindre ce but. »

Le marché, qui en a déjà entendu d'autres, a été plus impressionné (favorablement) par l'annonce faite par le Trésor de procéder le 21 février à une nouvelle émission en Allemagne fédérale de « bons Carter » pour un montant de 1,6 milliard de dollars. Une émission du même genre a eu lieu le 11 janvier en Suisse pour l'équivalent de 1,2 milliard de dollars. Les nouveaux bons seront à échéance de deux ans et demi et de trois ans et demi ; le taux d'intérêt sera fixé dans quelques jours.

L'amélioration du dollar se traduit par un nouveau repli de l'or, qu'on traitait à Londres dans les premières heures de la matinée sur la base de 2,37 dollars l'once. Notons que la livre sterling se maintient au cours de 1,975 dollar. Il est vrai que la Banque d'Angleterre a pu se débarrasser de son stock d'excédent de 12,5 à 13,5 millions de livres.

UN MORT ET TROIS BLESSÉS A USINOR-DUNKERQUE

Un accident du travail s'est produit, mercredi matin 14 février, à Usinor-Dunkerque, au haut fourneau n° 4. Il y a eu un mort et trois blessés. La Fédération C.F.P.T. de la métallurgie, qui a donné cette nouvelle, demande la réunion du comité d'hygiène et de sécurité et une enquête, à laquelle elle s'est associée, sur les conditions de sécurité réalisées tant en France que dans les autres pays d'Europe.

Les inondations au Portugal LE GOUVERNEMENT SANCTIONNE DES EMPLOYES DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE DES TÉLÉPHONES

(De notre correspondant.)
Lisbonne. — En raison de l'énorme tempête qui s'est abattue sur le pays, Lisbonne manque d'eau depuis le lundi 12 février. La plupart des centrales des lignes de téléphone sont situées, en effet, dans la vallée du Tage qui se trouve complètement inondée. Craignant des épidémies, les autorités ont fermé tous les établissements d'enseignement jusqu'au lundi 19 février.

Cependant, le gouvernement vient de prendre des mesures disciplinaires contre dix-huit employés de l'entreprise publique des téléphones, qui auraient incité leurs collègues à ne pas suspendre le mouvement de grève déclenché il y a plus d'une semaine. Sous prétexte de la situation anormale que le pays vit en ce moment — plus de mille personnes sont sans abri à la suite des inondations — le gouvernement avait décerné la réquisition civile de tout le personnel des services téléphoniques. Mais la décision gouvernementale n'a pas été respectée.

APRÈS LA MORT DE JEAN RENOIR

M. Giscard d'Estaing : une œuvre puissante et populaire

Les obsèques de Jean Renoir, mort à Los Angeles le 12 février, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, seront célébrées en France, probablement au début de la semaine prochaine. Le cinéaste avait souffert d'une crise cardiaque.

De nombreux messages sont parvenus à Mme Jean Renoir.

M. Valéry Giscard d'Estaing lui a adressé mardi cet hommage : « L'œuvre puissante et populaire que Jean Renoir laisse derrière lui permettra aux générations présentes et futures de garder vivant le souvenir du grand cinéaste qu'il fut. La contribution qu'il a apportée au rayonnement universel du cinéma français est un témoignage éloquent de la culture de notre temps. Son talent a prolongé ainsi, dans un art nouveau, l'admirable don artistique de son père, Auguste Renoir. »

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, a notamment déclaré : « Jean Renoir est l'un des plus grands créateurs de l'histoire du cinéma. Son influence a été décisive sur ce que le cinéma français a produit de neuf depuis la guerre. »

LE « CIEL » DEMANDE LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE SIX PRISONNIERS EN EUROPE DE L'EST

Le Comité des intellectuels pour l'Europe de la liberté lance un « appel pressant » pour la libération immédiate de six détenus est-européens, « gravement malades et en danger de mort » : l'Allemand de l'Est Rudolph Bahro, les Soviétiques Danilo Choumouk et Edouard Kouznetsov, les Tchecoslovaques Jiri Lederer et Miroslav Cerny, ainsi que le Bulgare Peter Kondofersky.

Le CIEL, sans pour autant abandonner son action en faveur des autres détenus, demande aux gouvernements concernés de libérer « dès cette semaine, pour des raisons purement humanitaires », ces « six êtres humains à bout de forces ».

L'appel a été signé par soixante-dix personnalités. Les signatures sont à adresser au CIEL, 112, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e) (tél. : 339-45-00).

Les étudiants de la faculté Necker-Enfants malades organisent une réunion d'information sur les droits de l'homme en Afrique, en Amérique latine, au Vietnam et dans les pays de l'Est européen, avec la participation d'orateurs de différents pays, le jeudi 15 février, à 20 heures, dans l'auditorium numéro 1 du CHU-Necker, 156, rue de Valenciennes, Paris (15^e) (métro Pasteur).

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE
Garantie 25 ans s/couverts argentés
Boulevard
FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS
Tél. 700.87.94 - Fermé le samedi

(Publié)
ACHATS TABLEAUX SUISSES
Vallothen - Gimmli - Bonshard
Anker - Giscomenti - Calame
Sergaud - Buchet - Boisson
Rodier - Gubler, etc., ainsi que gravures suisses, livres et ARCHIVES XVII^e au XX^e
Notre service de vente aux enchères est à votre entière disposition sur ces objets d'exceptionnelle valeur collectionnelle en Suisse.
Paiement comptant ou carte de crédit
du franc suisse.
OFFRE ARTS ANCIENS 2021 REVALX SUISSE
Tél. : 1941/38/46 13 33.

il n'y a qu'un
LE CHEQUE RESTAURANT CR
et le chèque-restaurant c'est nous.

Il faut que vous en sachiez plus sur ses avantages. Interrogez-nous.

LE CHEQUE RESTAURANT CR
1, RUE MAGELLAN 75008 PARIS TEL: 723.94.11-74.18
Distribué par les 2500 agences du Crédit Lyonnais 332

Le numéro du « Monde » daté 14 février 1979 a été tiré à 573 572 exemplaires.

TOURISME ET VOYAGES
9-18 FÉVRIER 79
PALAIS DES CONGRES
PORTE MAILLOT
• Films touristiques
• Dances folkloriques
• NOMBREUX VOYAGES A GAGNER

nature
Revue des Scientifiques Amateurs 10F
En vente chez votre marchand de journaux

AU SOMMAIRE DU N° 13
CHOUETTES ET HIBOUX
LE THYLACINE, ANCIEN DES MARSUPIAUX
ÉLEVER UNE CÉTOINE MARGINÉE
COMPORTEMENT HIVERNAL DE LA PIE
L'AQUARIOPHILIE, SCIENCE OU PASSION ?
TECHNIQUE DE LA PHOTOGRAPHIE SOUTERRAINE
LA VISIBILITÉ DES PLANÈTES SUR FÉVRIER/MARS 1979.

Participez avec RECHERCHE ET NATURE à l'inventaire des tourbières en France, en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie.

BULLETIN D'ABONNEMENT
NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
12 numéros 100 F ☐ 24 numéros 192 F ☐
+ un cadran : le carte du club Hobbys
CJ-oint mon paiement de
A retourner dès aujourd'hui à la Société d'Éditions Voudiez
50, avenue Daumesnil - 75012 PARIS - Tél. : 346.13.00

En Iran
violents combats
continueraient
à faire

LES CRISES INTERN.
le prix du pétrole « le d'eu
le salaire
de la pour
par Abou-

TOURISME ET DES VOYAGES
9-18 FÉVRIER 79
PALAIS DES CONGRES
PORTE MAILLOT
• Films touristiques
• Dances folkloriques
• NOMBREUX VOYAGES A GAGNER

nature
Revue des Scientifiques Amateurs 10F
En vente chez votre marchand de journaux

AU SOMMAIRE DU N° 13
CHOUETTES ET HIBOUX
LE THYLACINE, ANCIEN DES MARSUPIAUX
ÉLEVER UNE CÉTOINE MARGINÉE
COMPORTEMENT HIVERNAL DE LA PIE
L'AQUARIOPHILIE, SCIENCE OU PASSION ?
TECHNIQUE DE LA PHOTOGRAPHIE SOUTERRAINE
LA VISIBILITÉ DES PLANÈTES SUR FÉVRIER/MARS 1979.

A qui et à quoi CROYEZ-VOUS ?
Henri Fesquet

صلى الله عليه وآله وسلم